



REPUBLIQUE DE GUINEE
Travail – Justice – Solidarité



Ministère de la Justice

ANNUAIRE STATISTIQUE 2018

Juin 2020

REPUBLIQUE DE GUINEE

Travail – Justice – Solidarité



Ministère de la Justice



ANNUAIRE STATISTIQUE 2018

Réalisé avec le soutien
du Projet d'appui au renforcement des fonctions statistiques de l'Etat (PARFSE)
financé par le Fonds européen de développement



Juin 2020

Avant-propos

Le ministère de la Justice met à la disposition des utilisateurs son premier annuaire statistique.

L'Annuaire statistique de la Justice 2018 présente sur la période 2012 à 2018, une description chiffrée de l'évolution de l'activité des juridictions, des établissements pénitentiaires et de la Chancellerie.

En outre, il présente l'organisation et les moyens de la Justice en Guinée. Il décrit les activités des juridictions (Cour suprême, Cour des Comptes, Cour constitutionnelle, Cours d'appel, tribunaux de première instance, justices de paix, Tribunal pour enfants de Conakry, Tribunal du travail et Tribunal militaire permanent de Conakry).

Pour chaque type de juridiction, les statistiques présentées portent sur les affaires nouvelles et les décisions rendues par catégorie d'infractions ainsi que sur les procédures de jugement. L'annuaire présente, ensuite, les établissements pénitentiaires (Maisons centrales et Prisons civiles) avec la population carcérale : effectifs par catégorie, répartition par sexe et par âge des incarcérés, par nature de l'infraction commise et par peine prononcée.

Comme premier outil d'information des activités judiciaires et pénitentiaires, cet annuaire comporte certes des lacunes et des imperfections. C'est ainsi que l'utilisateur notera, par exemple, l'absence de données statistiques pour certains juridictions et établissements pénitentiaires. Cette absence est due à la mauvaise tenue des registres ou même à l'absence de certains registres.

J'instruis l'ensemble des intervenants du secteur de la Justice à résoudre ces problèmes pour les prochaines éditions.

Toute observation, critique ou suggestion pouvant contribuer à l'amélioration de ces prochaines éditions est la bienvenue. Quelles que soient ses imperfections, ce document répondra, je l'espère, aux principales attentes des uns et des autres et sera utile aux spécialistes des questions juridiques et à tous intervenants dans le domaine de l'amélioration du fonctionnement de la Justice en Guinée.

Je suis convaincu que ce premier annuaire sera un puissant outil de travail aussi bien pour les acteurs du secteur de la Justice que pour tous les autres utilisateurs. Des informations plus détaillées que dans cet annuaire sont disponibles dans la base de données accessible au niveau du Bureau de stratégie et de développement du Ministère de la Justice.

Je tiens à remercier tous les acteurs du système statistique national et, en particulier, l'Institut national de la statistique (INS) qui constitue la cheville ouvrière de celui-ci. Mes remerciements vont également à l'endroit de l'Union européenne à travers le Projet d'Appui au renforcement des fonctions statistiques de l'Etat (PARFSE) pour son soutien technique et financier à toutes les phases d'élaboration de cet annuaire. Enfin, je félicite et encourage l'ensemble du personnel du Ministère ayant participé à l'élaboration du présent annuaire.

Le Ministre de la Justice, Garde des Sceaux.

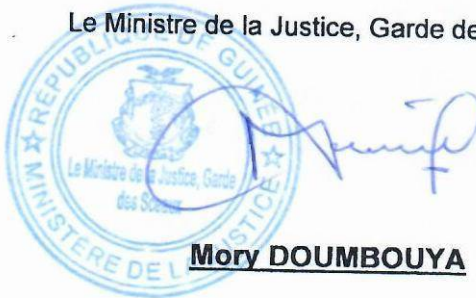
The image shows a blue circular official seal of the Ministry of Justice, Republic of Guinea. Overlaid on the seal is a blue ink signature. Below the signature, the name 'Mory DOUMBOUYA' is printed in bold black text.

Table des matières

AVANT-PROPOS.....	3
TABLE DES MATIERES.....	7
LISTE DES TABLEAUX.....	9
ABREVIATIONS.....	15
DEMARCHE METHODOLOGIQUE	17
QUELQUES CHIFFRES CLES DE LA JUSTICE EN 2018.....	19
I. Organisation de la Justice en Guinée.....	23
I.1. Organisation du Ministère de la Justice	23
I.1.1. Mission et attribution du Ministère	23
I.1.2. Organisation du Ministère	23
I.2. Organisation du système judiciaire.....	25
I.2.1. Dispositions communes aux juridictions	25
I.2.2. Règles générales d'organisation et de fonctionnement.....	25
I.2.2.1. Siège	25
I.2.2.2. Service juridictionnel	25
I.2.2.3. Ministère public	26
I.2.2.4. Greffe	26
I.2.2.5. Siège et ressort des juridictions	26
I.2.2.6. Audiences foraines.....	26
I.2.2.7. Des dispositions communes de compétence.....	26
I.2.3. Tribunal de première instance	26
I.2.3.1. Institution et compétence	26
I.2.3.2. Organisation et fonctionnement	27
I.2.3.3. Fonctions particulières	27
I.2.4. Autres juridictions d'attribution	28
I.2.5. La Cour d'appel.....	28
I.2.5.1. Compétence	28
I.2.5.2. Organisation et fonctionnement	29
I.2.5.3. Dispositions particulières à certaines formations	30
I.2.5.4. Le parquet général	31
I.2.5.5. Les assemblées générales	31
I.2.6. Dispositions transitoires et finales	31
II. Moyens de la justice.....	33
II.1. Nombre de juridictions et d'établissements pénitentiaires	33
II.2. Budget	35
II.3. Personnel	36
II.4. Matériel.....	43
III. Activités des juridictions de droit commun	45
III.1. Cour suprême.....	45
III.2. Cours d'appel	47
III.3. Tribunaux de première instance.....	50
III.3.1. Activités en matières civile, commerciale, administrative et sociale des tribunaux de première instance	51
III.3.2. Activités pénales des tribunaux de première instance	54
III.3.2.1. Activités des parquets des tribunaux de première instance	54
III.3.2.2. Activités des chambres correctionnelles des tribunaux de première instance	61
III.3.2.3. Activités des cabinets d'instruction des tribunaux de première instance	70
III.3.3. Activités des greffes des tribunaux de première instance	74
III.4. Justices de paix.....	77
III.4.1. Activités en matières civile, commerciale, administrative et sociale des justices de paix.....	77

III.4.2.	Activités pénales des justices de paix	81
III.4.3.	Activités des greffes des justices de paix	98
IV.	Activités des juridictions spécialisées et des juridictions d'exception	101
IV.1.	Cour constitutionnelle	101
IV.2.	Cour des comptes	102
IV.3.	Tribunal militaire de Conakry.....	103
IV.4.	Tribunal pour enfants	105
IV.5.	Tribunal du travail.....	107
V.	Établissements pénitentiaires	109
ANNEXE: PRINCIPAUX CONCEPTS		149

Liste des tableaux

Tableau 2.1 : Nombre de juridictions et d'établissements pénitentiaires fonctionnels	33
Tableau 2.2 : Nombre de tribunaux et d'établissements pénitentiaires par ressort de cour d'appel en 2018	33
Tableau 2.3 : Nombre de tribunaux et d'établissements pénitentiaires en 2018 par localité	34
Tableau 2.4 : Montants des dotations budgétaires de dépenses du budget prévisionnel (en millions de GNF)	35
Tableau 2.5 : Montants des consommations budgétaires des dépenses (en millions de GNF)	35
Tableau 2.6 : Magistrats par sexe, par ancienneté et par position	36
Tableau 2.7 : Magistrats par type de juridiction	36
Tableau 2.8 : Magistrats par juridiction	37
Tableau 2.9 : Greffiers par sexe et par position	38
Tableau 2.10 : Greffiers par type de juridiction	38
Tableau 2.11 : Greffiers par juridiction	39
Tableau 2.12 : Huissiers de justice par sexe et par ancienneté	40
Tableau 2.13 : Avocats par sexe, par ancienneté et par position	40
Tableau 2.14 : Notaires par sexe, par ancienneté et par position	41
Tableau 2.15 : Personnel pénitentiaire par sexe et par type d'établissement pénitentiaire	41
Tableau 2.16 : Personnel pénitentiaire dans les établissements pénitentiaires	42
Tableau 2.17 : Ressources matérielles fonctionnelles de la Chancellerie	43
Tableau 3.1 : Evolution du nombre d'affaires nouvelles par matière reçues à la Cour suprême	45
Tableau 3.2 : Evolution du nombre d'affaires nouvelles reçues à la Cour suprême par ressort de cour d'appel	45
Tableau 3.3 : Evolution du nombre de sursis nouveaux par matière reçus à la Cour suprême	45
Tableau 3.4 : Evolution du nombre de décisions rendues par la Cour suprême	45
Tableau 3.5 : Evolution du nombre de sursis à l'exécution par la Cour suprême	45
Tableau 3.6 : Evolution du nombre d'affaires jugées par la Cour suprême	46
Tableau 3.7 : Evolution du nombre de pourvois par la Cour suprême	46
Tableau 3.8 : Evolution du nombre de décisions rendues par la Cour suprême selon la durée de la procédure	46
Tableau 4.1 : Evolution du nombre d'affaires nouvelles enregistrées dans les Cours d'appel par matière	47
Tableau 4.2 : Evolution du nombre d'affaires enregistrées dans les Cours d'appel par juridiction d'origine	47
Tableau 4.3 : Evolution du nombre de décisions rendues par les Cours d'appel en matières civiles, commerciales, sociales et administratives	47
Tableau 4.4 : Evolution du nombre de décisions rendues par les Cours d'appel par nature de la décision rendue	48
Tableau 4.5 : Evolution du nombre d'arrêts rédigés par les Cours d'appel	48
Tableau 4.6 : Ensemble des affaires nouvelles civiles, commerciales, sociales et administratives par Cour d'appel	48
Tableau 4.7 : Affaires nouvelles civiles, commerciales, sociales et administratives en provenance des tribunaux de première instance par Cour d'appel	48
Tableau 4.8 : Ensemble des décisions rendues dans les affaires civiles, commerciales, sociales et administratives par Cour d'appel	48
Tableau 4.9 : Décisions rendues sur le fond dans les affaires civiles, commerciales, sociales et administratives par Cour d'appel	48
Tableau 4.10 : Arrêts rédigés par Cour d'appel	48
Tableau 4.11 : Affaires nouvelles pénales des Cours d'appel selon la nature de l'infraction	49
Tableau 4.12 : Nature des décisions rendues par la chambre d'accusation	49
Tableau 4.12 : Affaires nouvelles et décisions rendues par les Cours d'appel en 2018	50
Tableau 5.1 : Evolution du nombre d'affaires nouvelles civiles et commerciales par tribunal de première instance (hors avants dire droit, jonctions, ordonnances et injonctions de payer)	51
Tableau 5.2 : Evolution du nombre de nouvelles requêtes d'ordonnances par tribunal de première instance	51
Tableau 5.3 : Evolution du nombre de décisions rendues en matières civile et commerciale par tribunal de première instance (hors avants dire droit, jonctions, ordonnances et injonctions de payer)	53
Tableau 5.4 : Evolution du nombre de décisions civiles et commerciales rendues sur le fond par tribunal de première instance (hors avants dire droit, ordonnances et injonctions de payer)	53
Tableau 5.5 : Evolution du nombre de décisions des affaires civiles et commerciales rédigées par tribunal de première instance (hors avants dire droit, ordonnances et injonctions de payer)	54
Tableau 5.6 : Evolution du nombre d'affaires pénales nouvelles enregistrées dans les parquets par tribunal de première instance	54
Tableau 5.7 : Nombre d'affaires nouvelles pénales selon le type d'infraction par Tribunal de première instance en 2018	55
Tableau 5.8 : Evolution du nombre d'affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour crimes et délits contre la paix et la chose publique par tribunal de première instance	55
Tableau 5.9 : Affaires nouvelles pénales d'infractions contre la paix et la chose publique par tribunal de première instance en 2018	56

Tableau 5.10 : Evolution du nombre d'affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour crimes et délits contre les personnes par tribunal de première instance	56
Tableau 5.11 : Nombre d'affaires nouvelles pénales d'infractions contre les personnes par tribunal de première instance en 2018	57
Tableau 5.12 : Evolution du nombre d'affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs par tribunal de première instance	57
Tableau 5.13 : Nombre d'affaires nouvelles pénales d'infractions contre la famille et les bonnes mœurs par tribunal de première instance en 2018	58
Tableau 5.14 : Evolution du nombre d'affaires nouvelles enregistrées pour crimes et délits contre les biens par tribunal de première instance	58
Tableau 5.15 : Nombre d'affaires nouvelles pénales d'infractions contre les biens par justice de paix en 2018	59
Tableau 5.16 : Evolution du nombre d'affaires orientées en flagrants délits dans les chambres correctionnelles par les parquets par tribunal de première instance	59
Tableau 5.17 : Evolution du nombre d'affaires orientées en citations directes par les parquets par tribunal de première instance	60
Tableau 5.18 : Nombre d'affaires traitées selon les orientations des parquets par tribunal de première instance en 2018	60
Tableau 5.19 : Evolution du nombre de jugements rendus par la chambre correctionnelle des tribunaux de première instance	61
Tableau 5.20 : Nombre de jugements correctionnels selon le type d'infraction par Tribunal de première instance en 2018	61
Tableau 5.21 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de crimes et délits contre la paix et la chose publique par tribunal de première instance	62
Tableau 5.22 : Jugements correctionnels pour crimes et délits contre la paix et la chose publique par tribunal de première instance en 2018	62
Tableau 5.23 : Evolution du nombre de jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de crimes et délits contre les personnes par tribunal de première instance	63
Tableau 5.24 : Jugements correctionnels pour crimes et délits contre les personnes par tribunal de première instance en 2018	63
Tableau 5.25 : Evolution du nombre de jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de crimes et délits contre les biens par tribunal de première instance	64
Tableau 5.26 : Nombre de jugements correctionnels pour crimes et délits contre les biens par tribunal de première instance en 2018	64
Tableau 5.27 : Evolution du nombre de jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs par tribunal de première instance	65
Tableau 5.28 : Nombre de jugements correctionnels pour crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs par tribunal de première instance en 2018	65
Tableau 5.29 : Evolution du nombre de jugements rendus selon la procédure de flagrant délit par tribunal de première instance	66
Tableau 5.30 : Nombre de jugements correctionnels selon la procédure et selon le procédé par tribunal de première instance en 2018	66
Tableau 5.31 : Evolution du nombre de jugements correctionnels rédigés des tribunaux de première instance	67
Tableau 5.32 : Evolution des oppositions aux jugements correctionnels des tribunaux de première instance	67
Tableau 5.33 : Evolution du nombre d'appels aux jugements correctionnels des tribunaux de première instance	68
Tableau 5.34 : Nombre de jugements rendus par la chambre correctionnelle selon la durée de la procédure par tribunal de première instance en 2018	68
Tableau 5.35 : Evolution du nombre de jugements rendus par la chambre correctionnelle avec une durée de la procédure de moins de six mois par tribunal de première instance	69
Tableau 5.36 : Evolution du nombre d'affaires nouvelles en instruction par tribunal de première instance	70
Tableau 5.37 : Evolution du nombre d'affaires dont l'instruction est terminée par tribunal de première instance	70
Tableau 5.38 : Evolution du nombre d'affaires en cours d'instruction au 31 décembre par tribunal de première instance	71
Tableau 5.39 : Nombre d'affaires selon les procédures d'instruction par tribunal de première instance en 2018	71
Tableau 5.40 : Nombre d'affaires nouvelles en instruction selon la nature de l'infraction par tribunal de première instance en 2018	72
Tableau 5.41 : Evolution du nombre d'affaires dont l'instruction est terminée selon la nature de l'infraction par tribunal de première instance	72
Tableau 5.42 : Evolution du nombre d'affaires dont l'instruction est en cours au 31 décembre selon la nature de l'infraction par tribunal de première instance	73
Tableau 5.43 : Evolution du nombre de bulletins de casier judiciaire n°3 délivrés par tribunal de première instance	74
Tableau 5.44 : Evolution du nombre de certificats de nationalité délivrés par tribunal de première instance	74

Tableau 5.45 : Evolution du nombre de jugements supplétifs de naissance délivrés par tribunal de première instance	75
Tableau 6.1 : Evolution du nombre d'affaires nouvelles civiles et commerciales par Justice de paix	77
Tableau 6.2 : Evolution du nombre de nouvelles requêtes d'ordonnances par Justice de paix	77
Tableau 6.3 : Evolution du nombre de décisions rendues en matières civile et commerciale par Justice de paix (hors avants dire droit, jonctions, ordonnances et injonctions de payer)	78
Tableau 6.4 : Evolution du nombre de décisions civiles et commerciales rendues sur le fond par Justice de paix (hors avants dire droit, ordonnances et injonctions de payer)	78
Tableau 6.5 : Evolution du nombre de décisions des affaires civiles et commerciales rédigées par Justice de paix (hors avants dire droit, ordonnances et injonctions de payer)	79
Tableau 6.6 : Nombre de décisions rendues en matière civile et commerciale en 2018 selon la durée de la procédure par Justice de paix (hors avants dire droit, ordonnances et injonctions de payer)	79
Tableau 6.7 : Evolution du nombre d'affaires nouvelles pénales enregistrées par Justice de paix.....	81
Tableau 6.8 : Affaires nouvelles pénales selon le type d'infraction par Justice de paix en 2018	81
Tableau 6.9 : Evolution du nombre d'affaires nouvelles enregistrées pour crimes et délits contre la chose publique par Justice de paix	82
Tableau 6.10 : Affaires nouvelles pénales d'infractions contre la paix et la chose publique par justice de paix en 2018	82
Tableau 6.11 : Evolution du nombre d'affaires nouvelles pénales enregistrées pour crimes et délits contre les personnes par Justice de paix	83
Tableau 6.12 : Affaires nouvelles pénales d'infractions les personnes par Justice de paix en 2018	83
Tableau 6.13 : Evolution du nombre d'affaires nouvelles enregistrées pour crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs par Justice de paix.....	84
Tableau 6.14 : Nombre d'affaires nouvelles pénales d'infractions contre la famille et les bonnes mœurs par Justice de paix en 2018	84
Tableau 6.15 : Evolution du nombre d'affaires nouvelles enregistrées pour crimes et délits contre les biens par Justice de paix	85
Tableau 6.16 : Affaires nouvelles pénales d'infractions contre les biens par justice de paix en 2018	85
Tableau 6.17: Evolution du nombre d'affaires nouvelles enregistrées pour vols, recels, extorsions et escroqueries par Justice de paix	86
Tableau 6.18 : Evolution du nombre d'affaires traitées et orientées en correctionnelle par Justice de paix	86
Tableau 6.19 : Evolution du nombre d'affaires de flagrants délits, traitées et orientées en correctionnel par les Justice de paix	87
Tableau 6.20 : Evolution du nombre d'affaires de citations directes orientées en correctionnel par Justice de paix	87
Tableau 6.21 : Evolution du nombre d'affaires traitées et renvoyées en instruction par Justice de paix	88
Tableau 6.22 : Evolution du nombre d'affaires traitées et classées sans suite par Justice de paix	88
Tableau 6.23 : Evolution du nombre de jugements correctionnels rendus par justice de paix	89
Tableau 6.24 : Nombre de jugements correctionnels selon le type d'infraction en 2018 par justice de paix	89
Tableau 6.25 : Evolution du nombre de jugements correctionnels dans les affaires de crimes et délits contre la paix et la chose publique rendus par justice de paix.....	90
Tableau 6.26 : Nombre de jugements correctionnels des infractions contre la paix et la chose publique par justice de paix en 2018	90
Tableau 6.27 : Evolution du nombre de jugements correctionnels rendus dans les affaires de crimes et délits contre les personnes par Justice de paix	91
Tableau 6.28 : Nombre de jugements correctionnels rendus dans les affaires de crimes et délits contre les personnes par Justice de paix en 2018.....	91
Tableau 6.29 : Evolution du nombre de jugements rendus dans les affaires de crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs par Justice de paix.....	92
Tableau 6.30 : Nombre de jugements correctionnels rendus dans les affaires de crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs par type d'infraction par Justice de paix en 2018	92
Tableau 6.31 : Evolution du nombre de jugements correctionnels rendus dans les affaires de crimes et délits contre les biens par Justice de paix	93
Tableau 6.32 : Nombre de jugements correctionnels rendus dans les affaires de crimes et délits contre les biens par type d'infraction par Justice de paix en 2018	93
Tableau 6.33 : Evolution du nombre de jugements rendus dans les affaires de flagrants délits par Justice de paix	94
Tableau 6.34 : Evolution du nombre de jugements rendus statuant contradictoirement par Justice de paix.....	94
Tableau 6.35 : Nombre de jugements correctionnels selon le traitement de l'affaire par justice de paix en 2018	95
Tableau 6.36 : Evolution du nombre d'affaires nouvelles en instruction par Justice de paix.....	95
Tableau 6.37 : Evolution du nombre d'affaires dont l'instruction s'est terminée par Justice de paix	96
Tableau 6.38 : Evolution du nombre d'affaires en cours d'instruction au 31 décembre par Justice de paix	96

Tableau 6.39 : Nombre d'affaires nouvelles en cours d'instruction selon le type d'infraction par Justice de paix en 2018	97
Tableau 6.40 : Nombre d'affaires en instruction selon la procédure par justice de paix en 2018	97
Tableau 6.41 : Evolution du nombre de bulletins de casier judiciaire n°3 délivrés par Justice de paix	98
Tableau 6.42 : Evolution du nombre de jugements supplétifs de naissance délivrés par Justice de paix	98
Tableau 6.43 : Evolution du nombre de certificats de nationalité délivrés par Justice de paix	99
Tableau 6.44 : Nombre de jugements rendus en matière civile et commerciale en 2018	99
Tableau 6.45 : Nombre de jugements rendus en matière civile et commerciale (suite 1)	100
Tableau 6.46 : Nombre de jugements rendus en matière civile et commerciale (suite 2)	100
Tableau 7.1 : Décisions rendues par la Cour constitutionnelle par type de demande	101
Tableau 8.1 : Comptes transmis à la Cour des comptes par type de structure de 2010 à 2014	102
Tableau 8.2 : Activités de contrôle des comptes publics de la Cour des comptes de 2016 à 2018	102
Tableau 8.3 : Activités de référés, ordonnances et prestations de serments de la Cour des comptes de 2016 à 2018	102
Tableau 9.1 : Evolution du nombre d'affaires nouvelles du Tribunal militaire selon la nature de l'infraction	103
Tableau 9.2 : Evolution du nombre de jugements rendus par le Tribunal militaire selon le type de procédure	103
Tableau 9.3 : Evolution du nombre de jugements rendus par le Tribunal militaire selon le type de décision....	103
Tableau 9.4 : Evolution du nombre de jugements rendus par le Tribunal militaire selon la nature de l'infraction commise.....	103
Tableau 9.5 : Evolution du nombre d'affaires en instruction au Tribunal militaire selon la procédure et le type d'affaires en 2018	104
Tableau 9.6 : Nombre d'affaires du Tribunal militaire dont l'instruction s'est achevée en 2018 selon le type d'affaires	104
Tableau 10.1 : Evolution des activités du Tribunal des enfants relatives aux mineurs en conflit avec la loi hors référés et ordonnances.....	105
Tableau 10.2 : Affaires nouvelles et décisions rendues selon la nature de l'affaire en 2018	105
Tableau 10.3 : Affaires nouvelles et décisions rendues selon la nature de l'affaire en 2018	106
Tableau 11.1 : Evolution du nombre d'affaires nouvelles du Tribunal de travail selon leur nature	107
Tableau 11.2 : Evolution du nombre de décisions rendues par le Tribunal de travail selon leur nature.....	107
Tableau 11.3 : Evolution du nombre de décisions rendues par le Tribunal de travail par type	107
Tableau 11.4 : Evolution du nombre de recours au Tribunal de travail par type.....	107
Tableau 11.5 : Evolution du nombre de décisions rédigées par le Tribunal de travail.....	107
Tableau 11.6 : Evolution du nombre de décisions rendues par le Tribunal de travail selon la durée de la procédure.....	107
Tableau 11.7 : Affaires nouvelles et décisions rendues selon la nature de l'affaire en 2018	108
Tableau 12.1 : Evolution du nombre de personnes détenues au 31 décembre par établissement pénitentiaire	109
Tableau 12.2 : Evolution du nombre d'incarcérations au cours de l'année par établissement pénitentiaire	110
Tableau 12.3 : Nombre de détenus selon le sexe par établissement pénitentiaire au 31 décembre 2018	111
Tableau 12.4 : Nombre de détenus selon la nationalité par établissement pénitentiaire au 31 décembre 2018.....	112
Tableau 12.5 : Nombre de détenus selon l'âge par établissement pénitentiaire au 31 décembre 2018	113
Tableau 12.6 : Nombre de détenus selon la nature de l'infraction par établissement pénitentiaire au 31 décembre 2018.....	114
Tableau 12.7 : Evolution du nombre de prévenus par établissement pénitentiaire au 31 décembre	115
Tableau 12.8 : Evolution du nombre de prévenus mineurs détenus par établissement pénitentiaire au 31 décembre	116
Tableau 12.9 : Evolution du nombre de prévenus de nationalité étrangère par établissement pénitentiaire au 31 décembre	117
Tableau 12.10 : Evolution du nombre de prévenus pour crimes et délits contre les personnes par établissement pénitentiaire au 31 décembre	118
Tableau 12.11 : Evolution du nombre de prévenus pour crimes et délits contre les biens par établissement pénitentiaire au 31 décembre	119
Tableau 12.12 : Evolution du nombre de prévenus pour crimes et délits contre la paix et la chose publique par établissement pénitentiaire au 31 décembre	120
Tableau 12.13 : Evolution du nombre de prévenus pour crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs par établissement pénitentiaire au 31 décembre.....	121
Tableau 12.14 : Nombre de prévenus selon le sexe par établissement pénitentiaire au 31 décembre 2018 ...	122
Tableau 12.15 : Nombre de prévenus selon la nationalité par établissement pénitentiaire au 31 décembre 2018	123
Tableau 12.16 : Nombre de prévenus selon l'âge par établissement pénitentiaire au 31 décembre 2018	124
Tableau 12.17 : Nombre de prévenus selon la nature de l'infraction par établissement pénitentiaire au 31 décembre 2018.....	125
Tableau 12.18 : Nombre de prévenus selon l'infraction contre la paix et la chose publique par établissement pénitentiaire au 31 décembre 2018	126

Tableau 12.19 : Nombre de prévenus selon l'infraction contre les personnes par établissement pénitentiaire au 31 décembre 2018.....	127
Tableau 12.20 : Nombre de prévenus selon l'infraction contre la famille et les bonnes mœurs par établissement pénitentiaire au 31 décembre 2018.....	128
Tableau 12.21 : Nombre de prévenus selon l'infraction contre les biens par établissement pénitentiaire au 31 décembre 2018.....	129
Tableau 12.22 : Evolution du nombre d'inculpés détenus par établissement pénitentiaire au 31 décembre.....	130
Tableau 12.23 : Evolution du nombre de condamnés détenus par établissement pénitentiaire au 31 décembre.....	131
Tableau 12.24 : Evolution du nombre de condamnés mineurs détenus par établissement pénitentiaire au 31 décembre.....	132
Tableau 12.25 : Evolution du nombre de condamnés de nationalité étrangère par établissement pénitentiaire au 31 décembre.....	133
Tableau 12.26 : Evolution du nombre de condamnés pour crimes et délits contre les biens par établissement pénitentiaire au 31 décembre.....	134
Tableau 12.27 : Evolution du nombre de condamnés pour crimes et délits contre les personnes par établissement pénitentiaire au 31 décembre.....	135
Tableau 12.28 : Evolution du nombre de condamnés pour crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs par établissement pénitentiaire au 31 décembre.....	136
Tableau 12.29 : Evolution du nombre de condamnés pour crimes et délits contre la paix et la chose publique par établissement pénitentiaire au 31 décembre.....	137
Tableau 12.30 : Evolution du nombre de condamnés pour vol, extorsion, recel, escroquerie par établissement pénitentiaire au 31 décembre.....	138
Tableau 12.31 : Nombre de condamnés selon le sexe par établissement pénitentiaire au 31 décembre 2018.....	139
Tableau 12.32 : Nombre de condamnés selon la nationalité par établissement pénitentiaire au 31 décembre 2018.....	140
Tableau 12.33 : Nombre de condamnés selon l'âge par établissement pénitentiaire au 31 décembre 2018.....	141
Tableau 12.34 : Nombre de condamnés selon la durée de la peine prononcée par établissement pénitentiaire au 31 décembre 2018.....	142
Tableau 12.35 : Nombre de condamnés selon la nature de l'infraction par établissement pénitentiaire au 31 décembre 2018.....	143
Tableau 12.36 : Nombre de condamnés selon l'infraction contre la paix et la chose publique par établissement pénitentiaire au 31 décembre 2018.....	144
Tableau 12.37 : Nombre de condamnés selon l'infraction contre les personnes par établissement pénitentiaire au 31 décembre 2018.....	145
Tableau 12.38 : Nombre de condamnés selon l'infraction contre la famille et les bonnes mœurs par établissement pénitentiaire au 31 décembre 2018.....	146
Tableau 12.39 : Nombre de condamnés selon l'infraction contre les biens par établissement pénitentiaire au 31 décembre 2018.....	147

Abréviations

AN :	Assemblée nationale
BSD :	Bureau de stratégie et de développement
CA :	Cour d'appel
CAS :	Cour d'assises
CASM :	Cour d'assises des mineurs
CC :	Cour constitutionnelle
CCO :	Cour des comptes
CS :	Cour suprême
GNF :	Francs guinéens
JP :	Justice de paix
MC :	Maison centrale
nd :	Non disponible
PARFSE :	Projet d'appui au renforcement des fonctions statistiques de l'État
PC :	Prison civile
TC :	Tribunal de commerce
TM :	Tribunal militaire
TPE	Tribunal pour enfants
TPI :	Tribunal de première instance
TT :	Tribunal du travail

Démarche méthodologique

Les principales étapes de la production de l'annuaire statistique de la justice ont été les suivantes :

- Définition du système d'information de la justice ;
- Elaboration des outils de collecte des données ;
- Formation des agents à la collecte des données ;
- Collecte des données ;
- Traitement des données ;
- Elaboration de l'annuaire.

Le système d'information de la justice a été défini en 2017 à l'occasion d'une mission d'assistance technique de court terme du Projet d'appui au renforcement des fonctions statistiques de l'État (PARFSE), financée par l'Union européenne. Les résultats obtenus à l'occasion de cette mission ont été : (i) un diagnostic du système d'information existant ; (ii) une proposition de méthode de collecte des données ; (iii) des propositions pour le traitement et l'archivage des données ; (iv) une feuille de route pour la mise en œuvre du système d'information.

Les outils de collecte ont été élaborés pour chaque type de juridiction (Cour Suprême, Cour d'appel, Tribunal de première instance, Justice de paix, Cour constitutionnelle, Cour des comptes, Tribunal pour enfant, Tribunal du travail, Tribunal militaire) et pour les établissements pénitentiaires (maisons centrales et prisons civiles). Ces questionnaires ont été validés par les structures centrales en charge de ces structures et certaines structures elles-mêmes.

Les huit cadres du Ministère de la justice en charge de la collecte des données ont été formés au remplissage des différents questionnaires en octobre 2019.

La collecte de données s'est déroulée sur toute l'étendue du territoire du pays auprès de quarante-trois juridictions de droit commun, de huit juridictions spécialisées ou d'exception, de huit maisons centrales, vingt-six prisons civiles et de trois structures d'auxiliaires de justice. Deux équipes de quatre agents ont réalisé la collecte des données durant le mois de novembre 2019. L'ensemble des données des fiches de collecte ont été validées par les greffiers ou responsables des juridictions et établissements pénitentiaires.

Une base de données a été conçue pour le département avec l'appui de l'assistance technique du PARFSE. Une équipe d'agents du Bureau de stratégie et de développement (BSD) a assuré la saisie et le traitement des données recueillies sur le terrain. Durant trois mois, les données de l'ensemble des structures pour les années allant de 2012 à 2018 ont été saisies, apurées, traitées et consolidées dans la base.

Les données ont été extraites de la base de données puis transférées dans l'annuaire.

Le draft de l'annuaire a ensuite été transmis à l'ensemble des structures centrales du Ministère de la justice pour validation.

La Direction nationale de l'administration pénitentiaire et de la réinsertion a fourni des données globales différentes pour chaque établissement pénitentiaire de la collecte des données. Ces données ont été retenues et un ratio annuel par établissement pénitentiaire a été appliqué pour la production des données détaillées.

Difficultés rencontrées :

Lors de la collecte des données, les principales difficultés rencontrées ont été les suivantes :

- o absence de données statistiques dans certaines structures par manque de registres ;
- o difficultés pour le remplissage des fiches en raison de la mauvaise tenue de certains registres ;
- o non disponibilité des archives dans certaines structures par le fait de déménagements ou suite à des saccages des structures ;
- o manque d'information pour certains indicateurs ;
- o mauvaise compréhension de certains indicateurs par quelques agents de collecte.

Ces données non disponibles ont entraîné l'impossibilité de présenter des données au niveau national pour de nombreuses variables.

La disponibilité de registres et une plus grande qualité du remplissage des registres par une formation systématique des responsables sont nécessaires pour améliorer la fiabilité et l'exhaustivité des données.

Quelques chiffres clés de la Justice en 2018

Moyens financiers Ministère Justice	Personnel		Biens et services		Transferts		Investissements		Ensemble			
Budget (exécution) (milliards GNF)	49,5		15,8		13,9		12,2		91,5			
Juridictions	Cour suprême		Cours d'appel		Tribunaux de première instance		Justices de paix					
Nombre	1		2		18		18					
Juridictions	Cour constitu- tionnelle	Cour des comptes	Tribunal du travail		Tribunal de commerce		Tribunal militaire		Tribunal pour enfants			
	1	1	1		1		1		1			
Établissements pénitentiaires	Maisons centrales				Prisons civiles							
Nombre	8				26							
Personnel Judiciaire	Magistrats					Greffiers						
	Hommes		Femmes		Ensemble		Hommes		Femmes		Ensemble	
Nombre	279		55		334		143		70		213	
Personnel pénitentiaire	Maisons centrales					Prisons civiles						
	Hommes		Femmes		Ensemble		Hommes		Femmes		Ensemble	
Nombre	272		64		336		157		23		180	
Autre personnel Justice	Avocats			Notaires			Huissiers					
	Hommes		Femmes	Ens.	Hommes		Femmes	Ens.	Hommes		Femmes	Ens.
Nombre	274		6	280	19		10	29	136		1	137
Activités Cour Suprême	Affaires nouvelles			Sursis nouveaux			Décisions rendues			Affaires jugées		
Nombre	81			81			25			63		
Cours d'appel / Matière	Civile	Econom. Com.	Sociale	Correc- tionnelle	Criminel- le	Ordon- nances	Appels / ordon.	Référé	Autres	Ens.		
Affaires rentrées	695	57	26	333	34	396	31	72	0	1 644		
Décisions rendues	288	73	22	84	39	183	50	60	5	817		
Cours d'appel / Origine	TPI		JP		TT		TPE		Renvoi Cour Suprême		Ensemble	
Affaires rentrées	1 272		331		24		0		17		1 644	
Cours d'appel / Nature décision	Sursis à exécution	Confir- mation	Refor- mation	Infir- mation	Annu- lation	Désiste- ment	Irrece- vabilité	Autres	Ensemble			
Décisions rendues	84	319	45	191	9	8	42	106	804			
Tribunaux de première instance	Affaires en matières civile et commerciale											
	Coyah		Dixinn			Dubréka			Kankan		Mafanco	
Affaires nouvelles	339		403			369			151		430	
Nouvelles requêtes ordonnances	348		nd			404			232		551	
Décisions rendues	182		nd			254			148		nd	
Décisions rédigées	106		295			241			130		319	
Tribunaux de première instance	Affaires pénales nouvelles selon le type d'infractions											
	Dixinn		Kankan			Kindia			Mafanco		Mamou	
Ensemble	309		324			446			552		425	
Paix et chose publique	11		27			18			0		0	
Personnes	73		70			148			154		267	
Famille et mœurs	25		9			20			52		29	
Biens	200		218			254			336		126	
Armes et munitions	0		0			6			10		3	

Tribunaux de première instance	Jugements correctionnels selon le type d'infractions					
	Boké	Kankan	Kindia	Mafanco	Coyah	
Ensemble	155	153	380	408	333	
Paix et chose publique	10	4	18	32	0	
Personnes	24	39	108	116	40	
Famille et mœurs	1	11	12	67	14	
Biens	119	99	236	180	278	
Armes et munitions	0	0	0	8	0	
Tribunaux de première instance	Jugements correctionnels selon la procédure et le procédé					
	Boké	Kankan	Kindia	Mafanco	Coyah	
Ensemble	155	153	380	408	333	
Flagrant délit	88	nd	203	280	166	
Information	53	nd	85	55	96	
Citation directe	14	nd	92	73	71	
Contradictoire	137	142	269	359	202	
Défaut	18	11	111	49	131	
Tribunaux de première instance	Activités des greffes					
	Coyah	Dixinn	Dubréka	Kindia	Mafanco	
Bulletins de casier judiciaire n°3	2 515	3 924	2 842	4 235	11 200	
Certificat de nationalité	1 367	690	2 058	440	5 903	
Jugements supplétifs de naissance	2 274	11 707	3 643	7 937	17 670	
Justices de paix	Affaires en matières civile et commerciale					
	Dabola	Dinguiraye	Forécariah	Fria	Mandiana	
Affaires nouvelles	23	43	71	39	13	
Nouvelles requêtes ordonnances	46	32	41	11	68	
Décisions rendues	20	12	71	39	18	
Décisions rédigées	17	12	46	18	18	
Ensemble Justices de paix hors Guéckédou	Affaires pénales nouvelles selon le type d'infractions					
	Paix et chose publique	Personnes	Famille et mœurs	Biens	Armes et munitions	Ensemble
Nombre d'affaires	48	374	44	572	4	1 042
Ensemble Justices de paix hors Koubia	Jugements correctionnels selon le type d'infractions					
	Paix et chose publique	Personnes	Famille et mœurs	Biens	Armes et munitions	Ensemble
Nombre de jugements	49	201	28	461	3	742
Justices de paix	Activités des greffes					
	Boffa	Dinguiraye	Fria	Gaoual	Kouroussa	
Bulletins de casier judiciaire n°3	115	302	410	181	410	
Certificats nationalité	50	66	28	21	183	
Jugements supplétifs de naissance	736	1 540	522	691	1 067	
Tribunal pour enfants	Enfants en danger, assistance éduc.	Enfants en conflit avec la loi			Ensemble	
		Délits	Crimes	Contraventions		
Affaires nouvelles	18	185	16	8	227	
Tribunal pour enfants	Relaxe	Remise famille	Placement	Emprison.	Autres	Ensemble
	Jugements rendus	12	40	18	60	3
Tribunal du travail	Rupture contrat	Homologation	Ordonnances	Référés	Autres	Ensemble
	Affaires nouvelles	129	4	13	5	6
Tribunal du travail	Conciliation	Acceptation totale	Acceptation partielle	Rejet	Ensemble	
	Décisions rendues	63	14	2	5	84

Établissements pénitentiaires au 31 décembre	Ensemble établissements hors Boffa, Guéckédou, Koundara, Mali, Siguiri et Tougué					
	Femmes	Hommes	Guinéens	Etrangers	Ensemble	
Nombre détenus	269	3 596	3 771	94	3 865	
Nombre prévenus	198	2 080	2 193	85	2 278	
Nombre condamnés	71	1 516	1 578	9	1 587	
Maisons centrales	Boké	Conakry	Faranah	Kankan		
Nombre détenus	154	1 458	66	193		
Maisons centrales	Kindia	Labé	Mamou	N'Zérékoré	Ensemble	
Nombre détenus	354	250	173	323	2 971	
Prisons civiles	Beyla	Coyah	Dabola	Dalaba	Dinguiraye	
Nombre détenus	25	154	30	45	8	
Prisons civiles	Dubréka	Forécariah	Fria	Gaoual	Kérouané	
Nombre détenus	113	42	17	15	39	
Prisons civiles	Kissidougou	Kouroussa	Lélouma	Lola	Macenta	
Nombre détenus	86	33	14	20	51	
Prisons civiles	Mandiana	Pita	Télimélé	Yomou		
Nombre détenus	30	76	34	62		
Types d'infractions	Paix et chose publique	Personnes	Famille et mœurs	Biens	Armes et munitions	Ensemble
Nombre détenus	439	1 566	338	1 477	45	3 865

I. Organisation de la Justice en Guinée

I.1. Organisation du Ministère de la Justice

Le décret D/2019/275/PRG/SGG du 1^{er} octobre 2019 définit les attributions et l'organisation du Ministère de la justice.

I.1.1. Mission et attribution du Ministère

Le Ministère de la justice a pour mission, la conception, l'élaboration et la mise en œuvre de la politique du gouvernement dans le domaine de la justice et d'en assurer le suivi.

A ce titre il est particulièrement chargé :

- d'élaborer les textes législatifs et réglementaires en matière judiciaire et de veiller à leur application ;
- de veiller à la cohérence, à la légalité et à l'application de tous les textes législatifs et réglementaires à caractère général ;
- d'élaborer les stratégies, plans, programmes et projets initiés dans le cadre des grandes orientations du Gouvernement en matière de justice ;
- de promouvoir la protection des droits de l'Homme et d'accompagner l'élaboration des rapports initiaux et périodiques destinés aux organes des traités interrégionaux et sous régionaux et du droit international humanitaire ;
- de favoriser l'accès de tous au droit et à la justice ;
- d'assurer la formation et le perfectionnement du personnel du Ministère ;
- de favoriser l'entraide judiciaire internationale ;
- de contribuer à l'élaboration du droit international ;
- de veiller à l'harmonisation du droit interne au droit international ;
- de veiller à la mise en œuvre des conventions internationales ratifiées par la Guinée ;
- de participer au règlement des contentieux internationaux impliquant la République de Guinée ;
- de gérer les sceaux et les armoiries de la République ;
- de veiller à la consolidation de l'Etat de droit et à l'exercice des libertés publiques et individuelles ;
- de promouvoir le genre et l'équité dans les activités du secteur ;
- de prendre en compte la dimension environnementale dans le domaine de la justice ;
- de représenter l'Etat à toutes les rencontres nationales, sous-régionales, régionales et internationales dont l'objet se rapporte directement à ses compétences ;
- de représenter conjointement avec le Ministre de l'économie et des finances et du budget, l'Etat dans les réunions interministérielles de l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (OHADA) ;
- du Groupe intergouvernemental d'action contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme (GIABA).

I.1.2. Organisation du Ministère

Pour accomplir sa mission, le Ministère de la justice comprend :

- un Secrétaire général ;
- un cabinet ;
- des services d'appui ;
- des directions nationales ;
- des services rattachés ;
- des services déconcentrés ;
- des organismes publics autonomes ;
- des programmes et projets publics ;
- des organes consultatifs.

Le cabinet du ministère comprend :

- un Chef de cabinet ;
- un Conseiller principal ;

- un Conseiller chargé des questions de lois et règlements ;
- un Conseiller chargé des questions de justice de proximité ;
- un Conseiller chargé des questions institutionnelles ;
- un Conseiller chargé de mission ;
- un Attaché de cabinet.

Les services d'appui sont :

- l'Inspection générale de l'Administration judiciaire et pénitentiaire ;
- le Bureau de stratégie et de développement ;
- le Service national des infrastructures judiciaires et pénitentiaires ;
- le Centre de documentation juridique ;
- la Division des ressources humaines ;
- la Division des affaires financières ;
- le Service genre et équité ;
- le Service de modernisation des systèmes d'information ;
- le Service de communication et des relations publiques ;
- le Service accueil et information ;
- le Secrétariat central.

Les directions nationales sont :

- la Direction nationale des affaires civiles et du Sceau ;
- la Direction nationale des affaires criminelles et des grâces ;
- la Direction nationale de l'administration pénitentiaire et de réinsertion ;
- la Direction nationale de la justice de proximité et de la promotion de l'accès au droit ;
- la Direction nationale de la législation ;
- la Direction nationale de l'éducation surveillée et de la protection judiciaire de la jeunesse.

Les services rattachés sont :

- la Chambre d'arbitrage ;
- le Service des ordres professionnels.

Les services déconcentrés sont :

- les cours et tribunaux ;
- les établissements pénitentiaires ;
- les établissements de protection de la jeunesse.

Les organismes publics autonomes sont :

- le Centre de formation judiciaire ;
- le Service du casier judiciaire central.

Les programmes et projets publics sont :

- le Programme d'appui à la réforme de la justice (PARJU) ;
- le Programme de modernisation des infrastructures judiciaires et pénitentiaires ;
- le Projet d'appui à la réforme de la justice (PARJ) ;
- le Projet de renforcement de l'Etat de droit (PRED) ;
- le Projet sur des atrocités, la responsabilité de la réconciliation (PARR) ;
- le Projet de renforcement de la chaîne pénale et de la lutte contre l'impunité ;
- le Projet de restauration des cours et tribunaux.

Les organes consultatifs sont :

- le Conseil supérieur de la magistrature ;
- la Commission nationale de l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires ;
- le Conseil de discipline.

I.2. Organisation du système judiciaire

La Loi 2015/019/AN du 13 août 2015 définit l'organisation juridique en République de Guinée.

I.2.1. Dispositions communes aux juridictions

La justice est rendue sur toute l'étendue du territoire au nom du peuple de Guinée.

Pour rendre justice sur toute l'étendue du territoire de la Guinée, il est créé des juridictions ordinaires ou de droit commun et des juridictions d'exception.

Les juridictions de droit commun sont : la Cour suprême, les Cours d'appel et les tribunaux de première instance.

Les juridictions d'exception sont : la Cour des comptes et le tribunal militaire.

L'organisation, la compétence et le fonctionnement de la Cour suprême et de la Cour des comptes sont fixés par les lois organiques qui les créent.

L'organisation, la compétence et le fonctionnement du Tribunal militaire sont fixés par le Code de justice militaire.

La gratuité du service de la justice est assurée selon les modalités fixées par la loi et le règlement.

Les décisions de justice sont rendues dans un délai raisonnable.

La permanence et la continuité du service public de la justice demeure toujours assurées.

L'impartialité des magistrats des cours et des tribunaux est garantie par les dispositions de la présente loi et celles particulières à certaines juridictions, ainsi que par les règles d'incompatibilité fixées par le Statut de la magistrature.

En matière civile, le renvoi d'une juridiction à une autre de même nature et de même degré peut être ordonné pour cause de suspicion légitime, de sûreté publique ou s'il existe des causes de récusation contre plusieurs juges.

En matière pénale, le renvoi d'un tribunal à un autre peut être ordonné conformément aux dispositions du Code de procédure pénale.

Le juge qui a connu de l'affaire en premier ressort ne peut faire partie d'une formation de jugement de cette affaire en appel.

Le juge qui a connu de l'affaire en premier ou en dernier ressort ne peut faire partie d'une formation de jugement de cette affaire au niveau de la Cour suprême.

Pour la tenue des débats en audience publique, la salle d'audience est ouverte au public.

Pour la tenue des débats en chambre du conseil, il est procédé hors la présence du public dans la salle d'audience.

Les prises de vue et de son ne peuvent faire l'objet d'aucun enregistrement ni d'aucune fixation, sauf autorisation spéciale du président de la juridiction.

Les règles sur la publication des actes de procédure, des délibérations et des comptes rendus des procès sont fixées par une loi relative à la liberté de la presse.

I.2.2. Règles générales d'organisation et de fonctionnement

I.2.2.1. Siège

Sauf dispositions particulières contraires, dans les cours d'appel et les tribunaux de première instance, les fonctions de juge sont exercées par des magistrats appartenant au corps judiciaire. Les règles applicables à leur nomination sont fixées par le statut des magistrats.

Les autres cours et tribunaux sont composés soit de magistrats du corps judiciaire, soit de juges non professionnels désignés dans les conditions prévues par les textes organisant ses juridictions.

Sauf dispositions particulières contraires, les juges statuent en nombre impair.

I.2.2.2. Service juridictionnel

Chaque année, le Premier Président de la Cour d'appel et le Président du Tribunal de première instance, répartissent les juges dans les différents services de la juridiction.

En cas de vacance d'emploi ou d'empêchement d'un ou plusieurs magistrats ou lorsque le renforcement temporaire et immédiat des juridictions du premier degré apparaît indispensable pour assurer le traitement du

contentieux dans un délai raisonnable, le Premier Président peut, par ordonnance, déléguer les présidents de chambre et les conseillers de la Cour d'appel, les juges des tribunaux de première instance, pour exercer des fonctions judiciaires dans les tribunaux du ressort de la Cour d'appel dont le service est assuré par des magistrats du corps judiciaire.

Un magistrat ne peut être délégué plus de cinq fois au cours de la même année judiciaire. Ces délégations ne peuvent excéder une durée de trois mois.

I.2.2.3. Ministère public

Dans les cours d'appel et les tribunaux de première instance, le ministère public est exercé par des magistrats appartenant au corps judiciaire. Les règles applicables à leur nomination sont fixées par le statut de la magistrature.

Devant les autres juridictions, le ministère public est exercé soit par des magistrats du corps judiciaire, soit par des personnes habilitées dans les conditions prévues par les textes particuliers organisant ces juridictions.

Le ministère public est exercé, en toutes matières, devant le tribunal de première instance par le Procureur de la République assisté de substituts.

Le ministère public est exercé, en toutes matières, devant la cour d'appel par le procureur général, assisté d'avocats généraux et de substituts généraux.

Tout magistrat d'un parquet d'instance ou d'un parquet général peut exercer les fonctions du ministère public au sein de ce parquet.

I.2.2.4. Greffe

Les juridictions de droit commun comprennent : un greffe composé de greffiers.

Les dispositions particulières applicables au greffe des autres juridictions sont fixées par les textes sur l'organisation et le fonctionnement de ces juridictions.

I.2.2.5. Siège et ressort des juridictions

Le nombre, le siège et le ressort des cours d'appel et des tribunaux de première instance sont fixés par décret.

En matière pénale, la compétence territoriale d'un tribunal de première instance ou d'une cour d'appel est déterminée par le Code de procédure pénale qui en fixe les conditions.

I.2.2.6. Audiences foraines

S'ils l'estiment nécessaire pour la bonne administration de la justice, les cours et tribunaux peuvent siéger dans toute localité de leur ressort.

L'itinérance ne peut empêcher le fonctionnement de la juridiction au siège ordinaire.

I.2.2.7. Des dispositions communes de compétence

Les cours et tribunaux connaissent de l'interprétation de toute décision rendue par eux.

Ils connaissent également des actions en rectifiant d'erreurs matérielles contenues dans leurs décisions.

I.2.3. Tribunal de première instance

I.2.3.1. Institution et compétence

Le tribunal de première instance statue en premier ressort en matières civile, commerciale, administrative, sociale et pénale.

Lorsqu'il statue en matière pénale, il est dénommé tribunal criminel, tribunal correctionnel ou tribunal de simple police.

Le tribunal de première instance est composé d'un président et de juges.

Le tribunal de première instance connaît de toutes les affaires civiles, administratives, commerciales, sociales et pénales pour lesquelles compétence n'est pas expressément et exclusivement attribuée à une autre juridiction.

Il est également compétent pour connaître des questions concernant l'enfant en conflit avec la loi et l'enfant en danger.

Sous réserve des dispositions de la loi organique portant attributions, organisation et fonctionnement de la Cour suprême, le tribunal de première instance est, en premier ressort, juge de droit commun du contentieux administratif.

Il est compétent pour recevoir le serment professionnel des huissiers de justice et des commissaires-priseurs établis dans son ressort.

Les règles relatives à la compétence territoriale du tribunal de première instance statuant en matière civile sont déterminées par le Code de procédure civile ainsi que par les autres lois et règlements.

I.2.3.2. Organisation et fonctionnement

En matières civile, commerciale, administrative et pénale, le tribunal de première instance statue en formation à juge unique, sauf dispositions législatives particulières contraires.

Lorsqu'une affaire, compte tenu de l'objet du litige ou de la nature des questions à juger, est portée devant le tribunal de première instance statuant à juge unique, le renvoi à la formation collégiale est de droit à la demande de l'une des parties, selon les modalités fixées par décret. Ces dispositions ne sont toutefois pas applicables en matière disciplinaire ou d'état des personnes.

En toute matière, le président du tribunal de première instance ou le magistrat délégué par lui à cet effet peut décider qu'une affaire sera jugée par une formation collégiale de ce tribunal.

En cas de demande de renvoi à une formation collégiale, le tribunal de première instance se compose d'un président et de deux assesseurs.

Les avocats peuvent être appelés, dans l'ordre du tableau, à suppléer les juges pour compléter le tribunal de première instance.

Toutefois, la formation de jugement ne peut comprendre une majorité de juges non professionnels.

Lorsqu'il statue en matière criminelle, le tribunal siège au nombre de trois juges.

Le procureur de la République représente, en personne ou par ses substituts, le ministère public près le tribunal de première instance.

Le tribunal de première instance se réunit en assemblée générale selon l'une des formes suivantes :

- l'assemblée des magistrats du siège ;
- l'assemblée des magistrats du parquet ;
- l'assemblée des magistrats du siège et du parquet ;
- l'assemblée des fonctionnaires du greffe ;
- l'assemblée plénière des magistrats et des fonctionnaires du greffe.

I.2.3.3. Fonctions particulières

Le président du tribunal de première instance a compétence dans les matières déterminées par la loi et le règlement.

Il est responsable de la bonne administration de la justice dans sa juridiction.

A ce titre et sans que cette énumération ne soit limitative, le président du tribunal de première instance :

- tranche les conflits de compétence entre sections ;
- organise et suit le travail du tribunal en veillant à la bonne administration des affaires et à leur bon règlement ;
- organise le remplacement des magistrats empêchés ;
- décide de l'affectation des présidents de section entre différentes sections.

Le président du tribunal de première instance préside toute section de sa juridiction quand il le juge convenable.

Lorsqu'il délègue ses fonctions à un ou plusieurs juges, le président du tribunal fixe la durée et l'étendue de cette délégation.

En toutes matières, le président du tribunal de première instance peut statuer en référé ou sur requête.

Dans chaque tribunal de première instance, un ou plusieurs juges sont délégués dans les fonctions de juge de la mise en état.

La compétence du juge de la mise en état est fixée par les dispositions du Code de procédure civile.

Dans chaque tribunal de première instance, il est créé une ou plusieurs sections commerciales.

Les règles relatives à la compétence et aux attributions de la section commerciale sont prévues par les Actes uniformes OHADA, le Code de procédure civile, économique et administrative et le Code des activités économiques.

Dans chaque tribunal de première instance, un ou plusieurs juges sont délégués dans les fonctions de juge aux affaires familiales.

Le juge aux affaires familiales connaît :

- de l'homologation judiciaire du changement de régime matrimonial, des demandes relatives au fonctionnement des régimes matrimoniaux, de la séparation judiciaire des biens, sous réserve des compétences du président du tribunal de première instance ou du juge des tutelles ;
- du divorce, de la séparation de corps et de leurs conséquences, de la liquidation et du partage des intérêts patrimoniaux des époux, sauf en cas de décès ou de déclaration d'absence ;
- des actions liées :
 - o à la fixation de l'obligation alimentaire, de la contribution aux charges du mariage et de la contribution à l'entretien et à l'éducation des enfants,
 - o à l'exercice de l'autorité parentale,
 - o à la révision de la prestation compensatoire ou de ses modalités de paiement.

Le juge aux affaires familiales peut renvoyer à la formation collégiale du tribunal de première instance qui statue comme juge aux affaires familiales.

Ce renvoi est de droit à la demande des parties pour le divorce et la séparation de corps.

La formation collégiale comprend le juge qui a ordonné le renvoi.

Il est créé au sein de chaque tribunal de première instance une section chargée des mineurs.

L'organisation et la procédure à suivre devant la section chargée des mineurs sont fixées par le Code de l'enfant.

Le président du tribunal de première instance désigne chaque année, après avis de l'assemblée générale des magistrats du siège, un magistrat chargé de l'application des peines qui exerce les attributions relatives à l'application des peines prévues au Code de procédure pénale.

Chaque année, le juge de l'application des peines adresse au Ministre de la justice un rapport sur l'application des peines dans son ressort. Ce rapport est également transmis au Conseiller chargé de l'application des peines et au procureur général.

Ce rapport est également présenté oralement par ce magistrat à l'assemblée générale des magistrats du siège et du parquet.

Il est créé une section sociale chargée de régler les différends de travail auprès de chaque tribunal de première instance.

L'organisation, la compétence et la procédure à suivre devant la section sociale sont fixées par le Code du travail.

Le Code de procédure pénale fixe les règles relatives à la compétence, à l'organisation et au fonctionnement des tribunaux de première instance en matière criminelle, correctionnelle et de simple police.

I.2.4. Autres juridictions d'attribution

Les dispositions relatives à l'institution, à la compétence, à l'organisation et au fonctionnement des autres juridictions sont fixées par les textes particuliers qui les régissent.

I.2.5. La Cour d'appel

I.2.5.1. Compétence

La Cour d'appel statue souverainement et conformément à la loi sur le fond des affaires. Elle connaît, sauf dispositions attribuant expressément compétence à une autre juridiction, des décisions civiles, commerciales, administratives, sociales et pénales, rendues en premier ressort et des affaires qui lui sont adressées par renvoi de la Cour suprême après cassation.

La Cour d'appel connaît des recours formés contre les décisions des institutions publiques rendant des décisions administratives en premier ressort.

La Cour d'appel exerce toute autre attribution qui lui est dévolue par la loi et les règlements.

La Cour d'appel connaît en appel des contestations relatives aux décisions des ordres professionnels relevant de son ressort, conformément aux dispositions prévues dans les statuts respectifs de ces professions.

La Cour d'appel est compétente pour recevoir le serment professionnel des avocats et des notaires établis dans son ressort.

Le Premier président de la Cour d'appel est responsable de la bonne administration de la justice dans sa juridiction.

A ce titre et sans que cette énumération ne soit limitative, le Premier président :

- fixe, en accord avec le Ministre de la justice, le calendrier judiciaire de la Cour d'appel ;
- tranche des conflits de compétence entre chambres ;
- exerce, dans les limites de la loi organique portant Conseil supérieur de la magistrature, le pouvoir de discipline sur les magistrats du siège de la Cour et ceux des juridictions de son ressort ;
- organise et suit le travail de la Cour en veillant à la bonne distribution des affaires et à leur règlement ;
- soumet à l'assemblée générale, pour adoption, le règlement intérieur de la Cour ;
- décide de l'affectation des magistrats du siège entre les différentes chambres de la Cour ;
- pourvoit au remplacement des magistrats du siège empêchés ;
- convoque et préside l'assemblée générale de la Cour ;
- prend les décisions par voie d'ordonnance non susceptible de recours.

Le Premier président statue en référé ou sur requête en matière :

- de sursis ou d'exécution provisoire en cas d'appel, conformément aux dispositions du Code de procédure civile, économique et administrative ;
- d'exéquatur des décisions judiciaires rendues à l'étranger et des décisions arbitrales ;
- de recours contre les décisions relatives à la rémunération des techniciens, conformément au Code de procédure civile, économique et administrative.

En cas d'urgence ou s'il n'y a aucune contestation, il statue également en référé ou sur requête.

Le Premier président exerce un pouvoir juridictionnel de juge unique dans tous les cas et selon la procédure prévue par la loi.

Le Premier président préside toute chambre de la Cour d'appel quand il le juge nécessaire.

Lorsqu'il préside une chambre, le président de cette chambre siège comme premier conseiller.

En cas d'empêchement, le Premier président est remplacé par le plus ancien président de chambre ou à défaut par le plus ancien conseiller suivant l'ordre de nomination.

1.2.5.2. Organisation et fonctionnement

La cour d'appel statue en formation collégiale.

La formation de jugement de la Cour d'appel se compose d'un président et de deux conseillers.

Aux audiences solennelles, la Cour est présidée par le Premier président assisté de tous les présidents de chambres.

La Cour d'appel dresse la liste des experts, des syndics et administrateurs judiciaires et reçoit les prestations de serment prévues par les textes réglementant certaines professions.

La Cour d'appel exerce toute autre attribution qui lui est dévolue par une loi ou un règlement.

Chaque Cour d'appel comprend quatre chambres au moins :

- une chambre civile et administrative ;
- une chambre commerciale et sociale ;
- une chambre pénale ;
- une chambre de contrôle et l'instruction.

La Cour d'appel de Conakry comprend au moins sept chambres :

- deux chambres civiles et administratives ;
- deux chambres commerciales et sociales ;
- une chambre criminelle ;
- une chambre correctionnelle ;
- une chambre de contrôle de l'instruction.

La composition et les attributions de la Chambre de contrôle de l'instruction sont fixées par le Code de procédure pénale.

Le président de la Chambre de contrôle de l'instruction s'assure du bon fonctionnement des cabinets d'instruction dans le ressort de la Cour d'appel et s'emploie à ce que les procédures ne souffrent d'aucun retard injustifié.

Le premier président peut saisir la chambre de contrôle de l'instruction afin qu'il soit statué par elle sur le maintien en détention d'un inculpé détenu préventivement. Il peut, pour des actes déterminés, déléguer ses pouvoirs à un magistrat du siège appartenant à la chambre d'accusation.

Chaque chambre connaît des affaires dont l'objet principal appartient à son domaine de compétence.

Tout conflit de compétence est réglé par le Premier président de la Cour d'appel.

A chaque chambre sont attachés un ou plusieurs greffiers, nommés par arrêté du Ministre de la justice. Un greffier peut être affecté à plusieurs chambres par le Premier président de la Cour.

Un magistrat de la Cour d'appel est toujours affecté à une chambre. Toutefois, il peut être appelé à suppléer un Conseiller empêché dans une chambre autre que la sienne.

La Cour d'appel se réunit en audience ordinaire, en audience solennelle et en assemblée générale.

L'audience ordinaire est celle appelée à statuer sur les appels interjetés contre les décisions des juridictions de première instance de son ressort et sur renvoi après cassation.

Elle comprend, à peine de nullité des décisions rendues, trois magistrats dont un président de chambre, un greffier, le ministère public étant représenté ou ayant été appelé.

En cas d'empêchement, le président de chambre est remplacé par un autre président de chambre de la même cour ou, à défaut, par le plus ancien conseiller de la chambre.

En cas d'empêchement d'un conseiller il est, à la demande du président de chambre, remplacé par un autre conseiller de la même chambre ou, à défaut et sur décision du premier président, par un conseiller d'une autre chambre.

A peine de nullité, les arrêts sont rendus par trois magistrats dont le président de chambre ou son remplaçant.

L'audience solennelle est celle qui se réunit dans tous les cas prévus par la loi, notamment pour l'installation des membres de la Cour d'appel et les prestations de serment des magistrats.

Elle comprend cinq magistrats au moins dont le Premier président de la Cour d'appel ou son représentant et le procureur général ou son représentant.

L'assemblée générale établit et modifie le règlement intérieur de la Cour d'appel, et l'assemblée des chambres statue sur les appels des décisions rendues par les ordres professionnels des avocats et des auxiliaires de justice.

L'assemblée générale est convoquée par le Premier président et comprend tous les magistrats de la Cour d'appel.

L'assemblée générale ne siège valablement que si plus de la moitié des magistrats de la Cour d'appel sont présents. Les décisions sont prises à la majorité des membres présents.

1.2.5.3. Dispositions particulières à certaines formations

Un magistrat qui prend le nom de conseiller à la protection de l'enfance est désigné par le Premier président, après avis de l'assemblée générale, parmi les conseillers de la Cour d'appel.

Celui-ci préside la chambre spéciale des mineurs ou y exerce les fonctions de rapporteur. Il est assisté de deux conseillers de la Cour d'appel.

Il siège comme membre de la chambre de contrôle de l'instruction lorsque des mineurs sont en cause.

Le Premier président désigne, après avis de l'assemblée générale des magistrats du siège, un conseiller qui assure la coordination de l'activité des magistrats du siège du ressort de la Cour en matière de droit de la famille et des personnes. Il est mis à ses fonctions et pourvu à son remplacement dans les mêmes formes.

Le Premier président désigne, après avis de l'assemblée générale des magistrats du siège et du parquet, un conseiller qui assure la coordination de l'activité des magistrats du siège du ressort de la Cour en charge de l'application des peines. Il est mis fin à ses fonctions et pourvu à son remplacement dans les mêmes formes.

Le Premier président de la Cour d'appel désigne, après avis de l'assemblée générale des magistrats du siège et du parquet, un conseiller qui assure la coordination de l'activité des magistrats du siège du ressort de la Cour en charge des affaires militaires.

Les règles relatives à l'organisation, aux attributions et à la compétence de la Cour d'appel statuant en matière militaire sont fixées par le Code de justice militaire.

I.2.5.4. Le parquet général

Le procureur général représente en personne, ou par ses avocats généraux et substituts généraux, le ministère public près la Cour d'appel.

Le procureur général porte la parole aux audiences des chambres et aux audiences solennelles lorsqu'il l'estime convenable.

Les avocats généraux et les substituts généraux sont chargés de porter la parole au nom du procureur général aux audiences de la Cour d'appel.

Le procureur général près la Cour d'appel veille à la bonne organisation de travail du ministère public près la Cour.

Il assure la discipline des membres du parquet près la Cour ainsi que ceux des juridictions de son ressort et des auxiliaires de justice.

Il procède à l'inspection des parquets, des services de police judiciaire et des établissements pénitentiaires de son ressort.

Il se consulte à cet effet avec le Premier président de la Cour qui est cosignataire de tous actes de gestion.

I.2.5.5. Les assemblées générales

La Cour d'appel se réunit en assemblée générale dans les conditions fixées par décret selon l'une des formes suivantes :

- l'assemblée des magistrats du siège ;
- l'assemblée des magistrats du parquet ;
- l'assemblée des magistrats du siège et du parquet ;
- l'assemblée des fonctionnaires du greffe ;
- l'assemblée plénière des magistrats et des fonctionnaires du greffe.

I.2.6. Dispositions transitoires et finales

En attendant la transformation des justices de paix en tribunaux de première instance, les règles d'organisation et de fonctionnement prévues par la Loi L/98/014/AN du 16 juin 1998 sont applicables aux justices de paix.

Un décret fixe les conditions et le calendrier de transformation des justices de paix en tribunaux de première instance.

II. Moyens de la justice

II.1. Nombre de juridictions et d'établissements pénitentiaires

Tableau 2.1 : Nombre de juridictions et d'établissements pénitentiaires fonctionnels

Juridictions	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Les juridictions de droit commun							
Cour suprême (CS)	1	1	1	1	1	1	1
Cours d'appel (CA)	2	2	2	2	2	2	2
Tribunaux de première instance (TPI)	10	10	10	10	10	10	18
Justices de paix (JP)	26	26	26	26	26	26	18
Les juridictions spécialisées ou d'exception							
Cour constitutionnelle (CC)	-	-	-	1	1	1	1
Cour des comptes (CCO)	-	-	-	-	1	1	1
Tribunal de commerce (TC)	-	-	-	-	-	-	-
Tribunal militaire (TM)	-	-	-	-	1	1	1
Tribunal pour enfants (TPE)	1	1	1	1	1	1	1
Tribunal du travail (TT)	1	1	1	1	1	1	1
Établissements pénitentiaires	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Maisons centrales (MC)	8	8	8	8	8	8	8
Prisons civiles (PC)	26	26	26	26	26	26	26

Tableau 2.2 : Nombre de tribunaux et d'établissements pénitentiaires par ressort de cour d'appel en 2018

Cour d'appel	CA	TPI	JP	TM	TPE	TT	MC	PC
Conakry	1	11	13	1	1	1	5	14
Kankan	1	7	8	-	-	-	3	12
Ensemble	2	18	21	1	1	1	8	26

Tableau 2.3 : Nombre de tribunaux et d'établissements pénitentiaires en 2018 par localité

Localités	CS	CA	TPI	JP	CC	CCO	TC	TM	TPE	TT	MC	PC
Boffa	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	1
Boké	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	1	-
Fria	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	1
Gaoual	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	1
Koundara	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Région Boké	-	-	2	3	-	-	-	-	-	-	1	4
Conakry	1	1	3	-	1	1	-	1	1	1	1	-
Région Conakry	1	1	3	-	1	1	-	1	1	1	1	-
Dabola	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	1
Dinguiraye	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	1
Faranah	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	1	-
Kissidougou	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Région Faranah	-	-	2	2	-	-	-	-	-	-	1	3
Kankan	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	1	-
Kérouané	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Kouroussa	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	1
Mandiana	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	1
Siguiri	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Région Kankan	-	-	3	2	-	-	-	-	-	-	1	4
Coyah	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Dubréka	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Forécariah	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	1
Kindia	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	1	-
Télimélé	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	1
Région Kindia	-	-	3	2	-	-	-	-	-	-	1	4
Koubia	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	1
Labé	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	1	-
Lélouma	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	1
Mali	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	1
Tougué	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	1
Région Labé	-	-	1	4	-	-	-	-	-	-	1	4
Dalaba	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	1
Mamou	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	1	-
Pita	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Région Mamou	-	-	2	1	-	-	-	-	-	-	1	2
Beyla	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	1
Guéckédou	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	1
Lola	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	1
Macenta	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	1
N'Zérékoré	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	1	-
Yomou	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	1
Région N'Zérékoré	-	-	2	4	-	-	-	-	-	-	1	5
Guinée	1	2	18	21	1	1	1	1	1	1	8	26

II.2. Budget

Tableau 2.4 : Montants des dotations budgétaires de dépenses du budget prévisionnel (en millions de GNF)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Dépenses du personnel	13 108,6	13 578,5	24 853,5	53 721,5	52 772,6	49 993,3	49 512,8
Dépenses de biens et services	16 345,5	20 929,8	18 110,9	14 995,8	26 057,9	32 582,6	15 829,9
Dépenses de transfert	372,8	2 594,4	100,0	88,8	88,8	120,9	13 883,7
Dépenses d'investissement	296,5	7 439,9	26 365,0	21 153,2	10 000,0	7 152,0	12 232,4
Total	30 123,4	44 542,6	69 429,4	89 959,3	88 919,3	89 848,8	91 458,8

Source : Division des affaires financières

Tableau 2.5 : Montants des consommations budgétaires des dépenses (en millions de GNF)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Dépenses du personnel	13 695,8	17 398,8	31 018,8	45 583,5	46 405,4	47 078,0	52 229,3
Dépenses de biens et services	13 505,8	15 500,5	14 130,9	14 110,8	25 594,7	29 300,3	13 291,1
Dépenses de transfert	372,8	88,4	75,0	0,0	0,0	120,9	12 844,4
Dépenses d'investissement	0,0	1 977,3	21 198,3	15 420,8	9 500,0	6 758,1	1 594,0
Total	27 574,3	34 965,0	66 423,0	75 115,2	81 500,1	83 257,3	79 958,8

Source : Division des affaires financières

II.3. Personnel

Tableau 2.6 : Magistrats par sexe, par ancienneté et par position

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Ensemble	268	268	303	303	303	303	334
Sexe							
Hommes	208	208	243	243	243	243	279
Femmes	60	60	60	60	60	60	55
Position							
Chancellerie	35	35	28	27	27	27	30
Juridictions	233	233	275	276	276	276	304

Tableau 2.7 : Magistrats par type de juridiction

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Juridictions de droit commun							
Cour suprême (CS)	4	4	3	2	2	2	6
Cours d'appel (CA)	53	53	56	55	55	55	63
Tribunaux de première instance (TPI)	144	144	172	172	172	172	173
Justices de paix (JP)	25	25	37	37	37	37	50
Juridictions spécialisées ou d'exception							
Tribunal militaire (TM)	-	-	-	3	3	3	4
Tribunal pour enfants (TPE)	4	4	3	3	3	3	3
Tribunal du travail (TT)	3	3	4	4	4	4	3
Tribunal de commerce (TC)	-	-	-	-	-	-	2

Tableau 2.8 : Magistrats par juridiction

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Cours d'appel							
Conakry	36	36	42	41	41	41	47
Kankan	17	17	14	14	14	14	16
Tribunal militaire de Conakry	-	-	-	3	3	3	4
Tribunal pour enfants de Conakry	4	4	3	3	3	3	3
Tribunaux de première instance							
Boké	9	9	10	10	10	10	9
Coyah	2	2	5	5	5	5	7
Dixinn	19	19	22	22	22	22	20
Dubréka	2	2	3	3	3	3	9
Faranah	9	9	10	10	10	10	8
Kaloum	21	21	24	24	24	24	16
Kankan	8	8	18	18	18	18	13
Kérouané	1	1	2	2	2	2	5
Kindia	11	11	13	13	13	13	10
Kissidougou	2	2	2	2	2	2	6
Koundara	1	1	2	2	2	2	5
Labé	10	10	10	10	10	10	11
Macenta	2	2	1	1	1	1	6
Mafanco	22	22	21	21	21	21	17
Mamou	10	10	12	12	12	12	9
N'Zérékoré	11	11	10	10	10	10	10
Pita	2	2	3	3	3	3	6
Siguiri	2	2	4	4	4	4	6
Justices de paix							
Beyla	1	1	3	3	3	3	3
Boffa	2	2	4	4	4	4	4
Dabola	1	1	1	1	1	1	3
Dalaba	1	1	2	2	2	2	3
Dinguiraye	1	1	3	3	3	3	2
Forécariah	2	2	4	4	4	4	4
Fria	3	3	4	4	4	4	3
Gaoual	1	1	2	2	2	2	2
Guéckédou	1	1	2	2	2	2	3
Koubia	1	1	1	1	1	1	2
Kouroussa	2	2	2	2	2	2	3
Lélouma	1	1	1	1	1	1	3
Lola	2	2	2	2	2	2	3
Mali	1	1	1	1	1	1	2
Mandiana	1	1	1	1	1	1	2
Télimélé	2	2	2	2	2	2	3
Tougué	1	1	1	1	1	1	2
Yomou	1	1	1	1	1	1	3

Tableau 2.9 : Greffiers par sexe et par position

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Ensemble	105	176	176	176	176	176	203
Sexe							
Hommes	52	111	111	111	111	111	139
Femmes	53	65	65	65	65	65	64
Position							
Chancellerie	-	-	-	-	-	-	1
Juridictions	105	176	176	176	176	176	202

Tableau 2.10 : Greffiers par type de juridiction

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Juridictions de droit commun							
Cour suprême (CS)	-	6	6	6	6	6	7
Cours d'appel (CA)	15	23	23	23	23	23	21
Tribunaux de première instance (TPI)	65	113	113	113	113	113	122
Justices de paix (JP)	21	25	25	25	25	25	36
Juridictions spécialisées ou d'exception							
Cour constitutionnelle (CC)	-	1	1	1	1	1	2
Cour des comptes (CCO)	1	2	2	2	2	2	2
Tribunal militaire (TM)	-	-	-	-	-	-	3
Tribunal pour enfants (TPE)	1	2	2	2	2	2	4
Tribunal du travail (TT)	2	3	3	3	3	3	3
Tribunal de commerce (TC)	-	1	1	1	1	1	2

Tableau 2.11 : Greffiers par juridiction

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Cour suprême	-	6	6	6	6	6	7
Cours d'appel							
Conakry	14	18	18	18	18	18	16
Kankan	1	5	5	5	5	5	5
Tribunaux de première instance							
Boké	2	6	6	6	6	6	6
Coyah	3	4	4	4	4	4	6
Dixinn	10	16	16	16	16	16	21
Dubréka	2	3	3	3	3	3	4
Faranah	1	4	4	4	4	4	4
Kaloum	19	21	21	21	21	21	20
Kankan	2	6	6	6	6	6	7
Kérouané	1	1	1	1	1	1	2
Kindia	2	5	5	5	5	5	5
Kissidougou	2	3	3	3	3	3	3
Koundara	1	1	1	1	1	1	2
Labé	1	4	4	4	4	4	4
Macenta	1	2	2	2	2	2	3
Mafanco	13	19	19	19	19	19	19
Mamou	1	5	5	5	5	5	4
N'Zérékoré	2	6	6	6	6	6	5
Pita	1	4	4	4	4	4	4
Siguiri	1	3	3	3	3	3	3
Justices de paix							
Beyla	1	1	1	1	1	1	2
Boffa	1	1	1	1	1	1	2
Dabola	1	1	1	1	1	1	3
Dalaba	1	1	1	1	1	1	2
Dingiraye	1	1	1	1	1	1	2
Forécariah	2	2	2	2	2	2	2
Fria	1	2	2	2	2	2	3
Gaoual	1	1	1	1	1	1	1
Guéckédou	1	2	2	2	2	2	2
Koubia	2	2	2	2	2	2	2
Kouroussa	1	1	1	1	1	1	2
Lélouma	1	1	1	1	1	1	1
Lola	2	3	3	3	3	3	2
Mali	1	1	1	1	1	1	2
Mandiana	1	1	1	1	1	1	2
Télimélé	1	2	2	2	2	2	3
Tougué	1	1	1	1	1	1	1
Yomou	1	1	1	1	1	1	2
Cour constitutionnelle (CC)	-	1	1	1	1	1	2
Cour des comptes (CCO)	1	2	2	2	2	2	2
Tribunal militaire (TM)	-	-	-	-	-	-	3
Tribunal pour enfants (TPE)	1	2	2	2	2	2	4
Tribunal du travail (TT)	2	3	3	3	3	3	3
Tribunal de commerce (TC)	-	1	1	1	1	1	2

Tableau 2.12 : Huissiers de justice par sexe et par ancienneté

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Ensemble	100	100	100	100	99	105	105	111	137
Sexe									
Hommes	94	94	94	94	98	104	104	110	136
Femmes	6	6	6	6	1	1	1	1	1
Ancienneté									
Moins de 5 ans	17	-	-	-	32	38	38	44	38
5 à 9 ans	19	36	36	17	8	-	-	-	32
10 à 14 ans	38	38	33	46	19	26	26	15	15
15 à 20 ans	21	20	17	18	23	15	15	26	11
20 à 24 ans	5	6	14	15	15	24	18	17	29
25 ans et plus	-	-	-	4	2	2	8	9	12

Source : Chambre nationale des huissiers de justice de Guinée

Tableau 2.13 : Avocats par sexe, par ancienneté et par position

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Ensemble	266	268	268	271	272	279	280
Sexe							
Hommes	261	262	262	265	266	273	274
Femmes	5	6	6	6	6	6	6
Ancienneté							
Moins de 5 ans	171	168	168	75	65	13	12
5 à 9 ans	67	63	63	150	160	172	173
10 à 14 ans	17	22	22	30	27	67	67
15 à 20 ans	11	15	15	16	20	27	28
20 à 24 ans	-	-	-	-	-	-	-
25 ans et plus	-	-	-	-	-	-	-
Position							
Boké	-	-	-	-	-	-	-
Conakry	263	265	265	268	269	276	277
Faranah	-	-	-	-	-	-	-
Kankan	1	1	1	1	1	1	1
Kindia	-	-	-	-	-	-	-
Labé	-	-	-	-	-	-	-
Mamou	-	-	-	-	-	-	-
N'Zérékoré	2	2	2	2	2	2	2

Sources : Ordre des avocats de Guinée

Tableau 2.14 : Notaires par sexe, par ancienneté et par position

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Ensemble	23	25	22	25	26	27	29
Sexe							
Hommes	17	18	16	16	17	18	19
Femmes	6	7	6	9	9	9	10
Ancienneté							
Moins de 5 ans	14	15	14	15	16	18	20
5 à 9 ans	4	5	3	5	5	4	4
10 à 14 ans	2	2	2	2	2	2	2
15 à 20 ans	1	1	1	1	1	1	1
20 à 24 ans	-	-	-	-	-	-	-
25 ans et plus	2	2	2	2	2	2	2
Position							
Boké	-	-	-	-	-	-	-
Conakry	23	25	22	25	26	27	29
Faranah	-	-	-	-	-	-	-
Kankan	-	-	-	-	-	-	-
Kindia	-	-	-	-	-	-	-
Labé	-	-	-	-	-	-	-
Mamou	-	-	-	-	-	-	-
N'Zérékoré	-	-	-	-	-	-	-

Source : Chambre des notaires de Guinée

Tableau 2.15 : Personnel pénitentiaire par sexe et par type d'établissement pénitentiaire

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Ensemble	527	527	527	527	525	540	528
Sexe							
Hommes	441	441	441	441	439	450	438
Femmes	86	86	86	86	86	90	90
Type d'établissement							
Maison centrales	348	348	348	348	347	343	336
Prisons civiles	179	179	179	179	178	186	180
Chancellerie et autres	-	-	-	-	-	11	12

Tableau 2.16 : Personnel pénitentiaire dans les établissements pénitentiaires

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Maisons centrales							
Boké	26	26	26	26	26	26	27
Conakry	168	167	167	167	167	167	160
Faranah	18	18	18	18	18	18	18
Kankan	23	23	23	23	23	22	22
Kérouané	5	5	5	5	5	5	6
Kindia	40	41	41	41	41	41	39
Labé	28	28	28	28	28	28	29
Macenta	2	2	2	2	2	2	2
Mamou	19	19	19	19	19	19	18
N'Zérékoré	18	19	19	19	19	19	22
Prisons civiles							
Beyla	5	5	5	5	5	5	6
Boffa	5	5	5	5	5	5	4
Coyah	14	15	15	15	15	15	16
Dabola	7	7	7	7	7	7	7
Dalaba	11	10	10	10	10	10	9
Dinguiraye	6	6	6	6	6	6	6
Dubréka	20	21	21	21	21	21	20
Forécariah	9	9	9	9	9	9	10
Fria	10	10	10	10	10	10	11
Gaoual	5	5	5	5	5	5	6
Guéckédou	9	9	9	9	9	9	11
Kissidougou	5	5	5	5	5	4	6
Koubia	5	5	5	5	5	5	5
Koundara	2	2	2	2	2	2	4
Kouroussa	3	3	3	3	3	3	4
Lélouma	6	6	6	6	6	6	7
Lola	6	6	6	6	6	6	6
Macenta	1	1	1	1	1	1	
Mali	5	5	5	5	5	5	5
Mandiana	6	7	7	7	7	7	7
Pita	12	12	12	12	12	12	10
Siguiri	12	12	12	12	12	12	11
Télimélé	5	5	5	5	5	5	6
Tougue	3	3	3	3	3	3	3
Yomou	5	5	5	5	5	5	6
Autres	-	-	-	-	-	11	12
Ensemble	527	527	527	527	525	540	528

II.4. Matériel

Tableau 2.17 : Ressources matérielles fonctionnelles de la Chancellerie

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Matériel roulant							
Véhicules tout terrain	-	5	nd	nd	nd	nd	22
Véhicules légers	-	-	nd	nd	nd	nd	3
Motos	-	1	nd	nd	nd	nd	7
Matériel informatique							
Ordinateurs de bureau	2	12	35	35	35	35	196
Ordinateurs portables	2	5	2	2	2	2	10
Photocopieurs	-	-	9	9	9	9	7

Source : Service du matériel/Division des affaires financières

III. Activités des juridictions de droit commun

III.1. Cour suprême

Tableau 3.1 : Evolution du nombre d'affaires nouvelles par matière reçues à la Cour suprême

Affaires nouvelles	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Ensemble	114	175	192	174	288	201	249	200	81
Civiles	89	140	165	141	227	163	207	154	50
Commerciales	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sociales	1	9	3	5	14	10	13	6	3
Pénales	7	15	13	9	33	16	23	34	21
Administratives et constitutionnelles	17	11	11	19	14	12	6	6	7

Tableau 3.2 : Evolution du nombre d'affaires nouvelles reçues à la Cour suprême par ressort de cour d'appel

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Ensemble	114	175	192	174	288	201	249	200	81
Cour d'appel de Conakry	108	151	167	158	241	173	198	163	39
Cour d'appel de Kankan	6	24	25	16	47	28	51	37	42

Tableau 3.3 : Evolution du nombre de sursis nouveaux par matière reçus à la Cour suprême

Affaires nouvelles	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Ensemble	92	143	159	143	229	164	192	159	81
Civiles	84	120	140	128	187	136	161	122	50
Commerciales	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sociales	1	7	3	4	11	10	12	6	3
Pénales	6	13	13	7	27	15	19	29	21
Administratives et constitutionnelles	1	3	3	4	4	3	-	2	7

Tableau 3.4 : Evolution du nombre de décisions rendues par la Cour suprême

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Ensemble	62	46	52	39	40	25	35	49	25
Rejet	14	27	31	25	19	16	13	29	12
Irrecevabilité	8	4	6	3	2	5	5	10	4
Déchéance	27	4	6	3	5	3	5	7	7
Désistement	1	1	1	1	1	-	1	-	-
Autres décisions	12	10	8	7	13	1	11	3	2

Tableau 3.5 : Evolution du nombre de sursis à l'exécution par la Cour suprême

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Affaires entrées	134	323	201	264	317	236	245	295	289
Cour d'appel de Conakry	120	300	177	241	295	219	214	274	263
Cour d'appel de Kankan	14	23	24	23	22	17	31	21	26
Affaires jugées	123	190	194	104	228	206	171	353	90
Cour d'appel de Conakry	110	175	168	92	216	187	159	341	84
Cour d'appel de Kankan	13	15	26	12	12	19	12	12	6

Tableau 3.6 : Evolution du nombre d'affaires jugées par la Cour suprême

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Ensemble	93	95	99	84	80	57	21	88	63
Civiles	82	82	89	73	66	45	8	77	54
Commerciales	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sociales	2	7	1	2	2	3	4	6	2
Pénales	10	3	6	5	8	6	9	3	2
Administratives et constitutionnelles	1	3	3	4	4	3	-	2	5

Tableau 3.7 : Evolution du nombre de pourvois par la Cour suprême

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Pourvois	305	263	278	290	347	310	279	350	344
Cour d'appel de Conakry	150	256	271	262	319	291	244	321	310
Cour d'appel de Kankan	155	7	7	28	28	19	35	29	33
Recours en annulation (CA Conakry)	27	17	17	6	-	-	-	-	-
Recours pour excès de pourvoir (CA Kankan)	45	13	12	18	13	12	6	8	6

Tableau 3.8 : Evolution du nombre de décisions rendues par la Cour suprême selon la durée de la procédure

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Moins de 6 mois	-	-	-	-	-	-	-	-	-
6 mois à moins de 1 an	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1 an à moins de 2 ans	83	98	99	-	-	-	-	-	-
2 ans à moins de 3 ans	-	-	-	77	-	-	-	-	-
3 ans à moins de 4 ans	-	-	-	-	73	-	-	-	-
4 ans à moins de 5 ans	-	-	-	-	-	57	93	-	-
5 ans et plus	-	-	-	-	-	-	-	84	56

III.2. Cours d'appel

Tableau 4.1 : Evolution du nombre d'affaires nouvelles enregistrées dans les Cours d'appel par matière

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Civile	627	759	669	695	639	902	695
Economique/Commerciale	27	49	101	56	110	119	57
Sociale	25	4	14	22	23	10	26
Administrative	-	-	-	-	-	-	-
Correctionnelle	196	185	243	283	367	347	333
Criminelle	23	19	60	29	20	25	34
Ordonnances sur requête	318	354	361	371	231	468	396
Appels contre ordonnance	11	22	23	16	-	34	31
Référés	39	38	39	36	23	66	72
Sentences arbitrales	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-
Ensemble	1 266	1 430	1 510	1 508	1 413	1 971	1 644

Tableau 4.2 : Evolution du nombre d'affaires enregistrées dans les Cours d'appel par juridiction d'origine

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Tribunaux de première instance	987	1 051	1 161	1 171	1 020	1 461	1 272
Justices de paix	225	303	279	281	339	455	331
Tribunal du travail	36	61	45	38	34	27	24
Tribunal pour enfants	1	-	-	1	-	-	-
Renvoi Cour Suprême	17	15	25	17	20	28	17
Ensemble	1 266	1 430	1 510	1 508	1 413	1 971	1 644

Tableau 4.3 : Evolution du nombre de décisions rendues par les Cours d'appel en matières civiles, commerciales, sociales et administratives

Matière	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Civile	227	313	360	299	290	360	288
Economique/Commerciale	18	42	79	37	70	85	73
Sociale	25	3	21	17	23	9	22
Administrative	-	-	-	-	-	-	-
Correctionnelle	71	76	124	99	219	211	84
Criminelle	21	19	28	16	12	23	39
Ordonnances sur requête	198	159	156	213	177	269	183
Appels contre ordonnance	11	22	23	16	-	34	50
Référés	39	38	39	36	23	66	60
Sentences arbitrales	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	5
Ensemble	610	672	830	733	814	1 057	804

Tableau 4.4 : Evolution du nombre de décisions rendues par les Cours d'appel par nature de la décision rendue

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Sursis à exécution	76	107	82	72	57	43	84
Confirmation	221	263	347	322	312	492	319
Reformation	55	41	53	44	79	73	45
Infirmité	136	146	233	171	234	284	191
Annulations	8	3	2	23	-	38	9
Désistement	4	3	3	2	-	-	8
Irrecevabilité	24	26	21	30	45	39	42
Autres décisions	86	83	89	69	87	88	106
Radiations	-	-	-	-	-	-	-
Ensemble	610	672	830	733	814	1 057	804

Tableau 4.5 : Evolution du nombre d'arrêts rédigés par les Cours d'appel

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Ensemble	nd	nd	nd	713	766	1 041	nd

Tableau 4.6 : Ensemble des affaires nouvelles civiles, commerciales, sociales et administratives par Cour d'appel

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Ensemble	1 266	1 430	1 510	1 508	1 413	1 971	1 644
Conakry	988	1 158	1 082	1 146	886	1 439	1 062
Kankan	278	272	428	362	527	532	582

Tableau 4.7 : Affaires nouvelles civiles, commerciales, sociales et administratives en provenance des tribunaux de première instance par Cour d'appel

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Ensemble	987	1 051	1 161	1 171	1 020	1 461	1 272
Conakry	810	878	873	911	615	1 095	817
Kankan	177	173	288	260	405	366	455

Tableau 4.8 : Ensemble des décisions rendues dans les affaires civiles, commerciales, sociales et administratives par Cour d'appel

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Ensemble	610	672	830	733	814	1 057	804
Conakry	477	532	616	567	594	747	513
Kankan	133	140	214	166	220	310	291

Tableau 4.9 : Décisions rendues sur le fond dans les affaires civiles, commerciales, sociales et administratives par Cour d'appel

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Ensemble	420	453	635	560	625	887	564
Conakry	299	325	431	407	427	595	296
Kankan	121	128	204	153	198	292	268

Tableau 4.10 : Arrêts rédigés par Cour d'appel

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Ensemble	nd	nd	nd	713	766	1 041	nd
Conakry	nd	nd	nd	547	548	731	nd
Kankan	137	139	246	166	218	310	304

Tableau 4.11 : Affaires nouvelles pénales des Cours d'appel selon la nature de l'infraction

Nature de l'infraction	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Ensemble	257	193	315	338	422	366	382
Crimes et délits contre la chose publique	2	3	4	4	7	12	11
Détournement de deniers publics	2	3	4	4	7	7	7
Concussion	-	-	-	-	-	-	-
Corruption	-	-	-	-	-	5	4
Autres crimes et délits contre la chose publique	-	-	-	-	-	-	-
Crimes et délits contre les personnes	95	42	110	136	94	81	132
Crime contre l'humanité	-	-	-	-	-	-	-
Assassinat, homicide volontaire, empoisonnement, etc.	14	2	11	6	10	6	17
Coups et blessures volontaires	17	16	29	30	22	26	17
Violences et voies de fait	4	4	7	8	15	12	23
Homicide et blessures involontaires	3	1	12	5	4	6	13
Viol	21	-	27	66	7	7	11
Diffamation	5	4	4	2	7	5	3
Injures	4	3	8	8	13	9	19
Non-assistance à personne en danger	1	1	5	2	2	-	8
Autres crimes et délits contre les particuliers	26	11	7	9	14	10	21
Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs	17	7	31	32	51	39	23
Mutilation génitale féminine	-	4	-	-	-	-	-
Infraction en matière de mariage	-	-	-	-	-	-	-
Proxénétisme	-	-	-	-	-	3	2
Trafic d'enfant	-	-	-	-	-	1	4
Enlèvement d'enfant	3	1	10	2	3	1	4
Attentat aux mœurs	3	-	4	4	9	6	3
Corruption de la jeunesse	-	-	-	-	-	-	-
Prostitution	-	-	-	-	-	-	-
Stupéfiant	7	-	9	16	32	17	7
Autres crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs	4	2	8	10	7	11	3
Crimes et délits contre les biens	143	141	169	166	261	234	212
Faux et usage de faux	6	7	17	10	23	23	17
Vol, extorsion, recel, escroquerie	74	70	73	47	124	91	85
Abus de confiance	38	37	29	51	48	51	59
Usure	-	-	-	-	-	-	-
Destructions, dégradations, dommages	9	10	22	22	18	21	18
Stellionat	12	13	24	26	42	33	29
Infraction en matière de chèque	1	3	-	1	3	7	-
Autres crimes et délits contre les biens	3	1	4	9	3	8	4
Infractions en matière d'armes et munitions	-	-	1	-	9	-	4
Infractions en matière d'informatique	-	-	-	-	-	-	-

Tableau 4.12 : Nature des décisions rendues par la chambre d'accusation

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Ensemble	43	75	87	114	41	251	147
Avant dire droit	-	-	-	31	-	99	58
Renvoi en Chambre correctionnelle	42	59	76	83	3	139	89
Renvoi en Cour d'assises	-	7	-	-	18	-	-
Renvoi en Cour d'assises des mineurs	1	-	-	-	9	-	-
Autres décisions	-	9	11	-	11	13	-

Tableau 4.12 : Affaires nouvelles et décisions rendues par les Cours d'appel en 2018

Matière	Affaires rentrées par matière selon l'origine						Décisions rendues selon la nature								Arrêts rédigés
	TPI	JP	TT	Ren-voi CS	Total	Sursis à exécution	Confir-mation	Refor-mation	Infir-mation	Annu-lation	Désis-te-ment	Irrece-vabi-lité	Autres	Total	
Civile	494	187	-	14	695	37	111	10	48	-	-	13	69	288	286
Economique/Commerciale	40	14	3	-	57	63	26	30	20	-	-	5	-	73	73
Sociale	4	1	21	-	26	12	6	1	3	-	-	-	-	22	22
Administrative	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Correctionnelle	253	77	-	3	333	-	50	-	20	-	3	10	1	84	84
Criminelle	22	12	-	-	34	-	18	-	16	-	5	-	-	39	39
Ordonnances sur requêtes	382	14	-	-	396	35	50	24	57	9	-	8	-	183	200
Appels contre ordonnance	24	7	-	-	31	-	7	5	4	-	-	3	31	50	50
Référés	53	19	-	-	72	-	34	-	23	-	-	3	-	60	60
Sentences arbitrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	3	5	3
Ensemble	1 272	331	24	17	1 644	147	302	70	191	9	8	44	104	804	817

III.3. Tribunaux de première instance

III.3.1. Activités en matières civile, commerciale, administrative et sociale des tribunaux de première instance

Tableau 5.1 : Evolution du nombre d'affaires nouvelles civiles et commerciales par tribunal de première instance (hors avants dire droit, jonctions, ordonnances et injonctions de payer)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Ensemble	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Boké	nd	nd	nd	nd	nd	nd	128
Coyah	186	189	237	279	292	255	339
Dixinn	184	456	464	443	357	131	403
Dubréka	341	176	337	338	381	393	369
Faranah	29	33	36	58	48	56	49
Kaloum	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kankan	65	87	97	127	157	185	151
Kérouané	13	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kindia	63	105	102	71	94	82	76
Kissidougou	62	70	nd	nd	nd	25	65
Koundara	9	8	12	8	11	2	5
Labé	nd	85	72	67	78	88	46
Macenta	34	nd	44	52	80	77	78
Mafanco	377	391	397	422	414	432	430
Mamou	nd	nd	nd	nd	41	45	58
N'Zérékoré	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Pita	nd	16	38	21	20	20	25
Siguiri	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd

Tableau 5.2 : Evolution du nombre de nouvelles requêtes d'ordonnances par tribunal de première instance

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Ensemble	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Boké	nd	nd	nd	nd	nd	nd	113
Coyah	129	144	236	220	236	257	348
Dixinn	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Dubréka	187	318	209	376	312	271	404
Faranah	44	25	49	77	75	116	74
Kaloum	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kankan	34	42	69	170	195	290	232
Kérouané	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kindia	226	278	277	314	340	349	230
Kissidougou	nd	nd	nd	nd	nd	nd	33
Koundara	nd	11	5	6	5	11	40
Labé	nd	67	nd	86	76	89	nd
Macenta	20	nd	30	26	57	67	45
Mafanco	434	471	467	627	631	581	551
Mamou	nd	nd	nd	nd	184	192	183
N'Zérékoré	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Pita	nd	14	34	30	35	42	27
Siguiri	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd

Tableau 5.3 : Evolution du nombre de décisions rendues en matières civile et commerciale par tribunal de première instance (hors avants dire droit, jonctions, ordonnances et injonctions de payer)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Ensemble	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Boké	nd	nd	nd	nd	nd	nd	128
Coyah	180	189	237	279	292	159	182
Dixinn	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Dubréka	221	176	150	167	145	256	254
Faranah	17	25	31	51	44	43	33
Kaloum	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kankan	65	87	98	127	154	184	148
Kérouané	13	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kindia	66	110	107	78	103	83	78
Kissidougou	41	72	nd	nd	nd	23	24
Koundara	9	8	12	8	11	2	5
Labé	1	-	27	28	35	35	29
Macenta	40	nd	48	62	119	115	108
Mafanco	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Mamou	nd	nd	nd	nd	41	45	73
N'Zérékoré	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Pita	nd	4	25	15	18	19	14
Siguir	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd

Tableau 5.4 : Evolution du nombre de décisions civiles et commerciales rendues sur le fond par tribunal de première instance (hors avants dire droit, ordonnances et injonctions de payer)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Ensemble	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Boké	nd	nd	nd	nd	nd	nd	115
Coyah	180	189	214	279	283	129	159
Dixinn	184	455	454	426	350	129	384
Dubréka	193	164	150	167	145	256	254
Faranah	17	25	31	51	42	43	33
Kaloum	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kankan	61	74	72	114	121	163	124
Kérouané	13	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kindia	63	105	102	74	94	82	76
Kissidougou	35	68	nd	nd	nd	23	22
Koundara	9	8	12	8	11	2	5
Labé	nd	nd	25	19	27	35	29
Macenta	34	nd	44	52	80	77	78
Mafanco	281	366	352	368	354	382	357
Mamou	nd	nd	nd	nd	41	45	58
N'Zérékoré	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Pita	nd	4	25	14	18	19	14
Siguir	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd

Tableau 5.5 : Evolution du nombre de décisions des affaires civiles et commerciales rédigées par tribunal de première instance (hors avants dire droit, ordonnances et injonctions de payer)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Ensemble	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Boké	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Coyah	90	61	90	75	102	93	106
Dixinn	158	401	401	363	232	93	295
Dubréka	204	136	96	156	120	192	241
Faranah	17	25	31	51	42	43	33
Kaloum	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kankan	65	80	85	100	145	175	130
Kérouané	-	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kindia	46	41	44	30	46	36	34
Kissidougou	17	11	nd	nd	nd	nd	nd
Koundara	-	-	-	-	-	-	-
Labé	-	17	24	19	-	22	29
Macenta	31	nd	36	44	76	70	70
Mafanco	271	360	351	380	339	363	319
Mamou	nd	nd	nd	nd	8	24	43
N'Zérékoré	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Pita	nd	4	25	14	18	19	14
Siguiri	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd

III.3.2. Activités pénales des tribunaux de première instance

III.3.2.1. Activités des parquets des tribunaux de première instance

Tableau 5.6 : Evolution du nombre d'affaires pénales nouvelles enregistrées dans les parquets par tribunal de première instance

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Ensemble	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Boké	nd	nd	271	269	296	244	260
Coyah	269	253	362	129	319	321	265
Dixinn	310	377	371	228	424	309	309
Dubréka	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Faranah	nd	78	147	224	191	166	180
Kaloum	nd	nd	nd	nd	nd	200	182
Kankan	216	207	338	373	326	308	324
Kérouané	-	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kindia	283	365	405	365	454	345	446
Kissidougou	nd	nd	nd	nd	nd	nd	129
Koundara	40	53	39	29	28	21	31
Labé	nd	nd	nd	142	236	146	252
Macenta	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Mafanco	953	461	707	992	591	286	552
Mamou	nd	nd	nd	nd	41	50	425
N'Zérékoré	nd	nd	nd	nd	nd	444	nd
Pita	nd	nd	78	80	109	102	154
Siguiri	nd	nd	nd	nd	nd	nd	139

Tableau 5.7 : Nombre d'affaires nouvelles pénales selon le type d'infraction par Tribunal de première instance en 2018

	Contre la paix et la chose publique	Contre les personnes	Contre la famille et les bonnes mœurs	Contre les biens	En matière informatique	En matière d'armes et munitions	Ensemble
Ensemble	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Boké	18	77	7	156	1	1	260
Coyah	-	69	14	182	-	-	265
Dixinn	11	73	25	200	-	-	309
Dubréka	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Faranah	11	62	11	96	-	-	180
Kaloum	3	22	5	147	-	5	182
Kankan	27	70	9	218	-	-	324
Kérouané	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kindia	18	148	20	254	-	6	446
Kissidougou	-	30	-	98	-	1	129
Koundara	1	12	1	17	-	-	31
Labé	7	88	10	141	-	6	252
Macenta	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Mafanco	-	154	52	336	-	10	552
Mamou	-	267	29	126	-	3	425
N'Zérékoré	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Pita	-	59	13	82	-	-	154
Siguiri	6	-	-	133	-	-	139

Tableau 5.8 : Evolution du nombre d'affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour crimes et délits contre la paix et la chose publique par tribunal de première instance

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Ensemble	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Boké	nd	nd	9	18	13	21	18
Coyah	-	-	-	-	-	-	-
Dixinn	15	10	6	21	9	13	11
Dubréka	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Faranah	nd	2	9	25	18	9	11
Kaloum	nd	nd	nd	nd	nd	8	3
Kankan	8	13	13	38	26	22	27
Kérouané	-	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kindia	8	5	9	6	10	3	18
Kissidougou	nd	nd	nd	nd	nd	nd	-
Koundara	5	3	-	-	2	-	1
Labé	nd	nd	nd	-	-	2	7
Macenta	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Mafanco	-	-	-	-	-	-	-
Mamou	nd	nd	nd	nd	6	-	-
N'Zérékoré	nd	nd	nd	nd	nd	28	nd
Pita	nd	nd	-	-	-	-	-
Siguiri	nd	nd	nd	nd	nd	nd	6

Tableau 5.9 : Affaires nouvelles pénales d'infractions contre la paix et la chose publique par tribunal de première instance en 2018

	Atteintes à l'environnement	Détournement de deniers publics	Concussion	Corruption	Autres infractions	Ensemble
Ensemble	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Boké	1	-	-	1	16	18
Coyah	-	-	-	-	-	-
Dixinn	-	2	3	2	4	11
Dubréka	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Faranah	-	-	-	-	11	11
Kaloum	-	-	-	1	2	3
Kankan	1	-	-	-	26	27
Kérouané	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kindia	2	-	-	-	16	18
Kissidougou	-	-	-	-	-	-
Koundara	1	-	-	-	-	1
Labé	1	-	-	1	5	7
Macenta	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Mafanco	-	-	-	-	-	-
Mamou	-	-	-	-	-	-
N'Zérékoré	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Pita	-	-	-	-	-	-
Siguiri	-	-	-	-	6	6

Tableau 5.10 : Evolution du nombre d'affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour crimes et délits contre les personnes par tribunal de première instance

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Ensemble	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Boké	nd	nd	70	92	115	66	77
Coyah	44	79	167	45	79	59	69
Dixinn	82	107	148	66	189	129	73
Dubréka	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Faranah	nd	22	43	72	58	53	62
Kaloum	nd	nd	nd	nd	nd	29	22
Kankan	38	26	61	47	59	53	70
Kérouané	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kindia	83	119	120	121	134	91	148
Kissidougou	nd	nd	nd	nd	nd	nd	30
Koundara	9	13	13	6	6	5	12
Labé	nd	nd	nd	35	75	96	88
Macenta	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Mafanco	131	96	191	119	310	94	154
Mamou	nd	nd	nd	nd	12	19	267
N'Zérékoré	nd	nd	nd	nd	nd	100	nd
Pita	nd	nd	26	40	34	41	59
Siguiri	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd

Tableau 5.11 : Nombre d'affaires nouvelles pénales d'infractions contre les personnes par tribunal de première instance en 2018

	Coups et blessures volontaires	Diffama- tion	Homicides et blessures involon- taires	Homicides volontaires empoison- nements et violences	Injures	Viols	Violences et voies de fait	Autres infractions	Ensemble
Ensemble	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Boké	21	1	11	11	15	15	3	-	77
Coyah	17	-	-	13	7	29	3	-	69
Dixinn	26	-	13	6	-	4	12	12	73
Dubréka	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Faranah	24	1	3	2	8	4	3	17	62
Kaloum	8	5	-	-	7	-	-	2	22
Kankan	35	3	8	8	4	9	2	1	70
Kérouané	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kindia	65	4	15	2	18	28	10	6	148
Kissidougou	13	-	-	-	5	9	3	-	30
Koundara	7	-	1	1	1	2	-	-	12
Labé	41	1	3	-	15	17	9	2	88
Macenta	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Mafanco	50	6	13	27	7	26	25	-	154
Mamou	26	5	8	-	8	18	4	198	267
N'Zérékoré	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Pita	14	-	2	5	15	14	5	4	59
Siguiri	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd

Tableau 5.12 : Evolution du nombre d'affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs par tribunal de première instance

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Ensemble	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Boké	nd	nd	10	9	10	8	7
Coyah	6	13	6	-	-	57	14
Dixinn	29	18	38	27	40	10	25
Dubréka	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Faranah	nd	6	7	12	5	5	11
Kaloum	nd	nd	nd	nd	nd	7	5
Kankan	14	12	19	13	14	6	9
Kérouané	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kindia	14	28	34	22	17	20	20
Kissidougou	nd	nd	nd	nd	nd	nd	-
Koundara	5	5	2	4	2	-	1
Labé	nd	nd	nd	6	12	6	10
Macenta	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Mafanco	35	17	29	48	25	25	52
Mamou	nd	nd	nd	nd	1	1	29
N'Zérékoré	nd	nd	nd	nd	nd	19	nd
Pita	nd	nd	5	6	6	5	13
Siguiri	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd

Tableau 5.13 : Nombre d'affaires nouvelles pénales d'infractions contre la famille et les bonnes mœurs par tribunal de première instance en 2018

	Attentat aux mœurs	Enlèvement d'enfant	En matière de mariage	Prostitution	Stupéfiants	Autres infractions	Ensemble
Ensemble	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Boké	-	-	-	-	3	4	7
Coyah	-	2	-	-	12	-	14
Dixinn	-	1	4	-	14	6	25
Dubréka	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Faranah	2	2	-	-	6	1	11
Kaloum	-	-	-	-	5	-	5
Kankan	3	2	-	-	2	2	9
Kérouané	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kindia	-	2	-	-	12	1	20
Kissidougou	-	-	-	-	-	-	-
Koundara	-	-	-	-	-	1	1
Labé	2	2	-	-	6	-	10
Macenta	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Mafanco	-	5	1	23	23	-	52
Mamou	1	-	2	-	6	20	29
N'Zérékoré	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Pita	3	1	-	-	9	-	13
Siguiri	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd

Tableau 5.14 : Evolution du nombre d'affaires nouvelles enregistrées pour crimes et délits contre les biens par tribunal de première instance

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Ensemble	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Boké	nd	nd	181	148	158	147	156
Coyah	219	161	189	84	240	205	182
Dixinn	178	228	173	108	181	150	200
Dubréka	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Faranah	nd	48	88	114	109	99	96
Kaloum	nd	nd	nd	nd	nd	150	147
Kankan	155	155	245	271	226	227	218
Kérouané	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kindia	178	213	241	215	291	227	254
Kissidougou	nd	nd	nd	nd	nd	nd	98
Koundara	21	31	24	19	18	16	17
Labé	nd	nd	nd	100	149	42	141
Macenta	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Mafanco	787	340	487	825	256	161	336
Mamou	nd	nd	nd	nd	22	30	126
N'Zérékoré	nd	nd	nd	nd	nd	290	nd
Pita	nd	nd	47	33	68	55	82
Siguiri	nd	nd	nd	nd	nd	nd	133

Tableau 5.15 : Nombre d'affaires nouvelles pénales d'infractions contre les biens par justice de paix en 2018

	Abus de confiance	Destructions, dégradations, dommages	Faux et usage de faux	Stellionat	Vols, extorsion, recel, escroqueries	Autres Infractions contre les biens	Ensemble
Ensemble	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Boké	18	15	3	9	98	13	156
Coyah	49	19	4	-	110	-	182
Dixinn	92	33	13	12	46	4	200
Dubréka	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Faranah	23	12	1	-	52	8	96
Kaloum	33	-	15	34	57	8	147
Kankan	43	25	2	29	116	3	218
Kérouané	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kindia	32	4	6	60	126	26	254
Kissidougou	31	13	-	6	48	-	98
Koundara	3	3	-	-	10	1	17
Labé	24	8	2	7	99	1	141
Macenta	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Mafanco	-	28	25	8	274	1	336
Mamou	18	8	2	12	75	11	126
N'Zérékoré	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Pita	9	2	1	1	64	5	82
Siguiriri	30	6	-	4	93	-	133

Tableau 5.16 : Evolution du nombre d'affaires orientées en flagrants délits dans les chambres correctionnelles par les parquets par tribunal de première instance

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Ensemble	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Boké	nd	nd	230	150	166	148	141
Coyah	219	180	182	99	253	272	128
Dixinn	176	216	192	83	256	210	199
Dubréka	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Faranah	nd	47	79	55	46	57	56
Kaloum	nd	nd	nd	nd	nd	74	66
Kankan	87	54	105	125	132	113	131
Kérouané	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kindia	112	131	148	143	180	147	224
Kissidougou	9	40	nd	nd	nd	47	43
Koundara	40	53	38	25	25	20	23
Labé	nd	nd	nd	71	60	88	79
Macenta	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Mafanco	667	190	316	585	236	155	230
Mamou	nd	nd	nd	nd	41	nd	425
N'Zérékoré	nd	nd	nd	nd	nd	180	nd
Pita	nd	nd	41	49	55	44	76
Siguiriri	nd	nd	nd	nd	nd	nd	105

Tableau 5.17 : Evolution du nombre d'affaires orientées en citations directes par les parquets par tribunal de première instance

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Ensemble	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Boké	nd	nd	5	6	11	10	12
Coyah	26	35	27	8	35	18	33
Dixinn	31	46	48	39	43	18	27
Dubréka	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Faranah	nd	-	4	18	28	21	30
Kaloum	nd	nd	nd	nd	nd	34	43
Kankan	10	10	28	38	21	26	39
Kérouané	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kindia	31	35	46	46	98	91	94
Kissidougou	10	19	nd	nd	nd	6	11
Koundara	-	-	-	1	1	-	-
Labé	nd	nd	nd	-	49	2	15
Macenta	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Mafanco	110	69	161	111	158	55	100
Mamou	nd	nd	nd	nd	-	1	-
N'Zérékoré	nd	nd	nd	nd	nd	28	nd
Pita	nd	nd	1	4	13	10	11
Siguiro	nd	nd	nd	nd	nd	nd	-

Tableau 5.18 : Nombre d'affaires traitées selon les orientations des parquets par tribunal de première instance en 2018

	Flagrant délit	Information	Citation directe	Tribunal pour enfant	Classement sans suite	Autre	Total
Ensemble	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Boké	141	86	12	-	20	-	257
Coyah	128	92	33	-	9	-	265
Dixinn	199	61	27	13	5	4	309
Dubréka	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Faranah	56	64	30	-	23	-	180
Kaloum	66	68	43	1	1	3	182
Kankan	131	91	39	3	54	-	324
Kérouané	43	61	11	-	13	-	124
Kindia	224	103	94	-	30	-	446
Kissidougou	43	61	11	-	13	-	124
Koundara	23	8	-	-	-	-	31
Labé	79	71	15	57	30	-	252
Macenta	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Mafanco	230	153	100	33	13	-	529
Mamou	425	-	-	-	-	-	425
N'Zérékoré	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Pita	76	65	11	-	2	-	154
Siguiro	105	78	-	11	-	-	139

III.3.2.2. Activités des chambres correctionnelles des tribunaux de première instance

Tableau 5.19 : Evolution du nombre de jugements rendus par la chambre correctionnelle des tribunaux de première instance

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Ensemble	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Boké	nd	nd	nd	nd	nd	nd	155
Coyah	230	250	210	114	294	304	333
Dixinn	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Dubréka	nd	48	39	nd	nd	nd	nd
Faranah	33	52	81	102	115	89	107
Kaloum	nd	nd	nd	nd	nd	nd	81
Kankan	111	94	149	134	159	149	153
Kérouané	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kindia	232	321	337	333	424	317	380
Kissidougou	115	121	144	nd	nd	103	91
Koundara	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Labé	nd	nd	nd	123	129	111	117
Macenta	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Mafanco	263	270	350	340	391	374	408
Mamou	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
N'Zérékoré	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Pita	nd	nd	61	98	81	42	135
Siguiri	nd	nd	nd	nd	nd	nd	112

Tableau 5.20 : Nombre de jugements correctionnels selon le type d'infraction par Tribunal de première instance en 2018

	Contre la paix et la chose publique	Contre les personnes	Contre la famille et les bonnes mœurs	Contre les biens	En matière informatique	En matière d'armes et munitions	Ensemble
Ensemble	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Boké	10	24	1	119	-	1	155
Coyah	-	40	14	278	-	1	333
Dixinn	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Dubréka	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Faranah	7	37	6	57	-	-	107
Kaloum	-	16	2	63	-	-	81
Kankan	4	39	11	99	-	-	153
Kérouané	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kindia	18	108	12	236	-	6	380
Kissidougou	-	28	1	62	-	-	91
Koundara	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Labé	4	28	8	77	-	-	117
Macenta	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Mafanco	32	116	67	180	8	5	408
Mamou	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
N'Zérékoré	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Pita	-	40	13	82	-	-	135
Siguiri	3	25	9	74	-	1	112

Tableau 5.21 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de crimes et délits contre la paix et la chose publique par tribunal de première instance

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Ensemble	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Boké	nd	nd	nd	nd	nd	nd	10
Coyah	-	-	-	-	-	-	-
Dixinn	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Dubréka	nd	-	-	nd	nd	nd	nd
Faranah	1	4	3	9	18	7	7
Kaloum	nd	nd	nd	nd	nd	nd	-
Kankan	1	2	3	6	12	6	4
Kérouané	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kindia	8	4	8	5	9	3	18
Kissidougou	-	-	-	nd	nd	1	-
Koundara	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Labé	nd	nd	nd	-	-	-	4
Macenta	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Mafanco	17	14	16	19	24	22	32
Mamou	nd	nd	nd	nd	nd	-	-
N'Zérékoré	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Pita	nd	nd	-	-	-	-	-
Siguiri	nd	nd	nd	nd	nd	nd	3

Tableau 5.22 : Jugements correctionnels pour crimes et délits contre la paix et la chose publique par tribunal de première instance en 2018

	Atteintes à l'environnement	Concussion	Corruption	Détournement de deniers publics	Autres infractions	Ensemble
Ensemble	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Boké	6	-	-	4	-	10
Coyah	-	-	-	-	-	-
Dixinn	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Dubréka	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Faranah	-	-	-	-	7	7
Kaloum	-	-	-	-	-	-
Kankan	3	-	-	-	1	4
Kérouané	2	-	-	-	16	18
Kindia	-	-	-	-	-	-
Kissidougou	-	-	-	-	7	7
Koundara	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Labé	2	-	-	-	2	4
Macenta	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Mafanco	1	-	-	-	31	32
Mamou	-	-	-	-	-	-
N'Zérékoré	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Pita	-	-	-	-	-	-
Siguiri	1	-	-	-	2	3

Tableau 5.23 : Evolution du nombre de jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de crimes et délits contre les personnes par tribunal de première instance

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Ensemble	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Boké	nd	nd	nd	nd	nd	nd	24
Coyah	32	51	42	54	54	42	40
Dixinn	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Dubréka	nd	3	13	nd	nd	nd	nd
Faranah	8	12	22	28	42	31	37
Kaloum	nd	nd	nd	nd	nd	nd	16
Kankan	12	12	25	20	33	22	39
Kérouané	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kindia	58	85	101	103	112	76	108
Kissidougou	28	29	47	nd	nd	26	28
Koundara	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Labé	nd	nd	nd	30	35	26	28
Macenta	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Mafanco	71	78	114	91	116	117	116
Mamou	nd	nd	nd	nd	nd	nd	227
N'Zérékoré	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Pita	nd	nd	16	26	13	18	40
Siguiro	nd	nd	nd	nd	nd	nd	25

Tableau 5.24 : Jugements correctionnels pour crimes et délits contre les personnes par tribunal de première instance en 2018

	Coups et blessures volontaires	Diffamation	Homicides et blessures involontaires	Injures	Violences et voies de fait	Autres infractions	Ensemble
Ensemble	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Boké	19	1	3	-	1	-	24
Coyah	17	-	13	7	3	-	40
Dixinn	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Dubréka	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Faranah	13	-	3	9	3	9	37
Kaloum	4	5	-	6	1	-	16
Kankan	17	1	2	6	1	12	39
Kérouané	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kindia	63	3	17	16	9	-	108
Kissidougou	9	-	3	5	2	9	28
Koundara	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Labé	14	1	-	12	1	-	28
Macenta	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Mafanco	39	13	8	18	19	19	116
Mamou	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
N'Zérékoré	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Pita	14	-	2	15	5	4	40
Siguiro	20	1	-	4	-	-	25

Tableau 5.25 : Evolution du nombre de jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de crimes et délits contre les biens par tribunal de première instance

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Ensemble	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Boké	nd	nd	nd	nd	nd	nd	119
Coyah	191	186	162	60	240	205	278
Dixinn	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Dubréka	nd	34	19	nd	nd	nd	nd
Faranah	26	33	49	63	52	50	57
Kaloum	nd	nd	nd	nd	nd	nd	63
Kankan	87	72	112	95	101	121	99
Kérouané	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kindia	154	207	204	207	285	214	236
Kissidougou	84	89	90	nd	nd	75	62
Koundara	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Labé	nd	nd	nd	86	88	80	77
Macenta	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Mafanco	129	137	187	176	202	169	180
Mamou	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
N'Zérékoré	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Pita	nd	nd	41	66	61	21	82
Siguiri	nd	nd	nd	nd	nd	nd	74

Tableau 5.26 : Nombre de jugements correctionnels pour crimes et délits contre les biens par tribunal de première instance en 2018

	Abus de confiance	Destructions, dégradations, dommages	Faux et usage de faux	Stellionat	Vols, extorsion, recel, escroqueries	Autres infractions contre les biens	Ensemble
Ensemble	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Boké	22	7	3	4	81	2	119
Coyah	49	19	4	77	110	19	278
Dixinn	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Dubréka	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Faranah	12	7	1	2	32	3	57
Kaloum	25	-	18	-	20	-	63
Kankan	18	4	4	4	66	3	99
Kérouané	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kindia	27	3	6	59	116	25	236
Kissidougou	17	4	-	-	39	2	62
Koundara	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Labé	11	1	1	2	62	-	77
Macenta	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Mafanco	31	12	32	19	69	17	180
Mamou	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
N'Zérékoré	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Pita	9	2	1	1	64	5	82
Siguiri	20	5	-	1	48	-	74

Tableau 5.27 : Evolution du nombre de jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs par tribunal de première instance

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Ensemble	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Boké	nd	nd	nd	nd	nd	nd	1
Coyah	7	13	6	-	-	57	14
Dixinn	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Dubréka	nd	11	7	nd	nd	nd	nd
Faranah	2	3	7	2	3	1	6
Kaloum	nd	nd	nd	nd	nd	nd	2
Kankan	11	7	9	12	12	-	11
Kérouané	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kindia	12	25	23	18	16	20	12
Kissidougou	3	3	7	nd	nd	1	1
Koundara	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Labé	nd	nd	nd	6	5	2	8
Macenta	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Mafanco	46	41	33	54	49	54	67
Mamou	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
N'Zérékoré	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Pita	nd	nd	4	5	6	2	13
Siguiro	nd	nd	nd	nd	nd	nd	9

Tableau 5.28 : Nombre de jugements correctionnels pour crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs par tribunal de première instance en 2018

	Attentat aux mœurs	Enlève- ment d'enfant	En matière de mariage	Mutilations génitales féminines	Prostitution	Stupéfiants	Trafic d'enfant	Autres infractions	Ensemble
Ensemble	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Boké	-	-	-	-	-	-	-	1	1
Coyah	-	-	-	-	-	12	2	-	14
Dixinn	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Dubréka	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Faranah	-	-	-	-	-	4	-	2	6
Kaloum	-	1	-	-	-	1	-	-	2
Kankan	3	-	1	1	3	3	-	-	11
Kérouané	-	-	-	-	-	9	-	3	12
Kindia	-	-	-	-	-	-	-	1	1
Kissidougou	-	-	-	-	-	4	-	2	6
Koundara	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Labé	-	1	-	-	-	7	-	-	8
Macenta	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Mafanco	6	2	1	-	-	41	7	10	67
Mamou	-	-	-	-	-	-	-	-	-
N'Zérékoré	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Pita	3	1	-	-	-	9	-	-	13
Siguiro	-	-	1	-	-	7	-	1	9

Tableau 5.29 : Evolution du nombre de jugements rendus selon la procédure de flagrant délit par tribunal de première instance

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Ensemble	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Boké	nd	nd	nd	nd	nd	nd	88
Coyah	181	189	155	91	249	266	166
Dixinn	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Dubréka	nd	31	13	nd	nd	nd	nd
Faranah	nd	43	68	54	46	57	61
Kaloum	nd	nd	nd	nd	nd	nd	81
Kankan	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kérouané	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kindia	109	132	150	142	177	145	203
Kissidougou	73	76	91	nd	nd	75	61
Koundara	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Labé	nd	nd	nd	78	111	111	117
Macenta	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Mafanco	202	191	248	258	301	281	280
Mamou	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
N'Zérékoré	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Pita	nd	nd	47	82	47	37	72
Siguiri	nd	nd	nd	nd	nd	nd	98

Tableau 5.30 : Nombre de jugements correctionnels selon la procédure et selon le procédé par tribunal de première instance en 2018

	Procédure			Procédé		Ensemble
	Flagrant délit	Information	Citation directe	Contradictoire	Défaut	
Ensemble	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Boké	88	53	14	137	18	155
Coyah	166	96	71	202	131	333
Dixinn	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Dubréka	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Faranah	61	40	6	97	10	107
Kaloum	81	-	-	81	-	81
Kankan	nd	nd	nd	142	11	153
Kérouané	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kindia	203	85	92	269	111	380
Kissidougou	61	19	10	69	21	90
Koundara	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Labé	117	-	-	117	-	117
Macenta	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Mafanco	280	55	73	359	49	408
Mamou	nd	nd	nd	nd	nd	nd
N'Zérékoré	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Pita	72	46	13	131	-	131
Siguiri	98	14	-	112	-	112

Tableau 5.31 : Evolution du nombre de jugements correctionnels rédigés des tribunaux de première instance

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Ensemble	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Boké	nd	nd	nd	nd	nd	nd	62
Coyah	-	4	-	-	-	1	-
Dixinn	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Dubréka	nd	-	-	nd	nd	nd	nd
Faranah	33	52	75	102	115	89	99
Kaloum	nd	nd	nd	nd	nd	nd	81
Kankan	29	4	43	73	83	45	98
Kérouané	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kindia	44	16	47	131	61	44	19
Kissidougou	-	-	-	nd	nd	-	-
Koundara	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Labé	nd	nd	nd	122	129	51	55
Macenta	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Mafanco	204	206	274	256	274	273	276
Mamou	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
N'Zérékoré	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Pita	nd	nd	-	-	-	-	2
Siguiiri	nd	nd	nd	nd	nd	nd	5

Tableau 5.32 : Evolution des oppositions aux jugements correctionnels des tribunaux de première instance

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Ensemble	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Boké	nd	nd	nd	nd	nd	nd	6
Coyah	-	-	-	-	-	-	-
Dixinn	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Dubréka	nd	-	-	nd	nd	nd	nd
Faranah	-	-	-	-	1	-	-
Kaloum	nd	nd	nd	nd	nd	nd	-
Kankan	-	-	1	1	50	1	19
Kérouané	-	nd	nd	-	nd	nd	nd
Kindia	-	-	-	15	1	-	40
Kissidougou	-	-	-	nd	nd	-	-
Koundara	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Labé	nd	nd	nd	-	-	-	-
Macenta	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Mafanco	10	19	28	19	19	31	25
Mamou	nd	nd	nd	nd	nd	-	-
N'Zérékoré	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Pita	nd	nd	-	-	-	-	-
Siguiiri	nd	nd	nd	nd	nd	nd	-

Tableau 5.33 : Evolution du nombre d'appels aux jugements correctionnels des tribunaux de première instance

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Ensemble	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Boké	nd	nd	nd	nd	nd	nd	9
Coyah	-	-	-	-	-	-	-
Dixinn	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Dubréka	nd	-	4	nd	nd	nd	nd
Faranah	-	1	1	4	7	3	6
Kaloum	nd	nd	nd	nd	nd	nd	-
Kankan	18	4	23	12	30	53	37
Kérouané	-	nd	nd	-	nd	nd	nd
Kindia	2	-	-	27	-	-	4
Kissidougou	-	-	-	nd	nd	-	-
Koundara	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Labé	nd	nd	nd	-	-	-	-
Macenta	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Mafanco	91	114	145	153	159	165	173
Mamou	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
N'Zérékoré	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Pita	nd	nd	-	-	-	42	2
Siguiri	nd	nd	nd	nd	nd	nd	7

Tableau 5.34 : Nombre de jugements rendus par la chambre correctionnelle selon la durée de la procédure par tribunal de première instance en 2018

	Moins de 6 mois	De 6 mois à un an	De 1an à 2 ans	2 ans et plus	Total
Ensemble	nd	nd	nd	nd	nd
Boké	110	74	14	-	198
Coyah	134	-	-	-	134
Dixinn	nd	nd	nd	nd	nd
Dubréka	nd	nd	nd	nd	nd
Faranah	107	-	-	-	107
Kaloum	nd	nd	nd	nd	nd
Kankan	nd	nd	nd	nd	nd
Kérouané	nd	nd	nd	nd	nd
Kindia	164	-	-	-	164
Kissidougou	45	23	16	3	87
Koundara	nd	nd	nd	nd	nd
Labé	114	-	-	-	114
Macenta	nd	nd	nd	nd	nd
Mafanco	295	102	-	11	408
Mamou	nd	nd	nd	nd	nd
N'Zérékoré	99	20	2	1	123
Pita	122	6	-	-	127
Siguiri	117	1	-	2	116

Tableau 5.35 : Evolution du nombre de jugements rendus par la chambre correctionnelle avec une durée de la procédure de moins de six mois par tribunal de première instance

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Ensemble	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Boké	nd	nd	nd	nd	nd	nd	110
Coyah	13	nd	8	53	20	121	134
Dixinn	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Dubréka	nd	33	49	nd	nd	nd	nd
Faranah	37	52	81	102	116	89	107
Kaloum	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kankan	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kérouané	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kindia	129	133	140	166	258	145	164
Kissidougou	80	89	95	nd	nd	48	45
Koundara	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Labé	nd	nd	nd	123	129	114	114
Macenta	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Mafanco	197	232	273	264	294	289	295
Mamou	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
N'Zérékoré	nd	nd	nd	nd	nd	106	99
Pita	nd	nd	61	65	80	36	122
Siguiiri	nd	nd	nd	nd	nd	nd	117

III.3.2.3. Activités des cabinets d'instruction des tribunaux de première instance

Tableau 5.36 : Evolution du nombre d'affaires nouvelles en instruction par tribunal de première instance

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Ensemble	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Boké	nd	nd	nd	23	24	48	66
Coyah	35	13	19	39	98	25	11
Dixinn	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Dubréka	67	39	47	83	56	41	75
Faranah	19	16	51	119	124	87	62
Kaloum	nd	nd	nd	nd	nd	5	27
Kankan	55	31	39	44	78	49	nd
Kérouané	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kindia	38	32	48	38		37	57
Kissidougou	105	71	74	86	91	99	64
Koundara	nd	nd	nd	1	-	-	6
Labé	nd	nd	nd	100	94	67	129
Macenta	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Mafanco	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Mamou	nd	nd	nd	nd	nd	-	nd
N'Zérékoré	nd	nd	nd	75	9	302	nd
Pita	nd	nd	21	33	47	60	57
Siguiri	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd

Tableau 5.37 : Evolution du nombre d'affaires dont l'instruction est terminée par tribunal de première instance

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Ensemble	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Boké	nd	nd	nd	23	24	33	45
Coyah	26	13	17	36	62	11	8
Dixinn	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Dubréka	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Faranah	4	6	18	123	93	77	45
Kaloum	40	49	63	50	85	54	58
Kankan	54	31	33	44	78	49	
Kérouané	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kindia	27	32	34	32	nd	36	43
Kissidougou	96	39	62	70	84	86	63
Koundara	nd	nd	nd	-	6	2	3
Labé	nd	nd	nd	96	94	67	128
Macenta	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Mafanco	65	101	98	113	92	45	61
Mamou	nd	nd	nd	nd	nd	-	nd
N'Zérékoré	nd	nd	nd	-	7	260	nd
Pita	nd	nd	21	33	47	60	52
Siguiri	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd

Tableau 5.38 : Evolution du nombre d'affaires en cours d'instruction au 31 décembre par tribunal de première instance

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Ensemble	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Boké	nd	nd	nd	-	-	14	21
Coyah	22	-	2	1	36	1	3
Dixinn	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Dubréka	65	15	26	64	21	40	63
Faranah	15	10	33	11	36	10	17
Kaloum	7	1	4	3	7	6	7
Kankan	1	-	3	4	-	-	nd
Kérouané	nd	nd	nd	-	nd	nd	nd
Kindia	4	-	14	6	nd	1	14
Kissidougou	9	32	5	13	7	13	1
Koundara	nd	nd	nd	1	-	-	-
Labé	nd	nd	nd	1	-	-	1
-Macenta	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Mafanco	2	5	-	2	5	4	20
Mamou	nd	nd	nd	nd	nd	-	nd
N'Zérékoré	nd	nd	nd	-	2	40	nd
Pita	nd	nd	-	-	-	-	5
Siguiro	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd

Tableau 5.39 : Nombre d'affaires selon les procédures d'instruction par tribunal de première instance en 2018

	Procédures d'instruction des affaires											
	Criminelles			Correctionnelles			Autres			Ensemble		
	Nou- velles	Termi- nées	En cours au 31/12	Nou- velles	Termin- ées	En cours au 31/12	Nou- velles	Termin- ées	En cours au 31/12	Nou- velles	Termin- ées	En cours au 31/12
Ensemble	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Boké	24	14	10	42	31	11	-	-	-	66	45	21
Coyah	11	8	3	-	-	-	-	-	-	11	8	3
Dixinn	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Dubréka	13	2	11	62	10	52	-	-	-	75	12	63
Faranah	8	3	5	54	42	12	-	-	-	62	45	17
Kaloum	nd	9	1	nd	45	6	nd	4	-	nd	58	7
Kankan	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kérouané	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kindia	15	10	5	39	30	9	3	3	-	57	43	14
Kissidougou	8	8	-	56	55	1	-	-	-	64	63	1
Koundara	2	3	-	4	-	-	-	-	-	6	3	-
Labé	17	17	-	112	111	1	-	-	-	129	128	1
Macenta	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Mafanco	nd	18	10	nd	39	4	nd	4	6	-	61	20
Mamou	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
N'Zérékoré	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Pita	19	17	2	38	35	3	-	-	-	57	52	5
Siguiro	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd

Tableau 5.40 : Nombre d'affaires nouvelles en instruction selon la nature de l'infraction par tribunal de première instance en 2018

	Contre la paix et la chose publique	Contre les personnes	Contre la famille et les bonnes mœurs	Contre les biens	En matière d'armes et munitions	Ensemble
Ensemble	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Boké	2	24	1	39	-	66
Coyah	-	2	2	7	-	11
Dixinn	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Dubréka	2	25	-	48	-	75
Faranah	4	15	2	41	-	62
Kaloum	-	1	-	25	1	27
Kankan	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kérouané	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kindia	2	17	4	33	1	57
Kissidougou	-	28	-	36	-	64
Koundara	-	1	2	3	-	6
Labé	2	47	3	75	2	129
Macenta	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Mafanco	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Mamou	nd	nd	nd	nd	nd	nd
N'Zérékoré	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Pita	-	24	3	30	-	57
Siguiiri	nd	nd	nd	nd	nd	nd

Tableau 5.41 : Evolution du nombre d'affaires dont l'instruction est terminée selon la nature de l'infraction par tribunal de première instance

	Contre la paix et la chose publique	Contre les personnes	Contre la famille et les bonnes mœurs	Contre les biens	En matière d'armes et munitions	Ensemble
Ensemble	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Boké	2	18	1	24	-	45
Coyah	-	2	1	5	-	8
Dixinn	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Dubréka	-	2	-	10	-	12
Faranah	4	9	1	31	-	45
Kaloum	3	15	1	37	2	58
Kankan	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kérouané	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kindia	2	13	3	24	1	43
Kissidougou	-	27	-	36	-	63
Koundara	-	3	-	-	-	3
Labé	2	46	3	75	2	128
Macenta	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Mafanco	-	22	1	38	-	61
Mamou	nd	nd	nd	nd	nd	nd
N'Zérékoré	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Pita	-	22	3	27	-	52
Siguiiri	nd	nd	nd	nd	nd	nd

Tableau 5.42: Evolution du nombre d'affaires dont l'instruction est en cours au 31 décembre selon la nature de l'infraction par tribunal de première instance

	Contre la paix et la chose publique	Contre les personnes	Contre la famille et les bonnes mœurs	Contre les biens	En matière d'armes et munitions	Ensemble
Ensemble	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Boké	-	6	-	15	-	21
Coyah	-	-	1	2	-	3
Dixinn	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Dubréka	2	23	-	38	-	63
Faranah	-	6	1	10	-	17
Kaloum	2	-	-	5	-	7
Kankan	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kérouané	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kindia	-	4	1	9	-	14
Kissidougou	-	1	-	-	-	1
Koundara	-	-	-	-	-	-
Labé	-	1	-	-	-	1
Macenta	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Mafanco	-	14	-	6	-	20
Mamou	nd	nd	nd	nd	nd	nd
N'Zérékoré	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Pita	-	2	-	3	-	5
Siguiri	nd	nd	nd	nd	nd	nd

III.3.3. Activités des greffes des tribunaux de première instance

Tableau 5.43 : Evolution du nombre de bulletins de casier judiciaire n°3 délivrés par tribunal de première instance

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Ensemble	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Boké	nd	nd	nd	nd	nd	nd	1 048
Coyah	421	603	503	1 014	438	1 448	2 515
Dixinn	2 365	3 475	4 346	7 231	2 649	3 135	3 924
Dubréka	386	804	1 763	2 082	1 861	2 211	2 842
Faranah	nd	nd	nd	nd	509	1 194	890
Kaloum	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kankan	-	-	-	1 804	636	529	1 006
Kérouané	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kindia	-	-	-	-	-	2 043	4 235
Kissidougou	nd	nd	nd	nd	nd	1 456	2 054
Koundara	120	111	106	-	688	633	-
Labé	1 132	1 110	1 050	2 432	1 157	1 358	1 520
Macenta	325	425	428	673	232	412	424
Mafanco	8 230	9 740	8 350	9 240	7 410	7 415	11 200
Mamou	nd	nd	nd	nd	1 225	2 442	1 541
N'Zérékoré	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Pita	nd	154	675	1 090	664	603	872
Siguiro	nd	nd	nd	nd	nd	637	793

Tableau 5.44 : Evolution du nombre de certificats de nationalité délivrés par tribunal de première instance

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Ensemble	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Boké	nd	nd	nd	nd	nd	nd	468
Coyah	109	422	152	690	1 301	683	1 367
Dixinn	-	-	-	-	-	-	690
Dubréka	286	369	223	658	1 088	1 288	2 058
Faranah	nd	nd	nd	nd	605	183	318
Kaloum	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kankan	-	-	-	1 945	704	673	635
Kérouané	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kindia	691	678	291	2 291	569	599	440
Kissidougou	nd	nd	nd	nd	nd	-	523
Koundara	41	31	22	-	97	85	-
Labé	-	469	276	1 278	266	269	194
Macenta	715	615	230	475	402	540	628
Mafanco	7 430	7 320	6 750	6 130	5 430	5 313	5 903
Mamou	nd	nd	nd	nd	328	278	230
N'Zérékoré	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Pita	nd	104	61	165	44	81	66
Siguiro	nd	nd	nd	nd	nd	463	225

Tableau 5.45 : Evolution du nombre de jugements supplétifs de naissance délivrés par tribunal de première instance

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Ensemble	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Boké	nd	nd	nd	nd	nd	nd	2 421
Coyah	1 038	766	831	923	1 248	1 722	2 274
Dixinn	19 352	18 786	30 200	19 624	5 565	25 955	11 707
Dubréka	106	262	219	225	2 200	3 760	3 643
Faranah	nd	nd	nd	nd	711	1 639	922
Kaloum	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kankan	-	-	-	2 147	1 484	2 752	5 635
Kérouané	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kindia	716	969	3 195	3 953	5 095	12 263	7 937
Kissidougou	nd	nd	nd	nd	nd	3 409	1 233
Koundara	42	96	168	-	182	809	714
Labé	3 231	2 581	3 258	6 478	10 180	9 795	5 886
Macenta	1 020	2 023	920	725	628	823	1 098
Mafanco	10 500	9 312	13 210	14 110	12 740	16 730	17 670
Mamou	nd	nd	nd	nd	5 335	4 612	4 204
N'Zérékoré	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Pita	nd	803	2 844	2 133	5 300	7 173	5 546
Siguiiri	nd	nd	nd	nd	nd	1 979	4 030

III.4. Justices de paix

III.4.1. Activités en matières civile, commerciale, administrative et sociale des justices de paix

Tableau 6.1 : Evolution du nombre d'affaires nouvelles civiles et commerciales par Justice de paix

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Ensemble	nd	nd	nd	nd	nd	nd	410
Beyla	nd	nd	nd	nd	nd	nd	-
Boffa	nd	nd	nd	2	19	6	17
Dabola	14	8	15	16	18	27	23
Dalaba	13	2	12	17	18	25	30
Dinguiraye	31	20	28	31	24	35	43
Forécariah	27	34	22	nd	60	nd	71
Fria	18	-	20	8	17	23	39
Gaoual	nd	2	21	8	10	9	14
Guéckédou	54	15	56	31	nd	53	54
Koubia	nd	nd	10	2	1	1	1
Kouroussa	13	15	11	3	11	20	19
Lélouma	3	4	10	4	1	2	3
Lola	23	nd	nd	nd	15	nd	27
Mali	8	4	4	3	1	1	13
Mandiana	nd	nd	nd	6	21	31	13
Télimélé	nd	17	6	9	7	-	4
Tougué	-	2	2	5	1	-	1
Yomou	nd	-	4	nd	17	14	38

Tableau 6.2 : Evolution du nombre de nouvelles requêtes d'ordonnances par Justice de paix

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Ensemble	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Beyla	nd	nd	nd	nd	nd	nd	6
Boffa	nd	nd	nd	2	11	26	29
Dabola	4	14	49	47	57	72	46
Dalaba	-	-	-	-	-	-	-
Dinguiraye	20	2	51	38	24	14	32
Forécariah	43	22	46	nd	39	nd	41
Fria	19	14	9	21	1	6	11
Gaoual	nd	8	64	9	nd	14	10
Guéckédou	-	22	18	-	nd	2	-
Koubia	nd	nd	1	11	5	3	4
Kouroussa	11	1	1	5	23	24	16
Lélouma	12	20	12	8	1	2	2
Lola	nd	nd	nd	nd	-	nd	3
Mali	-	-	nd	nd	nd	nd	nd
Mandiana	nd	nd	nd	3	-	-	68
Télimélé	nd	-	-	-	-	-	-
Tougué	3	10	-	30	22	-	2
Yomou	nd	5	4	nd	1	3	-

Tableau 6.3 : Evolution du nombre de décisions rendues en matières civile et commerciale par Justice de paix (hors avants dire droit, jonctions, ordonnances et injonctions de payer)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Ensemble	nd	nd	nd	nd	nd	nd	259
Beyla	nd	nd	nd	nd	nd	nd	8
Boffa	nd	nd	nd	2	19	6	17
Dabola	-	7	4	6	10	6	20
Dalaba	13	2	12	17	18	25	30
Dinguiraye	13	6	12	11	-	13	12
Forécariah	-	34	22	nd	60	nd	71
Fria	18	1	20	8	16	23	39
Gaoual	nd	2	21	8	10	9	14
Guéckédou	2	17	42	-	nd	53	-
Koubia	-	-	-	-	-	-	-
Kouroussa	13	13	11	3	11	20	-
Lélouma	3	4	10	4	1	2	3
Lola	-	nd	nd	nd	6	nd	7
Mali	8	4	4	3	1	1	13
Mandiana	nd	nd	nd	4	8	11	18
Télimélé	nd	17	6	9	7	-	4
Tougué	-	-	1	2	1	-	1
Yomou	nd	13	4	nd	10	10	2

Tableau 6.4 : Evolution du nombre de décisions civiles et commerciales rendues sur le fond par Justice de paix (hors avants dire droit, ordonnances et injonctions de payer)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Ensemble	nd	nd	nd	nd	nd	nd	243
Beyla	nd	nd	nd	nd	nd	nd	8
Boffa	nd	nd	nd	2	19	6	16
Dabola	-	7	4	6	10	6	20
Dalaba	13	2	12	17	18	25	30
Dinguiraye	13	6	12	11	-	13	12
Forécariah	-	34	22	nd	60	nd	62
Fria	18	1	20	8	16	12	39
Gaoual	nd	2	21	8	10	9	9
Guéckédou	-	17	41	-	nd	53	-
Koubia	-	-	-	-	-	-	-
Kouroussa	13	13	11	3	11	20	-
Lélouma	3	4	10	4	1	2	3
Lola	-	nd	nd	nd	6	nd	6
Mali	8	4	4	3	1	1	13
Mandiana	nd	nd	nd	4	8	11	18
Télimélé		17	6	9	7	-	4
Tougué	-	-	1	2	1	-	1
Yomou	nd	13	4	nd	10	10	2

Tableau 6.5 : Evolution du nombre de décisions des affaires civiles et commerciales rédigées par Justice de paix (hors avants dire droit, ordonnances et injonctions de payer)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Ensemble	nd	nd	nd	nd	nd	nd	195
Beyla	nd	nd	nd	nd	nd	nd	-
Boffa	nd	nd	nd	-	4	4	5
Dabola	-	7	4	6	10	6	17
Dalaba	13	2	12	17	18	25	30
Dinguiraye	2	6	12	11	9	13	12
Forécariah	27	33	22	nd	36	nd	46
Fria	-	-	-	2	2	6	18
Gaoual	nd	-	-	2	3	6	8
Guéckédou	-	-	-	-	-	-	-
Koubia	-	-	-	-	-	-	-
Kouroussa	13	13	11	3	11	20	19
Lélouma	3	4	10	4	1	2	3
Lola	-	nd	nd	nd	4	nd	5
Mali	8	4	4	3	1	1	13
Mandiana	nd	nd	nd	4	8	11	18
Télimélé	-	-	-	-	-	-	-
Tougué	-	-	1	2	1	-	1
Yomou	-	-	-	-	-	-	-

Tableau 6.6 : Nombre de décisions rendues en matière civile et commerciale en 2018 selon la durée de la procédure par Justice de paix (hors avants dire droit, ordonnances et injonctions de payer)

	Moins de 6 mois	De 6 mois à moins d'un an	De 1 an à moins de 2 ans	de 2 ans à moins de 3 ans	3 ans et plus	Total
Ensemble	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Beyla	787	-	-	-	-	787
Boffa	931	-	-	-	-	931
Dabola	1 172	6	-	-	1	1 179
Dalaba	2 936	-	-	-	-	2 936
Dinguiraye	1 929	-	-	-	-	1 929
Forécariah	796	61	-	-	-	857
Fria	1 027	-	-	2	-	1 029
Gaoual	909	-	-	-	-	909
Guéckédou	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Koubia	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kouroussa	1 686	-	-	-	-	1 686
Lélouma	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Lola	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Mali	2 609	-	-	-	-	2 609
Mandiana	794	5	4	-	-	803
Télimélé	335	7	-	-	-	342
Tougué	1 026	-	-	-	-	1 026
Yomou	nd	nd	nd	nd	nd	nd

III.4.2. Activités pénales des justices de paix

Tableau 6.7 : Evolution du nombre d'affaires nouvelles pénales enregistrées par Justice de paix

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Ensemble	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Beyla	nd	nd	nd	nd	nd	100	98
Boffa	nd	nd	nd	50	55	45	57
Dabola	95	71	89	72	104	88	87
Dalaba	11	11	13	8	nd	nd	13
Dinguiraye	55	37	56	35	48	57	49
Forécariah	107	197	135	203	186	157	138
Fria	114	110	100	100	90	69	86
Gaoual	40	19	44	79	41	34	36
Guéckédou	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Koubia	nd	nd	1	nd	nd	nd	2
Kouroussa	87	49	63	31	51	38	54
Lélouma	6	15	-	-	21	18	-
Lola	99	93	69	69	100	55	91
Mali	30	25	40	28	10	9	12
Mandiana	nd	nd	nd	64	54	89	102
Télimélé	23	8	77	67	40	73	69
Tougué	6	12	5	10	14	10	21
Yomou	nd	nd	nd	nd	92	nd	127

Tableau 6.8 : Affaires nouvelles pénales selon le type d'infraction par Justice de paix en 2018

	Contre la paix et la chose publique	Contre les personnes	Contre la famille et les bonnes mœurs	Contre les biens	En matière d'armes et munitions	Ensemble
Ensemble hors Guéckédou	48	374	44	572	4	1 042
Beyla	8	28	3	59	-	98
Boffa	3	18	1	35	-	57
Dabola	3	34	-	49	1	87
Dalaba	-	8	1	4	-	13
Dinguiraye	4	10	3	32	-	49
Forécariah	14	39	12	71	2	138
Fria	-	43	6	37	-	86
Gaoual	-	14	3	19	-	36
Guéckédou	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Koubia	-	-	1	1	-	2
Kouroussa	7	16	2	29	-	54
Lélouma	-	-	-	-	-	-
Lola	-	32	1	58	-	91
Mali	-	6	-	6	-	12
Mandiana	5	42	5	50	-	102
Télimélé	-	27	4	38	-	69
Tougué	-	12	-	9	-	21
Yomou	4	45	2	75	1	127

Tableau 6.9 : Evolution du nombre d'affaires nouvelles enregistrées pour crimes et délits contre la chose publique par Justice de paix

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Ensemble	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Beyla	nd	nd	nd	nd	nd	4	8
Boffa	nd	nd	nd	-	2	-	3
Dabola	2	1	5	2	5	3	3
Dalaba	-	-	-	nd	nd	nd	-
Dinguiraye	5	-	7	2	1	1	4
Forécariah	1	17	3	12	6	6	14
Fria	4	4	4	2	1	2	-
Gaoual	-	-	-	1	-	-	-
Guéckédou	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Koubia	nd	nd	-	nd	nd	nd	-
Kouroussa	-	2	-	1	3	4	7
Lélouma	-	-	-	-	-	-	-
Lola	-	nd	-	-	1	-	-
Mali	-	2	-	-	-	-	-
Mandiana	nd	nd	nd	3	1	4	5
Télimélé	-	-	-	-	-	-	-
Tougué	-	-	-	-	3	1	-
Yomou	nd	nd	nd	nd	-	nd	4

Tableau 6.10 : Affaires nouvelles pénales d'infractions contre la paix et la chose publique par justice de paix en 2018

	Atteintes à l'environnement	Détournement de deniers publics	Concussion	Corruption	Autres Infractions	Ensemble
Ensemble hors Guéckédou	4	-	-	1	43	48
Beyla	-	-	-	-	8	8
Boffa	-	-	-	-	3	3
Dabola	-	-	-	-	3	3
Dalaba	-	-	-	-	-	-
Dinguiraye	-	-	-	1	3	4
Forécariah	2	-	-	-	12	14
Fria	-	-	-	-	-	-
Gaoual	-	-	-	-	-	-
Guéckédou	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Koubia	-	-	-	-	-	-
Kouroussa	-	-	-	-	7	7
Lélouma	-	-	-	-	-	-
Lola	-	-	-	-	-	-
Mali	-	-	-	-	-	-
Mandiana	2	-	-	-	3	5
Télimélé	-	-	-	-	-	-
Tougué	-	-	-	-	-	-
Yomou	-	-	-	-	4	4

Tableau 6.11 : Evolution du nombre d'affaires nouvelles pénales enregistrées pour crimes et délits contre les personnes par Justice de paix

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Ensemble	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Beyla	nd	nd	nd	nd	nd	33	28
Boffa	nd	nd	nd	22	28	19	18
Dabola	35	17	31	26	33	32	34
Dalaba	4	-	6	1	nd	nd	8
Dinguiraye	9	12	15	10	19	20	10
Forécariah	36	60	48	74	61	16	39
Fria	37	27	29	41	28	27	43
Gaoual	16	10	18	24	14	12	14
Guéckédou	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Koubia	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kouroussa	22	14	19	13	20	14	16
Lélouma	5	9	-	-	6	3	-
Lola	30	nd	13	30	25	12	32
Mali	15	9	19	16	7	4	6
Mandiana	nd	nd	nd	20	10	35	42
Télimélé	6	4	23	35	4	32	27
Tougué	3	3	3	4	6	6	12
Yomou	nd	nd	nd	nd	49	nd	45

Tableau 6.12 : Affaires nouvelles pénales d'infractions les personnes par Justice de paix en 2018

	Coups et blessures volontaires	Diffama- tion	Homicides et blessures involon- taires	Homicides volontaires empoison- nements et violences	Injures	Viols	Violences et voies de fait	Autres infractions	Ensemble
Ensemble hors Guéckédou	141	16	28	27	22	52	16	72	374
Beyla	13	2	3	5	-	5	-		28
Boffa	6	1	4	1	1	1	1	3	18
Dabola	12	-	2	-	4	9	-	7	34
Dalaba	1	-	-	-	-	7	-	-	8
Dinguiraye	5	-	1	-	-	4	-	-	10
Forécariah	11	2	1	1	11	8	-	5	39
Fria	7	7	7	6	-	-	12	4	43
Gaoual	6	-	-	1	1	3	-	3	14
Guéckédou	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Koubia	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Kouroussa	8	1	1	-	1	1	-	4	16
Lélouma	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Lola	8	-	-	-	1	1	-	22	32
Mali	4	-	-	-	1	1	-	-	6
Mandiana	25	-	6	6	-	4	1	-	42
Télimélé	12	1	1	2	1	2	1	7	27
Tougué	5	-	1	-	1	2	-	3	12
Yomou	18	2	1	5	-	4	1	14	45

Tableau 6.13 : Evolution du nombre d'affaires nouvelles enregistrées pour crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs par Justice de paix

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Ensemble	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Beyla	nd	nd	nd	nd	nd	4	3
Boffa	nd	nd	nd	-	3	2	1
Dabola	4	7	1	2	5	2	-
Dalaba	1	1	-	-	nd	nd	1
Dinguiraye	3	2	3	-	1	-	3
Forécariah	14	9	16	10	7	12	12
Fria	10	9	6	2	4	1	6
Gaoual	1	-	2	2	-	2	3
Guéckédou	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Koubia	nd	nd	1	nd	nd	nd	1
Kouroussa	10	-	2	1	2	-	2
Lélouma	-	-	-	-	-	-	-
Lola	1	nd	nd	nd	-	1	1
Mali	1	1	4	1	-	-	-
Mandiana	nd	nd	nd	2	1	1	5
Télimélé	-	3	3	5	1	3	4
Tougué	2	1	-	-	-	-	-
Yomou	nd	nd	nd	nd	7	nd	2

Tableau 6.14 : Nombre d'affaires nouvelles pénales d'infractions contre la famille et les bonnes mœurs par Justice de paix en 2018

	Attentat aux mœurs	Enlèvement d'enfant	En matière de mariage	Stupéfiants	Autres infractions	Ensemble
Ensemble hors Guéckédou	4	7	1	16	16	44
Beyla	-	1	1	1	-	3
Boffa	-	1	-	-	-	1
Dabola	-	-	-	-	-	-
Dalaba	1	-	-	-	-	1
Dinguiraye	-	1	-	1	1	3
Forécariah	1	1	-	3	7	12
Fria	-	-	-	3	3	6
Gaoual	1	1	-	1	-	3
Guéckédou	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Koubia	-	-	-	1	-	1
Kouroussa	-	-	-	-	2	2
Lélouma	-	-	-	-	-	-
Lola	-	1	-	-	-	1
Mali	-	-	-	-	-	-
Mandiana	-	-	-	3	2	5
Télimélé	1	-	-	3	-	4
Tougué	-	-	-	-	-	-
Yomou	-	1	-	-	1	2

Tableau 6.15 : Evolution du nombre d'affaires nouvelles enregistrées pour crimes et délits contre les biens par Justice de paix

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Ensemble	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Beyla	nd	nd	nd	nd	nd	59	59
Boffa	nd	nd	nd	27	22	23	35
Dabola	52	45	51	42	61	51	49
Dalaba	6	10	7	7	nd	nd	4
Dinguiraye	33	23	31	23	27	36	32
Forécariah	54	110	68	106	111	123	71
Fria	63	68	61	55	57	39	37
Gaoual	23	9	24	51	26	20	19
Guéckédou	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Koubia	nd	nd	-	nd	nd	nd	1
Kouroussa	55	33	42	16	26	20	29
Lélouma	1	6	-	-	15	15	-
Lola	68	73	56	38	74	42	58
Mali	14	13	17	11	3	5	6
Mandiana	nd	nd	nd	39	41	49	50
Télimélé	17	1	51	26	35	38	38
Tougué	1	8	2	6	5	3	9
Yomou	nd	nd	nd	nd	36	nd	75

Tableau 6.16 : Affaires nouvelles pénales d'infractions contre les biens par justice de paix en 2018

	Abus de confiance	Destructions, dégradations dommages	Faux et usage de faux	Stellionat	Vols, extorsion, recel, escroqueries	Autres Infractions contre les biens	Ensemble
Ensemble hors Guéckédou	75	75	9	23	361	29	572
Beyla	2	17	-	-	37	3	59
Boffa	6	4	-	3	22	-	35
Dabola	4	2	-	1	34	8	49
Dalaba	-	-	-	-	4	-	4
Dinguiraye	6	1	-	3	19	3	32
Forécariah	15	14	1	6	29	6	71
Fria	4	2	-	3	27	1	37
Gaoual	2	7	-	1	8	1	19
Guéckédou	-	-	-	-	1	-	1
Koubia	11	3	5	-	10	-	29
Kouroussa	-	-	-	-	-	-	-
Lélouma	12	-	-	1	42	3	58
Lola	1	2	-	-	3	-	6
Mali	9	9	-	-	30	2	50
Mandiana	-	2	2	1	33	-	38
Télimélé	-	2	-	-	5	2	9
Tougué	3	10	1	4	57	-	75
Yomou	2	17	-	-	37	3	59

Tableau 6.17: Evolution du nombre d'affaires nouvelles enregistrées pour vols, recels, extorsions et escroqueries par Justice de paix

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Ensemble	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Beyla	nd	nd	nd	nd	nd	37	37
Boffa	nd	nd	nd	22	18	12	22
Dabola	41	33	37	33	47	38	34
Dalaba	5	10	6	6	nd	nd	4
Dinguiraye	25	10	13	13	20	21	19
Forécariah	28	73	37	47	66	69	29
Fria	48	51	39	36	44	26	27
Gaoual	16	7	24	39	24	16	8
Guéckédou	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Koubia	nd	nd	-	nd	nd	nd	1
Kouroussa	41	21	30	15	14	9	10
Lélouma	1	-	-	-	14	14	-
Lola	46	nd	46	25	59	33	42
Mali	9	8	12	9	3	3	3
Mandiana	nd	nd	nd	9	30	29	30
Télimélé	14	-	47	16	33	32	33
Tougué	1	7	2	5	2	3	5
Yomou	nd	nd	nd	nd	20	nd	57

Tableau 6.18 : Evolution du nombre d'affaires traitées et orientées en correctionnelle par Justice de paix

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Ensemble	nd	nd	nd	nd	nd	nd	690
Beyla	nd	nd	nd	nd	nd	nd	98
Boffa	nd	nd	nd	50	55	45	57
Dabola	95	71	89	72	104	86	87
Dalaba	11	11	13	8	nd	nd	13
Dinguiraye	55	37	56	35	48	57	49
Forécariah	107	197	135	203	186	159	138
Fria	114	110	100	100	90	69	86
Gaoual	40	19	44	79	46	34	36
Guéckédou	nd	nd	1	nd	nd	nd	2
Koubia	87	36	48	25	39	18	27
Kouroussa	6	15	31	14	21	18	27
Lélouma	99	93	69	69	100	55	91
Lola	30	25	40	28	10	9	12
Mali	nd	nd	nd	64	54	89	102
Mandiana	23	8	77	67	40	73	69
Télimélé	6	12	5	10	14	10	21
Tougué	nd	nd	nd	nd	92	nd	123
Yomou	nd	nd	nd	nd	nd	nd	98

Tableau 6.19 : Evolution du nombre d'affaires de flagrants délits, traitées et orientées en correctionnel par les Justice de paix

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Ensemble	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Beyla	nd	nd	nd	nd	nd	51	46
Boffa	nd	nd	nd	41	51	37	38
Dabola	47	32	46	35	42	46	44
Dalaba	11	11	13	8	nd	nd	13
Dinguiraye	44	20	18	9	7	18	23
Forécariah	78	111	83	132	108	113	112
Fria	35	38	52	57	58	47	55
Gaoual	14	1	16	36	32	22	17
Guéckédou	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Koubia	nd	nd	1	nd	nd	nd	1
Kouroussa	83	35	48	15	21	12	14
Lélouma	4	2	15	2	8	4	12
Lola	80	79	60	43	74	46	52
Mali	17	11	15	10	7	5	7
Mandiana	nd	nd	nd	45	44	72	77
Télimélé	21	7	65	47	33	49	48
Tougué	5	11	5	8	10	5	12
Yomou	nd	nd	nd	nd	67	nd	74

Tableau 6.20 : Evolution du nombre d'affaires de citations directes orientées en correctionnel par Justice de paix

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Ensemble	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Beyla	nd	nd	nd	nd	nd	13	8
Boffa	nd	nd	nd	3	-	-	2
Dabola	10	12	9	4	4	4	-
Dalaba	-	-	-	-	nd	nd	-
Dinguiraye	1	5	17	13	7	13	8
Forécariah	7	37	14	3	5	4	-
Fria	4	4	4	2	4	-	2
Gaoual	3	3	3	10	6	5	4
Guéckédou	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Koubia	nd	nd	-	nd	nd	nd	-
Kouroussa	4	-	-	3	1	-	1
Lélouma	2	-	-	-	-	-	1
Lola	14	nd	1	1	-	5	-
Mali	-	2	3	6	-	1	2
Mandiana	nd	nd	nd	-	-	-	2
Télimélé	-	1	1	4	3	7	6
Tougué	-	1	-	-	-	-	-
Yomou	nd	nd	nd	nd	10	nd	8

Tableau 6.21 : Evolution du nombre d'affaires traitées et renvoyées en instruction par Justice de paix

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Ensemble	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Beyla	nd	nd	nd	nd	nd	25	30
Boffa	nd	nd	nd	6	4	8	15
Dabola	22	23	25	24	35	21	24
Dalaba	-	-	-	-	nd	nd	-
Dinguiraye	2	8	20	13	33	22	16
Forécariah	20	21	11	47	33	40	25
Fria	61	61	41	35	23	17	27
Gaoual	23	14	25	21	8	5	15
Guéckédou	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Koubia	nd	nd	-	nd	nd	nd	1
Kouroussa	-	1	-	7	17	2	12
Lélouma	-	4	16	11	13	14	14
Lola	5	nd	7	15	14	-	28
Mali	7	9	21	12	3	3	2
Mandiana	nd	nd	nd	10	10	18	22
Télimélé	2	-	11	14	4	17	15
Tougué	1	-	-	2	2	4	8
Yomou	nd	nd	nd	nd	10	nd	27

Tableau 6.22 : Evolution du nombre d'affaires traitées et classées sans suite par Justice de paix

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Ensemble	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Beyla	nd	nd	nd	nd	nd	11	9
Boffa	nd	nd	nd	-	-	-	-
Dabola	15	4	8	8	22	17	18
Dalaba	-	-	-	-	nd	nd	-
Dinguiraye	8	3	1	-	1	3	2
Forécariah	2	26	27	21	27	2	1
Fria	11	7	3	5	5	3	2
Gaoual	-	-	-	2	-	1	-
Guéckédou	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Koubia	nd	nd	-	nd	nd	nd	-
Kouroussa	-	-	-	-	-	-	-
Lélouma	-	4	-	1	-	-	-
Lola	-	nd	1	10	12	4	11
Mali	6	3	1	-	-	-	1
Mandiana	nd	nd	nd	-	-	-	1
Télimélé	-	-	-	2	-	-	-
Tougué	-	-	-	-	2	1	1
Yomou	nd	nd	nd	nd	3	nd	11

Tableau 6.23 : Evolution du nombre de jugements correctionnels rendus par justice de paix

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Ensemble	nd	nd	nd	nd	nd	nd	725
Beyla	nd	nd	nd	nd	nd	nd	6
Boffa	nd	nd	nd	107	33	64	54
Dabola	66	39	69	56	57	49	52
Dalaba	14	27	18	16	10	nd	5
Dinguiraye	43	17	51	30	34	51	30
Forécariah	93	184	107	182	140	168	130
Fria	47	48	-	-	-	-	-
Gaoual	81	18	30	30	72	68	49
Guéckédou	119	78	119	108	71	74	70
Koubia	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kouroussa	58	27	22	4	1	14	25
Lélouma	12	16	32	15	18	11	19
Lola	98	nd	69	61	nd	55	59
Mali	nd	nd	16	25	8	8	11
Mandiana	nd	nd	nd	31	18	49	67
Télimélé	14	66	13	40	nd	85	82
Tougué	2	5	6	8	7	8	8
Yomou	nd	nd	nd	nd	58	nd	58

Tableau 6.24 : Nombre de jugements correctionnels selon le type d'infraction en 2018 par justice de paix

	Contre la paix et la chose publique	Contre les personnes	Contre la famille et les bonnes mœurs	Contre les biens	En matière d'armes et munitions	Ensemble
Ensemble hors Koubia	49	201	28	461	3	742
Beyla	1	5	-	-	-	6
Boffa	3	16	1	34	-	54
Dabola	16	-	-	35	1	52
Dalaba	-	-	-	5	-	5
Dinguiraye	-	7	2	21	-	30
Forécariah	14	31	12	71	2	130
Fria	-	13	-	4	-	17
Gaoual	-	14	4	31	-	49
Guéckédou	7	18	2	43	-	70
Koubia	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kouroussa	1	3	2	19	-	25
Lélouma	-	9	-	10	-	19
Lola	-	9	3	47	-	59
Mali	-	5	-	6	-	11
Mandiana	4	23	2	38	-	67
Télimélé	1	28	-	53	-	82
Tougué	-	5	-	3	-	8
Yomou	2	15	-	41	-	58

Tableau 6.25 : Evolution du nombre de jugements correctionnels dans les affaires de crimes et délits contre la paix et la chose publique rendus par justice de paix

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Ensemble	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Beyla	nd	nd	nd	nd	nd	nd	1
Boffa	nd	nd	nd	4	-	1	3
Dabola	2	1	6	3	nd	3	16
Dalaba	nd	nd	nd	nd	-	nd	-
Dinguiraye	3	-	4	4	3	2	-
Forécariah	5	17	3	12	5	6	14
Fria	-	-	1	1	-	1	-
Gaoual	-	-	-	-	-	3	-
Guéckédou	5	5	4	8	7	5	7
Koubia	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kouroussa	-	3	-	nd	-	-	1
Lélouma	-	-	-	-	-	-	-
Lola	-	1	-	-	nd	-	-
Mali	nd	nd	-	-	-	-	-
Mandiana	nd	nd	nd	1	1	3	4
Télimélé	-	-	-	-	nd	nd	1
Tougué	-	-	-	-	1	1	-
Yomou	nd	2	nd	nd	1	nd	2

Tableau 6.26 : Nombre de jugements correctionnels des infractions contre la paix et la chose publique par justice de paix en 2018

	Atteintes à l'environnement	Concussion	Corruption	Détournement de deniers publics	Autres Infractions	Ensemble
Ensemble hors Koubia	11	1	2	9	26	49
Beyla	-	-	-	-	1	1
Boffa	-	-	-	-	3	3
Dabola	2	1	2	9	2	16
Dalaba	-	-	-	-	-	-
Dinguiraye	-	-	-	-	-	-
Forécariah	2	-	-	-	12	14
Fria	-	-	-	-	-	-
Gaoual	-	-	-	-	-	-
Guéckédou	7	-	-	-	-	7
Koubia	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kouroussa	-	-	-	-	1	1
Lélouma	-	-	-	-	-	-
Lola	-	-	-	-	-	-
Mali	-	-	-	-	-	-
Mandiana	-	-	-	-	4	4
Télimélé	-	-	-	-	1	1
Tougué	-	-	-	-	-	-
Yomou	-	-	-	-	2	2

Tableau 6.27 : Evolution du nombre de jugements correctionnels rendus dans les affaires de crimes et délits contre les personnes par Justice de paix

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Ensemble	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Beyla	nd	nd	nd	nd	nd	nd	5
Boffa	nd	nd	nd	45	29	23	16
Dabola	20	10	22	20	10	16	-
Dalaba	5	12	3	4	8	nd	-
Dinguiraye	9	3	14	8	11	12	7
Forécariah	24	52	30	61	30	27	31
Fria	12	9	11	25	23	18	13
Gaoual	26	8	6	8	17	37	14
Guéckédou	19	17	21	22	13	21	18
Koubia	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kouroussa	12	6	10	2	-	2	3
Lélouma	4	4	5	3	4	2	9
Lola	29	nd	13	26	nd	12	9
Mali	nd	nd	4	13	5	3	5
Mandiana	nd	nd	nd	5	6	21	23
Télimélé	8	24	5	28	nd	35	28
Tougué	1	-	3	4	2	3	5
Yomou	nd	nd	nd	nd	26	nd	15

Tableau 6.28 : Nombre de jugements correctionnels rendus dans les affaires de crimes et délits contre les personnes par Justice de paix en 2018

	Coups et blessures volontaires	Diffamation	Homicides et blessu- res invo- lontaires	Injures	Non-assis- tance à personne en danger	Violences et voies de fait	Autres infractions contre les personnes	Ensemble
Ensemble hors Koubia	91	7	25	21	2	6	49	201
Beyla	4	-	-	-	-	-	1	5
Boffa	7	1	4	1	2	1		16
Dabola	-	-	-	-	-	-	-	-
Dalaba	-	-	-	-	-	-	-	-
Dinguiraye	2	-	1	-	-	-	4	7
Forécariah	11	2	2	11	-	-	5	31
Fria	4	3	-	-	-	4	2	13
Gaoual	2	-	2	4	-	-	6	14
Guéckédou	13	-	3	1	-	1	-	18
Koubia	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kouroussa	2	-	1	-	-	-	-	3
Lélouma	4	1	-	1	-	-	3	9
Lola	6	-	-	1	-	-	2	9
Mali	4	-	-	1	-	-	-	5
Mandiana	19	-	4	-	-	-	nd	23
Télimélé	7	-	6	1	-	-	14	28
Tougué	2	-	nd	-	-	-	3	5
Yomou	4	-	2	-	-	-	9	15

Tableau 6.29 : Evolution du nombre de jugements rendus dans les affaires de crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs par Justice de paix

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Ensemble	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Beyla	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Boffa	-	nd	nd	1	4	2	1
Dabola	3	4	-	1	2	1	-
Dalaba	4	nd	nd	nd	-	nd	-
Dinguiraye	2	2	2	1	-	1	2
Forécariah	9	7	16	10	5	12	12
Fria	5	5	-	-	-	-	-
Gaoual	4	2	-	1	4	3	4
Guéckédou	4	5	3	7	10	4	2
Koubia	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kouroussa	8	2	1	-	-	1	2
Lélouma	1	1	6	3	-	2	-
Lola	1	nd	-	1	nd	1	3
Mali	nd	nd	-	1	-	-	-
Mandiana	nd	nd	nd	1	11	1	2
Télimélé	3	4	3	4	nd	3	-
Tougué	1	1	-	-	-	-	-
Yomou	nd	nd	nd	nd	6	nd	-

Tableau 6.30 : Nombre de jugements correctionnels rendus dans les affaires de crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs par type d'infraction par Justice de paix en 2018

	Attentat aux mœurs	Enlèvement d'enfant	Proxénétisme	Stupéfiants	Autres Infractions	Ensemble
Ensemble hors Koubia	3	3	1	10	11	28
Beyla	-	-	-	-	-	-
Boffa	-	1	nd	-	-	1
Dabola	-	-	-	-	-	-
Dalaba	-	-	-	-	-	-
Dinguiraye	-	-	-	1	1	2
Forécariah	1	1	-	3	7	12
Fria	-	-	-	-	-	-
Gaoual	2	-	-	2	-	4
Guéckédou	-	-	1	1	-	2
Koubia	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kouroussa	-	-	-	-	2	2
Lélouma	-	-	-	-	-	-
Lola	-	1	-	1	1	3
Mali	-	-	-	-	-	-
Mandiana	-	-	-	2	-	2
Télimélé	-	-	-	-	-	-
Tougué	-	-	-	-	-	-
Yomou	-	-	-	-	-	-

Tableau 6.31 : Evolution du nombre de jugements correctionnels rendus dans les affaires de crimes et délits contre les biens par Justice de paix

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Ensemble	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Beyla	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Boffa	nd	nd	nd	57	-	38	34
Dabola	40	24	41	32	43	29	35
Dalaba	5	14	15	12	2	nd	5
Dinguiraye	29	12	31	17	20	36	21
Forécariah	54	107	58	98	99	123	71
Fria	30	34	38	47	41	21	4
Gaoual	51	8	24	21	51	25	31
Guéckédou	91	51	91	71	39	44	43
Koubia	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kouroussa	38	16	11	1	1	11	19
Lélouma	7	11	21	9	14	7	10
Lola	68	73	56	34	nd	42	47
Mali	nd	nd	12	11	3	5	6
Mandiana	nd	nd	nd	24	-	24	38
Télimélé	3	38	5	7	nd	47	53
Tougué	-	4	3	4	4	4	3
Yomou	nd	nd	nd	nd	25	nd	41

Tableau 6.32 : Nombre de jugements correctionnels rendus dans les affaires de crimes et délits contre les biens par type d'infraction par Justice de paix en 2018

	Abus de confiance	Destructions Dégradations dommages	Faux et usage de faux	En matière de chèques	Stellionat	Usure	Vols, extorsion, recel, escroqueries	Autres infractions	Ensemble
Ensemble hors Koubia	65	57	2	-	18	1	305	13	461
Beyla	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Boffa	6	5	-	-	2	-	21	-	34
Dabola	3	2	-	-	1	-	26	3	35
Dalaba	-	1	-	-	1	-	3	-	5
Dinguiraye	2	-	-	-	-	-	18	1	21
Forécariah	15	14	1	-	6	-	29	6	71
Fria	-	3	-	-	-	1	-	-	4
Gaoual	-	6	-	-	-	-	23	2	31
Guéckédou	12	-	-	-	1	-	30	-	43
Koubia	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kouroussa	3	1	-	-	1	-	14	-	19
Lélouma	3	-	-	-	-	-	7	-	10
Lola	6	2	1	-	2	-	36	-	47
Mali	1	2	-	-	-	-	3	-	6
Mandiana	4	9	-	-	-	-	24	1	38
Télimélé	10	8	-	-	2	-	33	-	53
Tougué	-	-	-	-	-	-	3	-	3
Yomou	-	4	-	-	2	-	35	-	41

Tableau 6.33 : Evolution du nombre de jugements rendus dans les affaires de flagrants délits par Justice de paix

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Ensemble	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Beyla	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Boffa	-	nd	nd	54	27	38	37
Dabola	46	30	46	31	-	44	45
Dalaba	14	27	18	15	10	nd	5
Dinguiraye	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Forécariah	76	115	83	136	108	120	98
Fria	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Gaoual	14	4	25	27	29	38	16
Guéckédou	119	78	118	104	69	71	69
Koubia	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kouroussa	48	22	19	nd	1	14	12
Lélouma	8	11	26	11	13	9	18
Lola	80	79	60	44	nd	48	56
Mali	nd	nd	2	6	7	5	7
Mandiana	nd	nd	nd	30	16	47	65
Télimélé	6	61	10	29	nd	50	60
Tougué	2	5	5	8	6	5	6
Yomou	nd	nd	nd	nd	50	nd	55

Tableau 6.34 : Evolution du nombre de jugements rendus statuant contradictoirement par Justice de paix

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Ensemble	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Beyla	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Boffa	nd	nd	nd	38	6	23	1
Dabola	66	37	69	56	57	49	52
Dalaba	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Dinguiraye	43	17	51	30	33	51	30
Forécariah	71	162	94	157	114	102	73
Fria	44	47	48	70	59	40	11
Gaoual	34	16	23	28	31	18	22
Guéckédou	115	78	119	108	71	74	70
Koubia	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kouroussa	58	27	22	nd	1	14	23
Lélouma	12	16	32	15	18	11	19
Lola	98	79	nd	nd	nd	nd	52
Mali	nd	nd	-	-	-	-	-
Mandiana	nd	nd	nd	6	18	43	36
Télimélé	-	-	-	-	nd	2	60
Tougué	2	5	6	5	6	8	8
Yomou	nd	nd	nd	nd	57	nd	57

Tableau 6.35 : Nombre de jugements correctionnels selon le traitement de l'affaire par justice de paix en 2018

Nature de l'infraction	Total	Procédure			Procédé		Juge- ments rédigés	Opposition	Appels
		Flagrant délit	Informa- tion	Citation directe	Contra- dictoire	Défaut			
Ensemble hors Koubia	742	nd	nd	nd	nd	nd	nd	1	23
Beyla	6	nd	nd	nd	nd	nd	-	-	-
Boffa	54	38	15	1	nd	nd	-	-	-
Dabola	52	45	7	-	52	-	52	-	-
Dalaba	5	5	-	-	nd	nd	-	-	5
Dinguiraye	30	nd	nd	nd	30	-	30	-	-
Forécariah	130	nd	nd	nd	nd	nd	nd	1	13
Fria	17	nd	nd	nd	11	6	-	-	-
Gaoual	49	nd	nd	nd	nd	nd	2	-	2
Guéckédou	70	69	1	-	70	-	4	-	-
Koubia	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kouroussa	25	nd	nd	nd	nd	nd	19	-	-
Lélouma	19	18	1	-	19	-	-	-	-
Lola	59	56	1	2	53	6	-	-	-
Mali	11	8	3	-	nd	nd	10	-	-
Mandiana	67	65	1	1	nd	nd	-	-	3
Télimélé	82	nd	nd	nd	nd	nd	-	-	-
Tougué	8	6	2	-	8	-	8	-	-
Yomou	58	56	-	2	57	1	-	-	-

Tableau 6.36 : Evolution du nombre d'affaires nouvelles en instruction par Justice de paix

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Ensemble	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Beyla	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Boffa	-	nd	nd	5	5	6	12
Dabola	27	31	34	18	40	23	24
Dalaba	nd	-	nd	18	-	16	13
Dinguiraye	nd	nd	nd	nd	nd	18	20
Forécariah	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Fria	36	30	14	21	21	nd	14
Gaoual	nd	1	5	3	4	4	4
Guéckédou	-	-	-	-	-	-	-
Koubia	1	2	1	2	5	10	4
Kouroussa	-	-	nd	16	13	5	15
Lélouma	-	15	nd	5	23	16	10
Lola	nd	nd	nd	nd	nd	nd	22
Mali	4	10	21	9	2	1	nd
Mandiana	nd	nd	nd	8	-	-	5
Télimélé	4	27	5	nd	nd	1	17
Tougué	-	-	-	-	4	6	9
Yomou	nd	nd	nd	nd	4	-	22

Tableau 6.37 : Evolution du nombre d'affaires dont l'instruction s'est terminée par Justice de paix

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Ensemble	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Beyla	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Boffa	-	nd	nd	2	2	-	10
Dabola	22	28	30	17	37	21	23
Dalaba	nd	1	nd	18	-	14	12
Dinguiraye	nd	nd	nd	nd	nd	17	9
Forécariah	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Fria	18	14	12	18	6	nd	8
Gaoual	nd	-	-	2	2	4	4
Guéckédou	-	-	-	-	-	-	-
Koubia	-	2	1	2	5	10	-
Kouroussa	-	-	nd	10	13	4	12
Lélouma	-	3	nd	-	1	-	3
Lola	nd	nd	nd	nd	nd	nd	14
Mali	4	10	15	9	-	1	nd
Mandiana	nd	nd	nd	7	-	17	3
Télimélé	2	11	5	nd	nd	1	8
Tougué	-	-	-	-	3	6	7
Yomou	nd	nd	nd	nd	1	-	2

Tableau 6.38 : Evolution du nombre d'affaires en cours d'instruction au 31 décembre par Justice de paix

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Ensemble	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Beyla	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Boffa	-	nd	nd	3	3	6	2
Dabola	5	3	4	1	3	2	1
Dalaba	nd	27	nd	-	-	1	1
Dinguiraye	nd	nd	nd	nd	nd	1	11
Forécariah	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Fria	18	16	2	3	15	nd	6
Gaoual	nd	3	5	1	2	-	-
Guéckédou	-	-	-	-	-	-	-
Koubia	-	-	-	-	-	-	4
Kouroussa	-	-	nd	6	-	1	3
Lélouma	-	13	nd	5	22	16	7
Lola	nd	nd	nd	nd	nd	nd	8
Mali	-	-	6	-	2	-	-
Mandiana	nd	nd	nd	1	-	-	2
Télimélé	3	15	-	nd	nd	-	8
Tougué	-	-	-	-	1	-	2
Yomou	nd	nd	nd	nd	3	-	20

Tableau 6.39 : Nombre d'affaires nouvelles en cours d'instruction selon le type d'infraction par Justice de paix en 2018

	Contre la paix et la chose publique	Contre les personnes	Contre la famille et les bonnes mœurs	Contre les biens	En matière d'armes et munitions	Ensemble
Ensemble	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Beyla	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Boffa	1	3	1	7	-	12
Dabola	-	17	-	7	-	24
Dalaba	-	8	1	4	-	13
Dinguiraye	2	7	2	9	-	20
Forécariah	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Fria	-	4	-	10	-	14
Gaoual	-	2	2	-	-	4
Guéckédou	-	-	-	-	-	-
Koubia	-	-	-	4	-	4
Kouroussa	-	7	-	8	-	15
Lélouma	-	2	-	8	-	10
Lola	-	4	1	17	-	22
Mali	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Mandiana	-	2	-	3	-	5
Télimélé	-	13	-	4	-	17
Tougué	-	5	-	4	-	9
Yomou	1	8	1	12	-	22

Tableau 6.40 : Nombre d'affaires en instruction selon la procédure par justice de paix en 2018

	Procédures d'instruction des affaires											
	Criminelles			Correctionnelles			Autres			Ensemble		
	Nou-velles	Termin-ées	En cours au 31/12	Nou-velles	Termin-ées	En cours au 31/12	Nou-velles	Termin-ées	En cours au 31/12	Nou-velles	Termin-ées	En cours au 31/12
Ensemble	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Beyla	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Boffa	1	1	-	11	1	10	-	-	-	12	2	10
Dabola	14	-	14	10	1	9	-	-	-	24	1	23
Dalaba	7	1	6	6	-	6	-	-	-	13	1	12
Dinguiraye	5	1	4	15	11	4	-	-	-	20	11	9
Forécariah	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Fria	4	2	2	10	4	6	-	-	-	14	6	8
Gaoual	2	-	2	2	-	2	-	-	-	4	-	4
Guéckédou	14	10	4	18	8	9	-	-	-	-	-	-
Koubia	-	-	-	4	4	-	-	-	-	4	4	-
Kouroussa	2	-	2	13	3	10	-	-	-	15	3	12
Lélouma	8	2	6	8	5	3	-	-	-	10	7	3
Lola	6	1	5	19	7	12	-	-	-	22	8	14
Mali	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Mandiana	1	1	-	4	1	3	-	-	-	5	2	3
Télimélé	17	4	4	-	4	5	-	-	-	17	8	8
Tougué	4	-	4	5	2	3	-	-	-	9	2	7
Yomou	8	7	2	13	13	1	-	-	-	22	20	2

III.4.3. Activités des greffes des justices de paix

Tableau 6.41 : Evolution du nombre de bulletins de casier judiciaire n°3 délivrés par Justice de paix

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Ensemble	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Beyla	nd	nd	nd	nd	nd	nd	329
Boffa	nd	nd	nd	550	459	935	115
Dabola	275	227	228	884	428	1 067	567
Dalaba	243	379	436	717	498	700	638
Dinguiraye	-	78	50	-	-	1 051	302
Forécariah	231	541	290	381	199	763	225
Fria	142	163	156	521	379	320	410
Gaoual	nd	120	132	238	162	679	181
Guéckédou	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Koubia	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kouroussa	-	28	21	107	36	161	410
Lélouma	-	59	62	51	17	43	nd
Lola	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Mali	357	354	317	949	332	719	378
Mandiana	nd	nd	nd	15	277	-	196
Télimélé	118	54	nd	176	126	265	176
Tougué	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Yomou	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd

Tableau 6.42 : Evolution du nombre de jugements supplétifs de naissance délivrés par Justice de paix

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Ensemble	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Beyla	nd	nd	nd	nd	nd	nd	454
Boffa	nd	nd	nd	370	1 310	2 046	736
Dabola	310	288	337	728	573	2 083	456
Dalaba	232	404	773	1 171	3 617	2 510	2 287
Dinguiraye	nd	1 684	2 301	1 122	3 195	2 562	1 540
Forécariah	337	521	447	359	524	1 151	416
Fria	-	49	151	-	300	373	522
Gaoual	-	611	51	262	483	nd	691
Guéckédou	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Koubia	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kouroussa	-	14	134	132	69	287	1 067
Lélouma	190	85	70	60	43	71	nd
Lola	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Mali	147	547	570	1 063	3 645	1 146	2 221
Mandiana	nd	nd	nd	200	250	nd	590
Télimélé	105	70	nd	176	381	308	99
Tougué	-	112	181	145	116	183	983
Yomou	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd

Tableau 6.43 : Evolution du nombre de certificats de nationalité délivrés par Justice de paix

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Ensemble	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Beyla	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Boffa	nd	nd	nd	2 042	392	54	50
Dabola	-	nd	nd	-	215	193	108
Dalaba	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Dinguiraye	50	73	49	304	41	94	66
Forécariah	167	318	112	297	75	73	95
Fria	20	69	23	252	108	68	28
Gaoual	nd	22	17	62	68	20	21
Guéckédou	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Koubia	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kouroussa	-	63	70	57	22	101	183
Lélouma	37	17	10	13	3	18	nd
Lola	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Mali	143	127	85	503	70	54	nd
Mandiana	nd	nd	nd	15	-	-	-
Télimélé	63	35	nd	20	30	16	48
Tougué	50	54	5	25	43	58	42
Yomou	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd

Tableau 6.44 : Nombre de jugements rendus en matière civile et commerciale en 2018

	Adoption	Bulletins de casier judiciaire B3	Délégation de l'autorité parentale	Divorce	Expulsion	Hérédité
Ensemble	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Beyla	-	658	-	-	-	6
Boffa	2	230	-	2	-	18
Dabola	12	1 134	-	-	-	54
Dalaba	-	1 276	-	-	-	-
Dinguiraye	-	604	-	2	-	4
Forécariah	8	450	6	6	6	48
Fria	6	820	2	4	8	38
Gaoual	-	362	-	-	-	14
Guéckédou	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Koubia	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kouroussa	-	820	-	-	-	20
Lélouma	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Lola	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Mali	-	756	-	-	-	-
Mandiana	-	392	-	-	-	-
Télimélé	-	352	2	-	-	18
Tougué	-	-	-	-	-	2
Yomou	nd	nd	nd	nd	nd	nd

Tableau 6.45 : Nombre de jugements rendus en matière civile et commerciale (suite 1)

	Homologation	Jugement supplétif naissance	Nationalité	Opposition à injonctions de payer	Païement	Procuration
Ensemble	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Beyla	2	908	-	-	-	-
Boffa	2	1 472	100	-	2	6
Dabola	-	912	216	-	4	6
Dalaba	-	4 574	-	-	-	4
Dinguiraye	-	3 080	132	-	-	10
Forécariah	26	832	190	8	12	10
Fria	-	1 044	56	-	6	62
Gaoual	2	1 382	42	-	-	2
Guéckédou	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Koubia	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kouroussa	-	2 134	366	-	-	10
Lélouma	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Lola	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Mali	-	4 442	-	-	2	2
Mandiana	-	1 180	-	-	-	-
Télimélé	-	198	96	-	-	-
Tougué	-	1 966	84	-	-	-
Yomou	nd	nd	nd	nd	nd	nd

Tableau 6.46 : Nombre de jugements rendus en matière civile et commerciale (suite 2)

	Reconnais- sance de propriété, cessation de troubles, déguerpis- sement	Rectificatif	Résiliation et annulation de vente	Succession, liquidation, partage, reddition de compte, licitation	Tierce opposition	Tutelle	Ensemble
Ensemble	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Beyla	-	-	-	-	-	-	1 574
Boffa	24	2	2	-	-	-	1 862
Dabola	18	-	-	-	2	-	2 358
Dalaba	18	-	-	-	-	-	5 872
Dinguiraye	24	-	-	-	2	-	3 858
Forécariah	62	8	8	18	14	2	1 714
Fria	4	6	-	2	-	-	2 058
Gaoual	14	-	-	-	-	-	1 818
Guéckédou	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Koubia	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kouroussa	16	6	-	-	-	-	3 372
Lélouma	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Lola	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Mali	16	-	-	-	-	-	5 218
Mandiana	32	-	-	2	-	-	1 606
Télimélé	18	-	-	-	-	-	684
Tougué	-	-	-	-	-	-	2 052
Yomou	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd

IV. Activités des juridictions spécialisées et des juridictions d'exception

IV.1. Cour constitutionnelle

Tableau 7.1 : Décisions rendues par la Cour constitutionnelle par type de demande

	2015	2016	2017	2018
Demande de contrôle de conformité à la Constitution	12	42	50	51
Affaire électorale	5	-	-	-
Prestation de serment	5	1	1	1
Avis	-	1	1	-
Exception d'inconstitutionnalité	-	-	1	2
Demande de destitution du Président de la République	-	-	-	1
Régulation institutionnelle	-	2	2	1
Tirage au sort	-	-	1	-
Demande de publication	-	-	2	-
Recours pour excès de pouvoir	-	-	1	-
Demande d'annulation de vote	-	-	1	-
Déclaration des biens	-	44	1	28
Ensemble	22	90	61	84

IV.2. Cour des comptes

Tableau 8.1 : Comptes transmis à la Cour des comptes par type de structure de 2010 à 2014

	2010	2011	2012	2013	2014
Etat	1	3	3	2	1
Préfectures	13	24	19	26	18
Communes rurales	103	89	158	82	44
EPA de l'éducation	nd	12	13	16	19
EPA de la santé	nd	11	10	13	8
Sociétés d'économie mixte et offices	1	1	1	1	4

Tableau 8.2 : Activités de contrôle des comptes publics de la Cour des comptes de 2016 à 2018

	2016	2017	2018
Comptes publics reçus	127	139	151
Missions de contrôle de gestion effectuées	4	6	8
Décisions rendues	1	2	2

Tableau 8.3 : Activités de référés, ordonnances et prestations de serments de la Cour des comptes de 2016 à 2018

	2016	2017	2018
Référé	-	-	-
Ordonnances rendues	11	21	29
Procès verbaux de prestation de serment	4	6	11

IV.3. Tribunal militaire de Conakry

Tableau 9.1 : Evolution du nombre d'affaires nouvelles du Tribunal militaire selon la nature de l'infraction

	2015	2016	2017	2018
Ensemble	3	15	6	-
Délits contre les personnes	2	1	1	-
Injures	1	-	-	-
Infractions en matière de mariage	1	-	-	-
Diffamation	-	1	-	-
Délits contre la famille et les bonnes mœurs	-	1	1	-
Stupéfiants	-	1	1	-
Délits contre les biens	1	13	4	-
Vols, extorsions, recels, escroqueries	1	5	3	-
Abus de confiance	-	6	1	-
Autres infractions contre les biens	-	2	-	-
Infractions en matière d'armes et munitions	-	-	1	-

Tableau 9.2 : Evolution du nombre de jugements rendus par le Tribunal militaire selon le type de procédure

	2015	2016	2017	2018
Ensemble	-	3	6	2
Flagrants délits	-	-	4	-
Information	-	3	2	2
Citations directes	-	-	-	-

Tableau 9.3 : Evolution du nombre de jugements rendus par le Tribunal militaire selon le type de décision

	2015	2016	2017	2018
Ensemble	-	3	6	2
Contradictoire	-	3	5	2
Défaut	-	-	1	-

Tableau 9.4 : Evolution du nombre de jugements rendus par le Tribunal militaire selon la nature de l'infraction commise

	2015	2016	2017	2018
Ensemble	-	3	6	2
Délits contre les personnes	-	-	2	2
Injures	-	-	1	1
Diffamation	-	-	1	1
Délits contre les biens	-	2	2	-
Vols, extorsions, recels, escroqueries	-	2	2	-
Infractions en matière d'armes et munitions	-	1	2	-

Tableau 9.5 : Evolution du nombre d'affaires en instruction au Tribunal militaire selon la procédure et le type d'affaires en 2018

	Procédures d'instruction des affaires											
	Criminelles			Correctionnelles			Autres			Ensemble		
	Nou- velles	Termin ées	En cours au 31/12	Nou- velles	Termin ées	En cours au 31/12	Nou- velles	Termin ées	En cours au 31/12	Nou- velles	Termin ées	En cours au 31/12
Ensemble	1	1	-	1	1	-	-	-	-	2	2	-
Délits contre les personnes	1	1	-	1	1	-	-	-	-	2	2	-
Délits contre la famille et les bonnes mœurs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Délits contre les biens	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Infractions en matière d'armes et munitions	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Tableau 9.6 : Nombre d'affaires du Tribunal militaire dont l'instruction s'est achevée en 2018 selon le type d'affaires

	Moins de 6 mois	6 mois à 1 an	1 an et plus	Ensemble
Ensemble	6	1	-	7
Délits contre les personnes	2	-	-	2
Délits contre la famille et les bonnes mœurs	1	-	-	1
Délits contre les biens	2	1	-	3
Infractions en matière d'armes et munitions	1	-	-	1

IV.4. Tribunal pour enfants

Tableau 10.1 : Evolution des activités du Tribunal des enfants relatives aux mineurs en conflit avec la loi hors référés et ordonnances

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Affaires nouvelles	92	70	75	198	148	167	227
Enfants en danger, assistance éducative	-	-	-	7	8	12	18
Délits	88	63	70	175	125	140	185
Crimes	4	7	5	23	15	14	16
Contraventions	-	-	-	-	-	1	8
Affaires réglées							
Décisions rendues							
Relaxe	1	-	9	4	10	15	12
Remise à parents/ famille	54	63	65	15	72	36	40
Placement en centre socio-éducatif	-	-	9	-	26	15	18
Emprisonnement	53	29	51	9	54	52	60
Autres	-	-	-	19	3	2	3
Procédure							
Médiation	58	59	60	32	81	61	36
Jugement	47	29	62	15	68	57	84
Non lieu	3	4	12	-	9	2	13
Décisions rédigées	-	50	92	15	121	15	91
Oppositions	-	-	-	-	-	-	-
Appels	-	-	-	1	3	2	1

Tableau 10.2 : Affaires nouvelles et décisions rendues selon la nature de l'affaire en 2018

Nature de l'affaire	Nombre d'affaires nouvelles	Nombre d'affaires réglées								Décisions rédigées	Appels	
		Procédure				Décision						
		Médiation	Jugement	Non lieu	Relaxe	Remise à parent/famille	Placement centre socio-éduc	Emprisonnement	Autres			
Enfants en danger, Assistance éducat.	18	-	15	-	-	15	-	-	-	15	1	
Enfants en conflit avec la loi	Contra-vention	8	-	-	-	-	8	-	22	-	6	-
	Délit	185	35	24	12	12	17	17	22	3	63	-
	Crimes	16	1	15	1	-	-	1	16	-	7	-
	Total	209	36	39	13	12	25	18	60	3	76	-
Ordonnances sur requête		18	-	15	-	-	15	-	-	-	15	-
Autres ordonnances		110	nd	nd	nd	12	65	27	75	2	110	-
Ensemble		355	nd	nd	nd	24	120	45	135	6	216	-

Tableau 10.3 : Affaires nouvelles et décisions rendues selon la nature de l'affaire en 2018

Nature de l'affaire	Nombre d'affaires réglées				Ensemble
	Moins de six mois	6 mois à 1 an	1 an à 2 ans	2 ans et plus	
Affaires d'enfants en danger, Assistance éducative	8	4	3	-	15
Contravention	6	-	-	-	6
Affaires d'enfants en conflit avec la loi	45	10	8	-	63
Délit	45	10	8	-	63
Crimes	3	4	-	-	7
Total	54	14	8	-	76
Ordonnances sur requête	8	4	3	-	15
Autres ordonnances	70	25	15	-	110
Ensemble	140	47	29	-	216

IV.5. Tribunal du travail

Tableau 11.1 : Evolution du nombre d'affaires nouvelles du Tribunal de travail selon leur nature

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Ensemble	186	235	223	141	161	156	157
Rupture de contrat de travail	134	170	140	121	122	140	129
Non-paiement de salaire	2	9	5	5	2	2	1
Protection sociale, sécurité sociale	2	2	4	3	1	-	3
Homologation	-	-	4	12	11	4	4
Ordonnances	36	49	58	11	16	2	13
Référés	-	-	7	7	8	3	5
Autres	12	5	5	2	1	5	2

Tableau 11.2 : Evolution du nombre de décisions rendues par le Tribunal de travail selon leur nature

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Ensemble	127	159	117	91	70	79	84
Décisions sur le fond							
<i>Conciliation</i>	95	104	80	53	61	70	63
<i>Acceptation totale</i>	-	1	-	10	3	4	14
<i>Acceptation partielle</i>	-	-	-	-	-	1	2
<i>Rejet</i>	32	54	37	28	6	4	5

Tableau 11.3 : Evolution du nombre de décisions rendues par le Tribunal de travail par type

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Ensemble	127	159	117	91	70	79	84
Contradictoire	113	148	109	70	65	57	66
Réputé contradictoire	-	1	3	13	5	21	14
Par défaut	14	10	5	8	-	1	4

Tableau 11.4 : Evolution du nombre de recours au Tribunal de travail par type

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Opposition	2	1	1	2	-	-	-
Appel	98	89	101	64	33	81	93
Ensemble	100	90	102	66	33	81	93

Tableau 11.5 : Evolution du nombre de décisions rédigées par le Tribunal de travail

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Ensemble	73	60	46	52	31	56	84

Tableau 11.6 : Evolution du nombre de décisions rendues par le Tribunal de travail selon la durée de la procédure

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Ensemble	127	159	117	91	70	79	84
Moins de six mois	90	107	80	48	29	27	38
Six mois à un an	33	48	22	34	29	29	37
Un an à deux ans	4	4	15	6	12	20	8
Deux ans à trois ans	-	-	-	3	-	3	1

Tableau 11.7 : Affaires nouvelles et décisions rendues selon la nature de l'affaire en 2018

Nature de l'affaire	Affaires nou- velles	Travail- leurs conce- nés	Décisions rendues							Juge- ments rédigés	Oppo- sitions	Appels
			Nature de la décision				Procédure					
			Conci- liation	Accep- tation	Accep- tation partielle	Rejet	Contra- dictoire	Réputé Contra- dictoire	Défaut			
Rupture contrat de travail	129	288	56	4	-	4	53	8	3	70	-	83
Non paiement de salaires	1	1	1	1	-	-	2	-	-	2	-	2
Protection sociale	3	3	-	3	-	-	2	-	1	-	-	-
Homologation	4	5	-	2	1	1	4	-	-	4	-	-
Ordonnances	13	11	3	2	-	-	2	3	-	5	-	5
Référés	5	5	2	2	1	-	2	3	-	2	-	2
Autres	2	3	1	-	-	-	1	-	-	1	-	11
Ensemble	157	316	63	14	2	5	66	14	4	84	-	93

V. Établissements pénitentiaires

V.1. Population carcérale et caractéristiques des entrées

Tableau 12.1 : Evolution du nombre de personnes détenues au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Maisons centrales							
Boké	70	99	91	83	86	147	154
Conakry	1 142	1 174	1 290	1 475	1 657	1 543	1 458
Faranah	32	36	32	47	39	63	66
Kankan	198	125	225	205	222	168	193
Kindia	103	117	69	79	72	342	354
Labé	104	114	197	104	202	221	250
Mamou	nd	nd	nd	nd	nd	187	173
N'Zérékoré	185	250	200	259	268	351	323
Prisons civiles							
Beyla	nd	nd	nd	14	26	12	25
Boffa	nd	nd	nd	nd	nd	nd	24
Coyah	23	36	25	20	171	161	154
Dabola	45	45	41	51	67	36	30
Dalaba	14	35	40	48	61	113	45
Dingiraye	7	2	6	18	16	6	8
Dubréka	nd	nd	nd	58	104	94	113
Forécariah	22	19	25	44	39	49	42
Fria	nd	30	16	26	29	25	17
Gaoual	40	nd	35	46	41	21	15
Guéckédou	nd	47	62	47	44	22	52
Kérouané	nd	nd	nd	17	23	13	39
Kissidougou	nd	nd	nd	nd	58	79	86
Koubia	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Koundara	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kouroussa	12	7	3	19	13	15	33
Lélouma	8	12	2	7	6	12	14
Lola	nd	nd	nd	27	16	39	20
Macenta	35	18	19	11	8	52	51
Mali	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Mandiana	nd	nd	nd	nd	nd	37	30
Pita	nd	nd	nd	-	-	85	76
Siguiriri	375	267	262	250	272	275	295
Télimélé	85	28	48	21	37	30	34
Tougué	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Yomou	70	99	91	83	80	35	62

Tableau 12.2 : Evolution du nombre d'incarcérations au cours de l'année par établissement pénitentiaire

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Maisons centrales							
Boké	281	275	373	367	293	335	270
Conakry	2 725	2 612	2 490	2 788	2 452	2 473	2 140
Faranah	354	331	368	451	425	643	1400
Kankan	258	194	305	366	338	404	306
Kindia	302	309	309	392	410	504	417
Labé	317	348	432	429	420	319	380
Mamou	nd	nd	220	295	304	243	300
N'Zérékoré	585	388	514	465	523	668	368
Prisons civiles							
Beyla	327	79	211	351	129	106	152
Boffa	nd	nd	nd	nd	nd	nd	40
Coyah	310	264	229	223	349	430	326
Dabola	156	90	115	93	130	84	105
Dalaba	23	29	31	21	62	111	111
Dinguiraye	34	21	45	49	68	63	56
Dubréka	nd	249	409	394	493	340	346
Forécariah	110	127	120	226	119	209	159
Fria	nd	43	147	121	114	80	84
Gaoual	60	7	56	83	47	23	26
Guéckédou	nd	143	130	117	144	159	170
Kérouané	nd	nd	nd	25	38	16	70
Kissidougou	nd	nd	nd	nd	191	181	148
Koubia	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Koundara	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kouroussa	38	42	24	56	45	50	88
Lélouma	78	83	101	79	86	102	118
Lola	nd	nd	nd	101	77	153	86
Macenta	44	29	21	17	13	74	76
Mali	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Mandiana	nd	nd	nd	nd	nd	19	30
Pita	nd	nd	nd	5	76	151	193
Siguiri	475	310	403	718	740	756	757
Télimélé	nd	nd	73	65	70	66	63
Tougué	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Yomou	nd	nd	nd	nd	nd	87	141

Tableau 12.3 : Nombre de détenus selon le sexe par établissement pénitentiaire au 31 décembre 2018

	Femmes	Hommes	Ensemble
Maisons centrales			
Boké	3	151	154
Conakry	95	1 363	1 458
Faranah	1	65	66
Kankan	16	177	193
Kindia	47	307	354
Labé	10	240	250
Mamou	4	169	173
N'Zérékoré	36	287	323
Prisons civiles			
Beyla	6	19	25
Boffa	nd	nd	nd
Coyah	11	143	154
Dabola	3	27	30
Dalaba	-	45	45
Dinguiraye	-	8	8
Dubréka	12	101	113
Forécariah	1	41	42
Fria	-	17	17
Gaoual	1	14	15
Guéckédou	nd	nd	nd
Kérouané	1	38	39
Kissidougou	5	81	86
Koubia	nd	nd	nd
Koundara	nd	nd	nd
Kouroussa	2	31	33
Lélouma	-	14	14
Lola	1	19	20
Macenta	7	44	51
Mali	nd	nd	nd
Mandiana	3	27	30
Pita	-	76	76
Siguiri	nd	nd	nd
Télimélé	-	34	34
Tougué	nd	nd	nd
Yomou	4	58	62

Tableau 12.4 : Nombre de détenus selon la nationalité par établissement pénitentiaire au 31 décembre 2018

	Guinéens	Etrangers	Ensemble
Maisons centrales			
Boké	152	2	154
Conakry	1 393	65	1 458
Faranah	66	-	66
Kankan	190	3	193
Kindia	334	20	354
Labé	248	2	250
Mamou	173	-	173
N'Zérékoré	323	-	323
Prisons civiles			
Beyla	25	-	25
Boffa	nd	nd	nd
Coyah	153	1	154
Dabola	30	-	30
Dalaba	45	-	45
Dinguiraye	8	-	8
Dubréka	113	-	113
Forécariah	42	-	42
Fria	17	-	17
Gaoual	15	-	15
Guéckédou	nd	nd	nd
Kérouané	39	-	39
Kissidougou	85	1	86
Koubia	nd	nd	nd
Koundara	nd	nd	nd
Kouroussa	33	-	33
Lélouma	14	-	14
Lola	20	-	20
Macenta	51	-	51
Mali	nd	nd	nd
Mandiana	30	-	30
Pita	76	-	76
Siguiri	nd	nd	nd
Télimélé	34	-	34
Tougué	nd	nd	nd
Yomou	62	-	62

Tableau 12.5 : Nombre de détenus selon l'âge par établissement pénitentiaire au 31 décembre 2018

	Moins de 18 ans	18 à 21 ans	21 à 25 ans	25 à 30 ans	30 à 40 ans	40 à 60 ans	60 ans et plus	Ensemble
Maisons centrales								
Boké	16	35	26	34	36	7	-	154
Conakry	301	222	229	190	272	193	51	1 458
Faranah	6	5	8	10	15	10	12	66
Kankan	-	39	40	72	42	-	-	193
Kindia	20	20	60	53	87	114	-	354
Labé	15	48	35	48	64	31	9	250
Mamou	24	90	6	22	13	10	8	173
N'Zérékoré	34	30	43	52	84	59	21	323
Prisons civiles								
Beyla	1	1	4	6	3	8	2	25
Boffa	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Coyah	33	63	58	-	-	-	-	154
Dabola	5	7	7	3	4	4	-	30
Dalaba	4	4	5	22	3	7	-	45
Dinguiraye	-	-	2	4	2	-	-	8
Dubréka	6	8	11	23	31	31	3	113
Forécariah	1	6	10	6	9	9	1	42
Fria	-	3	6	5	3	-	-	17
Gaoual	-	1	1	6	5	2	-	15
Guéckédou	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kérouané	-	6	2	4	12	13	2	39
Kissidougou	-	8	5	19	47	7	-	86
Koubia	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Koundara	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kouroussa	5	9	10	3	4	2	-	33
Lélouma	3	6	3	2	-	-	-	14
Lola	-	-	3	2	7	6	2	20
Macenta	-	3	3	14	21	10	-	51
Mali	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Mandiana	7	5	4	7	4	2	1	30
Pita	-	4	21	16	20	13	2	76
Siguiri	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Télimélé	2	6	6	11	4	5	-	34
Tougué	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Yomou	2	15	9	13	6	13	4	62

Tableau 12.6 : Nombre de détenus selon la nature de l'infraction par établissement pénitentiaire au 31 décembre 2018

	Contre la paix et la chose publique	Contre les personnes	Contre la famille et les bonnes mœurs	Contre les biens	En matière d'armes et munitions	Ensemble
Maisons centrales						
Boké	3	51	2	95	3	154
Conakry	302	544	133	460	19	1 458
Faranah	5	35	4	22	-	66
Kankan	-	61	-	132	-	193
Kindia	-	160	80	114	-	354
Labé	11	102	16	121	-	250
Mamou	24	68	20	61	-	173
N'Zérékoré	23	138	9	134	19	323
Prisons civiles						
Beyla	1	11	3	10	-	25
Boffa	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Coyah	56	98	-	-	-	153
Dabola	-	18	4	8	-	30
Dalaba	-	24	2	19	-	45
Dingiraye	-	2	-	6	-	8
Dubréka	3	40	16	52	2	113
Forécariah	1	12	14	15	-	42
Fria	-	3	3	10	1	17
Gaoual	1	3	6	5	-	15
Guéckédou	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kérouané	-	8	-	31	-	39
Kissidougou	6	35	4	41	-	86
Koubia	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Koundara	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kouroussa	-	24	1	8	-	33
Lélouma	-	12	-	2	-	14
Lola	-	5	-	15	-	20
Macenta	-	17	-	34	-	51
Mali	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Mandiana	-	13	2	15	-	30
Pita	-	35	8	33	-	76
Siguiri	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Télimélé	-	26	-	8	-	34
Tougué	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Yomou	3	21	11	26	1	62

V.2. Caractéristiques des prévenus

Tableau 12.7 : Evolution du nombre de prévenus par établissement pénitentiaire au 31 décembre

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Maisons centrales							
Boké	45	63	45	33	45	95	98
Conakry	773	813	850	1 134	855	835	769
Faranah	17	30	22	37	21	51	55
Kankan	nd	nd	nd	nd	111	122	96
Kindia	8	25	29	43	33	127	167
Labé	nd	nd	nd	nd	135	117	186
Mamou	nd	nd	nd	nd	nd	nd	118
N'Zérékoré	nd	nd	nd	nd	nd	nd	185
Prisons civiles							
Beyla	nd	nd	nd	nd	11	6	12
Boffa	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Coyah	13	30	20	20	139	109	148
Dabola	-	45	-	-	46	33	23
Dalaba	8	15	25	33	50	110	42
Dingiraye	nd	1	3	12	11	4	6
Dubréka	nd	nd	nd	22	65	41	57
Forécariah	16	14	21	35	28	42	19
Fria	nd	26	11	24	19	11	15
Gaoual	17	nd	20	20	21	12	9
Guéckédou	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kérouané	nd	nd	nd	9	14	10	19
Kissidougou	nd	nd	nd	nd	nd	30	46
Koubia	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Koundara	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kouroussa	nd	nd	nd	nd	9	5	24
Lélouma	7	10	1	6	4	9	10
Lola	nd	nd	nd	nd	nd	35	15
Macenta	nd	nd	nd	nd	nd	46	14
Mali	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Mandiana	nd	nd	nd	nd	nd	3	26
Pita	nd	nd	nd	nd	-	54	43
Siguiriri	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Télimélé	nd	nd	23	6	11	17	18
Tougué	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Yomou	nd	nd	nd	nd	nd	14	58

Tableau 12.8 : Evolution du nombre de prévenus mineurs détenus par établissement pénitentiaire au 31 décembre

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Maisons centrales							
Boké	4	3	4	-	5	8	13
Conakry	94	127	147	175	26	119	126
Faranah	1	1	1	1	6	4	6
Kankan	nd	nd	nd	nd	-	-	-
Kindia	-	2	1	7	2	25	20
Labé	nd	nd	nd	nd	11	5	9
Mamou	nd	nd	nd	nd	nd	nd	10
N'Zérékoré	nd	nd	nd	nd	nd	nd	23
Prisons civiles							
Beyla	nd	nd	nd	nd	1	-	-
Boffa	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Coyah	-	3	-	20	-	4	27
Dabola	-	14	-	-	4	-	5
Dalaba	-	-	-	10	4	30	4
Dinguiraye	nd	-	-	-	3	-	-
Dubréka	nd	nd	nd	-	2	-	3
Forécariah	3	1	4	2	1	4	1
Fria	nd	-	-	4	3	2	-
Gaoual	-	nd	-	-	2	-	-
Guéckédou	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kérouané	nd	nd	nd	1	-	-	-
Kissidougou	nd	nd	nd	nd	nd	-	-
Koubia	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Koundara	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kouroussa	nd	nd	nd	nd	3	-	4
Lélouma	3	-	-	-	-	-	4
Lola	nd	nd	nd	nd	nd	-	-
Macenta	nd	nd	nd	nd	nd	3	-
Mali	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Mandiana	nd	nd	nd	nd	nd	-	7
Pita	nd	nd	nd	nd	-	-	-
Siguiri	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Télimélé	nd	nd	7	1	2	-	2
Tougué	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Yomou	nd	nd	nd	nd	nd	1	1

Tableau 12.9 : Evolution du nombre de prévenus de nationalité étrangère par établissement pénitentiaire au 31 décembre

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Maisons centrales							
Boké	-	-	-	-	1	-	1
Conakry	11	21	16	5	16	26	96
Faranah	-	-	-	-	-	-	-
Kankan	nd	nd	nd	nd	-	-	-
Kindia	-	-	-	-	-	-	3
Labé	nd	nd	nd	nd	-	-	4
Mamou	nd	nd	nd	nd	nd	nd	-
N'Zérékoré	nd	nd	nd	nd	nd	nd	-
Prisons civiles							
Beyla	nd	nd	nd	nd	-	-	1
Boffa	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Coyah	-	-	-	-	2	-	1
Dabola	-	-	-	-	-	-	-
Dalaba	-	-	-	-	-	-	-
Dingiraye	nd	-	-	-	-	-	-
Dubréka	nd	nd	nd	-	-	-	-
Forécariah	-	-	-	-	-	-	1
Fria	nd	-	9	-	-	-	-
Gaoual	-	nd	-	-	-	-	2
Guéckédou	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kérouané	nd	nd	nd	-	-	-	-
Kissidougou	nd	nd	nd	nd	nd	-	1
Koubia	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Koundara	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kouroussa	nd	nd	nd	nd	-	-	-
Lélouma	-	-	-	-	-	-	-
Lola	nd	nd	nd	nd	nd	-	-
Macenta	nd	nd	nd	nd	nd	1	-
Mali	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Mandiana	nd	nd	nd	nd	nd	-	-
Pita	nd	nd	nd	nd	-	-	-
Siguiri	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Télimélé	nd	nd	-	-	-	-	-
Tougué	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Yomou	nd	nd	nd	nd	nd	-	-

Tableau 12.10 : Evolution du nombre de prévenus pour crimes et délits contre les personnes par établissement pénitentiaire au 31 décembre

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Maisons centrales							
Boké	13	9	10	15	16	32	40
Conakry	303	293	288	509	293	331	289
Faranah	8	5	6	18	17	12	32
Kankan	nd	nd	nd	nd	46	46	45
Kindia	3	16	17	22	15	70	80
Labé	nd	nd	nd	nd	44	57	84
Mamou	nd	nd	nd	nd	nd	nd	45
N'Zérékoré	nd	nd	nd	nd	nd	nd	78
Prisons civiles							
Beyla	nd	nd	nd	nd	6	3	6
Boffa	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Coyah	11	17	-	12	-	-	92
Dabola	-	27	-	nd	32	21	14
Dalaba	4	14	11	7	45	86	23
Dingiraye	nd	1	2	12	5	1	2
Dubréka	nd	nd	-	3	10	14	23
Forécariah	4	2	-	14	9	9	7
Fria	nd	9	4	15	6	3	3
Gaoual	nd	nd	7	8	8	6	3
Guéckédou	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kérouané	nd	nd	nd	2	5	2	6
Kissidougou	nd	nd	nd	nd	nd	nd	17
Koubia	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Koundara	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kouroussa	nd	nd	nd	nd	4	2	18
Lélouma	2	-	-	2	-	-	10
Lola	nd	nd	nd	nd	nd	13	3
Macenta	nd	nd	nd	nd	nd	6	4
Mali	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Mandiana	nd	nd	nd	nd	nd	2	10
Pita	nd	nd	nd	nd	-	28	22
Siguiri	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Télimélé	nd	nd	16	4	11	13	18
Tougué	nd	nd	nd	nd	nd	nd	Nd
Yomou	nd	nd	nd	nd	nd	5	21

Tableau 12.11 : Evolution du nombre de prévenus pour crimes et délits contre les biens par établissement pénitentiaire au 31 décembre

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Maisons centrales							
Boké	29	49	32	15	26	56	52
Conakry	214	263	299	302	358	240	223
Faranah	6	21	10	16	3	25	17
Kankan	nd	nd	nd	nd	62	76	51
Kindia	6	7	11	19	9	44	47
Labé	nd	nd	nd	nd	79	51	86
Mamou	nd	nd	nd	nd	nd	nd	50
N'Zérékoré	nd	nd	nd	nd	nd	nd	71
Prisons civiles							
Beyla	nd	nd	nd	nd	5	4	4
Boffa	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Coyah	2	10	20	2	13	109	-
Dabola	-	-	-	-	14	13	5
Dalaba	2	1	13	25	8	18	17
Dingiraye	nd	1	1	-	6	2	4
Dubréka	nd	nd	-	12	43	19	20
Forécariah	5	7	3	11	17	21	9
Fria	nd	16	4	7	10	6	8
Gaoual	nd	nd	1	11	13	4	2
Guéckédou	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kérouané	nd	nd	nd	7	9	7	13
Kissidougou	nd	nd	nd	nd	nd	17	28
Koubia	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Koundara	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kouroussa	nd	nd	nd	nd	4	2	5
Lélouma	1	4	1	1	2	-	-
Lola	nd	nd	nd	nd	nd	22	12
Macenta	nd	nd	nd	nd	nd	39	10
Mali	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Mandiana	nd	nd	nd	nd	nd	1	15
Pita	nd	nd	nd	nd	-	18	17
Siguiré	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Télimélé	nd	nd	6	-	-	3	-
Tougué	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Yomou	nd	nd	nd	nd	nd	9	22

Tableau 12.12 : Evolution du nombre de prévenus pour crimes et délits contre la paix et la chose publique par établissement pénitentiaire au 31 décembre

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Maisons centrales							
Boké	2	2	2	3	3	-	3
Conakry	187	128	131	193	127	173	158
Faranah	3	2	4	1	-	12	4
Kankan	nd	nd	nd	nd	-	-	-
Kindia	-	-	-	-	1	-	-
Labé	nd	nd	nd	nd	8	5	3
Mamou	nd	nd	nd	nd	nd	nd	12
N'Zérékoré	nd	nd	nd	nd	nd	nd	19
Prisons civiles							
Beyla	nd	nd	nd	nd	-	-	1
Boffa	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Coyah	-	-	-	-	-	-	56
Dabola	-	-	nd	nd	-	-	-
Dalaba	1	-	-	-	-	-	-
Dinguiraye	nd	nd	nd	-	-	1	-
Dubréka	nd	nd	-	-	2	2	2
Forécariah	-	-	-	-	1	-	1
Fria	nd	-	-	-	-	2	-
Gaoual	nd	nd	1	-	-	-	1
Guéckédou	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kérouané	nd	nd	nd	-	-	1	-
Kissidougou	nd	nd	nd	nd	nd	-	1
Koubia	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Koundara	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kouroussa	nd	nd	nd	nd	-	-	-
Lélouma	-	5	-	-	-	-	-
Lola	nd	nd	nd	nd	nd	-	-
Macenta	nd	nd	nd	nd	nd	1	-
Mali	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Mandiana	nd	nd	nd	nd	nd	-	-
Pita	nd	nd	nd	nd	-	-	-
Siguiri	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Télimélé	nd	nd	-	1	1	2	-
Tougué	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Yomou	nd	nd	nd	nd	nd	-	3

Tableau 12.13 : Evolution du nombre de prévenus pour crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs par établissement pénitentiaire au 31 décembre

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Maisons centrales							
Boké	1	1	1	-	-	5	-
Conakry	55	102	91	100	58	90	82
Faranah	1	1	1	3	-	2	2
Kankan	nd	nd	nd	nd	3	-	-
Kindia	-	2	1	2	5	13	40
Labé	nd	nd	nd	nd	4	3	13
Mamou	nd	nd	nd	nd	nd	nd	12
N'Zérékoré	nd	nd	nd	nd	nd	nd	6
Prisons civiles							
Beyla	nd	nd	nd	nd	-	-	1
Boffa	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Coyah	-	3	-	6	127	-	-
Dabola	-	18	nd	nd	-	-	4
Dalaba	1	-	1	1	-	6	2
Dingiraye	nd	-	-	-	-	-	-
Dubréka	nd	nd	-	7	10	5	12
Forécariah	6	5	1	10	1	12	2
Fria	nd	2	4	2	3	-	3
Gaoual	nd	nd	1	1	-	2	3
Guéckédou	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kérouané	nd	nd	nd	-	-	-	-
Kissidougou	nd	nd	nd	nd	nd	-	-
Koubia	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Koundara	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kouroussa	nd	nd	nd	nd	1	-	1
Lélouma	4	1	-	3	2	9	-
Lola	nd	nd	nd	nd	nd	-	-
Macenta	nd	nd	nd	nd	nd	-	-
Mali	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Mandiana	nd	nd	nd	nd	nd	-	1
Pita	nd	nd	nd	nd	-	8	4
Siguiré	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Télimélé	nd	nd	-	2	-	-	-
Tougué	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Yomou	nd	nd	nd	nd	nd	-	11

Tableau 12.14 : Nombre de prévenus selon le sexe par établissement pénitentiaire au 31 décembre 2018

	Femmes	Hommes	Ensemble
Maisons centrales			
Boké	2	96	98
Conakry	71	698	769
Faranah	1	54	55
Kankan	16	80	96
Kindia	34	133	167
Labé	7	179	186
Mamou	4	114	118
N'Zérékoré	23	162	185
Prisons civiles			
Beyla	3	9	12
Boffa	nd	nd	nd
Coyah	8	140	148
Dabola	3	20	23
Dalaba	-	42	42
Dinguiraye	-	6	6
Dubréka	6	51	57
Forécariah	1	18	19
Fria	-	15	15
Gaoual	1	8	9
Guéckédou	nd	nd	nd
Kérouané	-	19	19
Kissidougou	4	42	46
Koubia	nd	nd	nd
Koundara	nd	nd	nd
Kouroussa	2	22	24
Lélouma	-	10	10
Lola	1	14	15
Macenta	4	10	14
Mali	nd	nd	nd
Mandiana	3	23	26
Pita	-	43	43
Siguiri	nd	nd	nd
Télimélé	-	18	18
Tougué	nd	nd	nd
Yomou	4	54	58

Tableau 12.15 : Nombre de prévenus selon la nationalité par établissement pénitentiaire au 31 décembre 2018

	Guinéens	Etrangers	Ensemble
Maisons centrales			
Boké	96	2	98
Conakry	713	56	769
Faranah	55	-	55
Kankan	93	3	96
Kindia	147	20	167
Labé	184	2	186
Mamou	118	-	118
N'Zérékoré	185	-	185
Prisons civiles			
Beyla	12	-	12
Boffa	nd	nd	nd
Coyah	147	1	148
Dabola	23	-	23
Dalaba	42	-	42
Dinguiraye	6	-	6
Dubréka	57	-	57
Forécariah	19	-	19
Fria	15	-	15
Gaoual	9	-	9
Guéckédou	nd	nd	nd
Kérouané	19	-	19
Kissidougou	45	1	46
Koubia	nd	nd	nd
Koundara	nd	nd	nd
Kouroussa	24	-	24
Lélouma	10	-	10
Lola	15	-	15
Macenta	14	-	14
Mali	nd	nd	nd
Mandiana	26	-	26
Pita	43	-	43
Siguiri	nd	nd	nd
Télimélé	18	-	18
Tougué	nd	nd	nd
Yomou	58	-	58

Tableau 12.16 : Nombre de prévenus selon l'âge par établissement pénitentiaire au 31 décembre 2018

	Moins de 18 ans	18 à 21 ans	21 à 25 ans	25 à 30 ans	30 à 40 ans	40 à 60 ans	60 ans et plus	Ensemble
Maisons centrales								
Boké	13	21	16	21	22	5	-	98
Conakry	127	92	106	129	162	124	29	769
Faranah	5	4	5	8	13	9	11	55
Kankan	-	-	29	43	24	-	-	96
Kindia	20	7	27	20	33	60	-	167
Labé	9	39	25	35	49	24	5	186
Mamou	10	88	6	11	2	1	-	118
N'Zérékoré	23	17	25	29	44	32	15	185
Prisons civiles								
Beyla	1	1	2	2	2	2	2	12
Boffa	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Coyah	27	63	58	-	-	-	-	148
Dabola	5	7	4	1	3	3	-	23
Dalaba	4	2	5	21	3	7	-	42
Dinguiraye	-	-	1	3	2	-	-	6
Dubréka	3	3	2	12	16	19	2	57
Forécariah	1	4	5	2	4	2	1	19
Fria	-	3	6	5	1	-	-	15
Gaoual	-	1	-	4	2	2	-	9
Guéckédou	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kérouané	-	2	1	3	5	7	1	19
Kissidougou	-	7	5	11	23	-	-	46
Koubia	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Koundara	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kouroussa	4	6	9	3	2	-	-	24
Lélouma	3	4	1	2	-	-	-	10
Lola	-	-	2	1	7	4	1	15
Macenta	-	-	-	4	7	3	-	14
Mali	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Mandiana	7	4	2	7	3	2	1	26
Pita	-	4	10	7	12	9	1	43
Siguiri	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Télimélé	2	4	4	7	1	-	-	18
Tougué	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Yomou	2	12	9	13	5	13	4	58

Tableau 12.17 : Nombre de prévenus selon la nature de l'infraction par établissement pénitentiaire au 31 décembre 2018

	Contre la paix et la chose publique	Contre les personnes	Contre la famille et les bonnes mœurs	Contre les biens	En matière d'armes et munitions	Ensemble
Maisons centrales						
Boké	3	40	-	52	3	98
Conakry	158	289	82	223	17	769
Faranah	4	32	2	17	-	55
Kankan	-	45	-	51	-	96
Kindia	-	80	40	47	-	167
Labé	3	84	13	86	-	186
Mamou	12	45	11	50	-	118
N'Zérékoré	19	78	6	71	11	185
Prisons civiles						
Beyla	1	6	1	4	-	12
Boffa	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Coyah	56	92	-	-	-	148
Dabola	-	14	4	5	-	23
Dalaba	-	23	2	17	-	42
Dinguiraye	-	2	-	4	-	6
Dubréka	2	22	12	20	1	57
Forécariah	1	7	2	9	-	19
Fria	-	3	3	8	1	15
Gaoual	1	3	3	2	-	9
Guéckédou	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kérouané	-	6	-	13	-	19
Kissidougou	1	17	-	28	-	46
Koubia	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Koundara	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kouroussa	-	18	1	5	-	24
Lélouma	-	10	-	-	-	10
Lola	-	3	-	12	-	15
Macenta	-	4	-	10	-	14
Mali	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Mandiana	-	10	1	15	-	26
Pita	-	22	4	17	-	43
Siguiri	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Télimélé	-	18	-	-	-	18
Tougué	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Yomou	3	21	11	22	1	58

Tableau 12.18 : Nombre de prévenus selon l'infraction contre la paix et la chose publique par établissement pénitentiaire au 31 décembre 2018

	Association de malfaiteurs	Corruption	Détourne- ment de deniers publics	Evasion	Faux et usage de faux	Autres infractions	Ensemble
Maisons centrales							
Boké	3	-	-	-	-	-	3
Conakry	59	-	25	1	42	31	158
Faranah	-	-	-	-	1	3	4
Kankan	-	-	-	-	-	-	-
Kindia	-	-	-	-	-	-	-
Labé	-	-	-	-	1	2	3
Mamou	-	5	-	-	-	7	12
N'Zérékoré	1	-	-	-	3	15	19
Prisons civiles							
Beyla	-	-	-	1	-	-	1
Boffa	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Coyah	40	-	-	-	16	-	56
Dabola	-	-	-	-	-	-	-
Dalaba	-	-	-	-	-	-	-
Dinguiraye	-	-	-	-	-	-	-
Dubréka	2	-	-	-	-	-	2
Forécariah	-	-	-	-	-	1	1
Fria	-	-	-	-	-	-	-
Gaoual	-	1	-	-	-	-	1
Guéckédou	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kérouané	-	-	-	-	-	-	-
Kissidougou	-	-	1	-	-	-	1
Koubia	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Koundara	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kouroussa	-	-	-	-	-	-	-
Lélouma	-	-	-	-	-	-	-
Lola	-	-	-	-	-	-	-
Macenta	-	-	-	-	-	-	-
Mali	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Mandiana	-	-	-	-	-	-	-
Pita	-	-	-	-	-	-	-
Siguiriri	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Télimélé	-	-	-	-	-	-	-
Tougué	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Yomou	-	-	-	-	-	3	3

Tableau 12.19 : Nombre de prévenus selon l'infraction contre les personnes par établissement pénitentiaire au 31 décembre 2018

	Assassinats	Coups et blessures volontaires	Homicides et blessures involontaires	Homicides volontaires, empoisonnements	Viols	Violences et voies de fait	Vols aggravés	Autres infractions	Ensemble
Maisons centrales									
Boké	1	8	-	5	10	-	3	13	40
Conakry	7	41	49	28	17	42	41	64	289
Faranah	15	7	-	3	1	-	4	2	32
Kankan	-	32	-	13	-	-	-	-	45
Kindia	7	-	20	-	-	-	-	53	80
Labé	-	27	1	2	16	5	11	22	84
Mamou	7	9	5	-	5	6	4	9	45
N'Zérékoré	10	29	1	6	2	-	2	28	78
Prisons civiles									
Beyla	2	1	-	1	1	-	-	1	6
Boffa	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Coyah	5	24	7	9	33	-	7	7	92
Dabola	-	3	1	4	-	-	6	-	14
Dalaba	-	6	-	1	10	-	4	2	23
Dinguiraye	-	-	-	-	2	-	-	-	2
Dubréka	2	7	5	-	1	1	1	5	22
Forécariah	-	2	-	1	-	-	-	4	7
Fria	-	3	-	-	-	-	-	-	3
Gaoual	-	-	1	-	2	-	-	-	3
Guéckédou	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kérouané	-	4	-	-	2	-	-	-	6
Kissidougou	3	7	1	-	3	1	3	-	17
Koubia	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Koundara	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kouroussa	1	9	4	-	-	2	1	1	18
Lélouma	-	3	-	-	3	-	1	3	10
Lola	-	1	-	1	-	-	-	1	3
Macenta	-	-	-	-	-	-	-	4	4
Mali	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Mandiana	-	5	-	3	1	-	1	-	10
Pita	-	3	4	-	5	3	4	3	22
Siguiri	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Télimélé	3	5	-	1	1	1	-	7	18
Tougué	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Yomou	-	8	1	5	3	-	-	4	21

Tableau 12.20 : Nombre de prévenus selon l'infraction contre la famille et les bonnes mœurs par établissement pénitentiaire au 31 décembre 2018

	Attentat aux mœurs	Enlèvement d'enfant	Mutilations génitales féminines	Stupéfiants	Trafic d'enfant	Autres infractions	Ensemble
Maisons centrales							
Boké	-	-	-	-	-	-	-
Conakry	18	6	-	36	22	-	82
Faranah	-	-	-	1	-	1	2
Kankan	-	-	-	-	-	-	-
Kindia	-	-	-	30	10	-	40
Labé	1	3	-	9	-	-	13
Mamou	-	3	4	-	-	4	11
N'Zérékoré	-	1	-	3	-	2	6
Prisons civiles							
Beyla	-	-	-	-	-	-	-
Boffa	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Coyah	-	-	-	-	-	-	-
Dabola	1	2	-	-	-	1	4
Dalaba	-	-	-	2	-	-	2
Dingiraye	-	-	-	-	-	-	-
Dubréka	-	1	-	10	-	1	12
Forécariah	-	-	-	1	-	1	2
Fria	-	-	-	3	-	-	3
Gaoual	-	-	-	2	-	-	2
Guéckédou	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kérouané	-	-	-	-	-	-	-
Kissidougou	-	-	-	-	-	-	-
Koubia	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Koundara	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kouroussa	-	1	-	-	-	-	1
Lélouma	-	-	-	-	-	-	-
Lola	-	-	-	-	-	-	-
Macenta	-	48	61	-	-	78	187
Mali	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Mandiana	-	-	-	1	-	-	1
Pita	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Siguiri	-	-	-	-	-	-	-
Télimélé	-	-	-	-	-	-	-
Tougué	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Yomou	-	3	-	5	-	3	11

Tableau 12.21 : Nombre de prévenus selon l'infraction contre les biens par établissement pénitentiaire au 31 décembre 2018

	Abus de confiance	Destructions, dégradations, dommages	Infractions en matière de chèques	Vols, extorsions, recels, escroqueries	Autres infractions	Ensemble
Maisons centrales						
Boké	2	6	-	44	-	52
Conakry	68	39	3	90	23	223
Faranah	4	5	-	8	-	17
Kankan	16	-	-	35	-	51
Kindia	13	20	-	7	-	40
Labé	9	3	-	74	-	86
Mamou	15	11	-	12	12	50
N'Zérékoré	21	5	-	42	3	71
Prisons civiles						
Beyla	1	1	-	2	-	4
Boffa	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Coyah	-	-	-	-	-	-
Dabola	3	-	-	2	-	5
Dalaba	2	-	-	15	-	17
Dinguiraye	-	-	-	4	-	4
Dubréka	-	3	-	16	1	20
Forécariah	2	-	-	5	2	9
Fria	-	3	-	5	-	8
Gaoual	-	-	-	2	-	2
Guéckédou	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kérouané	1	5	-	7	-	13
Kissidougou	4	4	-	19	-	27
Koubia	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Koundara	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kouroussa	4	-	-	1	-	5
Lélouma	-	-	-	-	-	-
Lola	-	1	-	9	2	12
Macenta	-	-	-	10	-	10
Mali	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Mandiana	2	4	-	9	-	15
Pita	4	3	-	7	3	17
Siguiriri	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Télimélé	-	-	-	-	-	-
Tougué	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Yomou	1	4	-	14	3	22

Tableau 12.22 : Evolution du nombre d'inculpés détenus par établissement pénitentiaire au 31 décembre

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Maisons centrales							
Boké	42	34	50	62	13	51	61
Conakry	650	538	489	378	410	352	272
Faranah	34	4	6	3	2	77	169
Kankan	nd	nd	nd	nd	143	131	37
Kindia	nd	nd	nd	nd	nd	157	116
Labé	nd	nd	nd	nd	nd	62	71
Mamou	nd	nd	nd	nd	nd	nd	288
N'Zérékoré	nd	nd	nd	nd	26	30	62
Prisons civiles							
Beyla	nd	nd	nd	nd	139	103	114
Boffa	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Coyah	103	125	134	98	161	205	172
Dabola	109	53	29	28	5	12	nd
Dalaba	4	14	5	7	8	13	10
Dinguiraye	nd	12	23	16	20	nd	nd
Dubréka	nd	nd	nd	220	404	184	87
Forécariah	nd	40	24	50	36	43	15
Fria	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Gaoual	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Guéckédou	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kérouané	nd	nd	nd	22	38	16	27
Kissidougou	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Koubia	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Koundara	nd	nd	nd	nd	424	299	242
Kouroussa	nd	nd	nd	nd	6	8	nd
Lélouma	8	14	14	21	12	18	9
Lola	nd	nd	nd	nd	nd	152	71
Macenta	nd	nd	nd	nd	nd	nd	0
Mali	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Mandiana	nd	nd	nd	nd	nd	68	22
Pita	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Siguiri	42	34	50	62	13	51	61
Télimélé	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Tougué	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Yomou	nd	nd	nd	nd	nd	30	48

V.3. Caractéristiques des condamnés

Tableau 12.23 : Evolution du nombre de condamnés détenus par établissement pénitentiaire au 31 décembre

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Maisons centrales							
Boké	25	36	46	50	41	52	56
Conakry	369	361	440	341	802	708	689
Faranah	15	6	10	10	18	12	11
Kankan	nd	nd	nd	nd	111	46	97
Kindia	95	92	40	36	39	215	187
Labé	nd	nd	nd	nd	67	104	64
Mamou	nd	nd	nd	nd	nd	nd	55
N'Zérékoré	nd	nd	nd	nd	nd	nd	138
Prisons civiles							
Beyla	nd	nd	nd	nd	15	6	13
Boffa	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Coyah	10	6	5	nd	32	52	6
Dabola	nd	nd	nd	nd	21	3	7
Dalaba	6	20	15	15	11	3	3
Dinguiraye	nd	1	3	6	5	2	2
Dubréka	nd	nd	nd	36	39	53	56
Forécariah	6	5	4	9	11	7	23
Fria	nd	4	5	2	10	14	2
Gaoual	23	nd	15	26	20	9	6
Guéckédou	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kérouané	nd	nd	nd	8	9	3	20
Kissidougou	nd	nd	nd	nd	nd	49	40
Koubia	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Koundara	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kouroussa	nd	nd	nd	nd	4	10	9
Lélouma	1	2	1	1	2	3	4
Lola	nd	nd	nd	nd	nd	4	5
Macenta	nd	nd	nd	nd	nd	6	37
Mali	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Mandiana	nd	nd	nd	nd	nd	34	4
Pita	nd	nd	nd	nd	-	31	33
Siguiri	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Télimélé	nd	nd	25	15	26	13	16
Tougué	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Yomou	nd	nd	nd	nd	nd	2	4

Tableau 12.24 : Evolution du nombre de condamnés mineurs détenus par établissement pénitentiaire au 31 décembre

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Maisons centrales							
Boké	1	5	2	1	2	2	3
Conakry	41	97	92	100	26	140	174
Faranah	1	-	3	1	2	3	1
Kankan	nd	nd	nd	nd	-	-	-
Kindia	-	-	-	-	-	-	-
Labé	nd	nd	nd	nd	2	6	6
Mamou	nd	nd	nd	nd	nd	nd	14
N'Zérékoré	nd	nd	nd	nd	nd	nd	11
Prisons civiles							
Beyla	nd	nd	nd	nd	-	-	-
Boffa	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Coyah	-	-	-	-	25	52	5
Dabola	nd	-	nd	nd	-	-	-
Dalaba	-	-	-	-	-	-	-
Dinguiraye	nd	-	-	1	-	-	-
Dubréka	nd	nd	nd	3	1	3	3
Forécariah	-	-	-	-	-	-	-
Fria	nd	-	-	-	-	nd	-
Gaoual	-	nd	-	-	-	-	-
Guéckédou	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kérouané	nd	nd	nd	-	-	-	-
Kissidougou	nd	nd	nd	nd	nd	9	-
Koubia	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Koundara	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kouroussa	nd	nd	nd	nd	-	-	-
Lélouma	-	-	-	-	-	-	-
Lola	nd	nd	nd	nd	nd	-	-
Macenta	nd	nd	nd	nd	nd	-	-
Mali	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Mandiana	nd	nd	nd	nd	nd	-	-
Pita	nd	nd	nd	nd	-	-	-
Siguiri	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Télimélé	nd	nd	-	1	-	-	-
Tougué	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Yomou	nd	nd	nd	nd	nd	-	-

Tableau 12.25 : Evolution du nombre de condamnés de nationalité étrangère par établissement pénitentiaire au 31 décembre

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Maisons centrales							
Boké	-	36	-	-	-	-	-
Conakry	6	13	8	4	10	16	9
Faranah	-	-	-	-	-	-	-
Kankan	nd	nd	nd	nd	-	-	-
Kindia	-	-	-	-	-	-	-
Labé	nd	nd	nd	nd	-	-	-
Mamou	nd	nd	nd	nd	nd	nd	-
N'Zérékoré	nd	nd	nd	nd	nd	nd	-
Prisons civiles							
Beyla	nd	nd	nd	nd	-	-	-
Boffa	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Coyah	-	-	-	-	-	-	-
Dabola	nd	-	nd	nd	-	-	-
Dalaba	-	-	-	-	-	-	-
Dingiraye	nd	1	-	-	-	-	-
Dubréka	nd	nd	nd	-	-	-	-
Forécariah	-	-	-	-	-	-	-
Fria	nd	-	5	-	-	-	-
Gaoual	-	nd	-	-	-	-	-
Guéckédou	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kérouané	nd	nd	nd	-	-	-	-
Kissidougou	nd	nd	nd	nd	nd	-	-
Koubia	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Koundara	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kouroussa	nd	nd	nd	nd	-	-	-
Lélouma	-	-	-	-	-	-	-
Lola	nd	nd	nd	nd	nd	-	-
Macenta	nd	nd	nd	nd	nd	-	-
Mali	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Mandiana	nd	nd	nd	nd	nd	-	-
Pita	nd	nd	nd	nd	-	-	-
Siguiri	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Télimélé	nd	nd	-	-	-	-	-
Tougué	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Yomou	nd	nd	nd	nd	nd	-	1

Tableau 12.26 : Evolution du nombre de condamnés pour crimes et délits contre les biens par établissement pénitentiaire au 31 décembre

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Maisons centrales							
Boké	20	28	41	40	33	44	43
Conakry	127	124	120	78	294	239	237
Faranah	11	-	2	4	7	4	5
Kankan	nd	nd	nd	nd	69	8	81
Kindia	54	69	19	10	18	120	67
Labé	nd	nd	nd	nd	47	42	35
Mamou	nd	nd	nd	nd	nd	nd	11
N'Zérékoré	nd	nd	nd	nd	nd	nd	63
Prisons civiles							
Beyla	nd	nd	nd	nd	5	3	6
Boffa	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Coyah	5	-	5	-	-	39	-
Dabola	nd	nd	nd	nd	11	-	3
Dalaba	3	-	6	4	3	-	2
Dinguiraye	nd	1	1	nd	3	-	2
Dubréka	nd	nd	-	15	19	32	32
Forécariah	5	3	3	4	10	7	6
Fria	nd	2	2	-	-	11	2
Gaoual	16	nd	10	19	10	6	3
Guéckédou	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kérouané	nd	nd	nd	2	8	2	18
Kissidougou	nd	nd	nd	nd	nd	26	13
Koubiia	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Koundara	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kouroussa	nd	nd	nd	nd	2	2	3
Lélouma	-	1	-	-	-	-	2
Lola	nd	nd	nd	nd	nd	4	3
Macenta	nd	nd	nd	nd	nd	6	24
Mali	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Mandiana	nd	nd	nd	nd	nd	30	-
Pita	nd	nd	nd	nd	-	12	16
Siguiri	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Télimélé	nd	nd	19	8	15	9	8
Tougué	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Yomou	nd	nd	nd	nd	nd	1	4

Tableau 12.27 : Evolution du nombre de condamnés pour crimes et délits contre les personnes par établissement pénitentiaire au 31 décembre

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Maisons centrales							
Boké	1	4	3	6	6	7	11
Conakry	122	124	177	133	293	273	255
Faranah	4	5	5	4	7	6	3
Kankan	nd	nd	nd	nd	29	38	16
Kindia	31	11	17	16	17	51	80
Labé	nd	nd	nd	nd	15	40	18
Mamou	nd	nd	nd	nd	nd	nd	23
N'Zérékoré	nd	nd	nd	nd	nd	nd	60
Prisons civiles							
Beyla	nd	nd	nd	nd	10	2	5
Boffa	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Coyah	-	-	-	-	25	13	6
Dabola	nd	-	nd	nd	11	3	4
Dalaba	6	12	8	9	7	3	1
Dingiraye	nd	-	1	nd	2	1	-
Dubréka	nd	nd	-	16	10	14	18
Forécariah	1	1	-	5	-	-	5
Fria	nd	-	-	2	6	3	-
Gaoual	4	nd	3	5	10	1	-
Guéckédou	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kérouané	nd	nd	nd	3	1	1	2
Kissidougou	nd	nd	nd	nd	nd	23	18
Koubia	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Koundara	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kouroussa	nd	nd	nd	nd	2	8	6
Lélouma	1	-	-	-	2	-	2
Lola	nd	nd	nd	nd	nd	-	2
Macenta	nd	nd	nd	nd	nd	-	13
Mali	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Mandiana	nd	nd	nd	nd	nd	4	3
Pita	nd	nd	nd	nd	-	17	13
Siguiri	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Télimélé	nd	nd	5	2	10	4	8
Tougué	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Yomou	nd	nd	nd	nd	nd	-	-

Tableau 12.28 : Evolution du nombre de condamnés pour crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs par établissement pénitentiaire au 31 décembre

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Maisons centrales							
Boké	2	1	1	1	-	2	2
Conakry	65	56	62	69	74	85	51
Faranah	-	1	-	2	4	-	2
Kankan	nd	nd	nd	nd	3	-	-
Kindia	7	11	3	5	4	38	40
Labé	nd	nd	nd	nd	1	6	3
Mamou	nd	nd	nd	nd	nd	nd	9
N'Zérékoré	nd	nd	nd	nd	nd	nd	3
Prisons civiles							
Beyla	nd	nd	nd	nd	-	1	2
Boffa	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Coyah	5	6	-	-	6	-	-
Dabola	nd	nd	nd	nd	-	-	-
Dalaba	-	8	1	1	1	-	-
Dingiraye	nd	-	-	nd	-	-	-
Dubréka	nd	nd	-	5	9	5	4
Forécariah	-	1	1	-	1	-	12
Fria	nd	2	2	-	-	nd	-
Gaoual	-	nd	1	2	-	2	3
Guéckédou	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kérouané	nd	nd	nd	3	-	-	-
Kissidougou	nd	nd	nd	nd	nd	-	4
Koubia	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Koundara	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kouroussa	nd	nd	nd	nd	-	-	-
Lélouma	-	1	-	1	-	3	-
Lola	nd	nd	nd	nd	nd	-	-
Macenta	nd	nd	nd	nd	nd	-	-
Mali	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Mandiana	nd	nd	nd	nd	nd	-	1
Pita	nd	nd	nd	nd	-	1	4
Siguiri	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Télimélé	nd	nd	1	4	-	-	-
Tougué	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Yomou	nd	nd	nd	nd	nd	-	-

Tableau 12.29 : Evolution du nombre de condamnés pour crimes et délits contre la paix et la chose publique par établissement pénitentiaire au 31 décembre

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Maisons centrales							
Boké	1	-	1	2	1	-	-
Conakry	54	55	80	58	124	108	144
Faranah	-	-	1	-	-	1	1
Kankan	nd	nd	nd	nd	7	-	-
Kindia	1	1	-	-	-	6	-
Labé	nd	nd	nd	nd	4	15	8
Mamou	nd	nd	nd	nd	nd	nd	12
N'Zérékoré	nd	nd	nd	nd	nd	nd	4
Prisons civiles							
Beyla	nd	nd	nd	nd	-	1	-
Boffa	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Coyah	-	-	-	-	-	-	-
Dabola	nd	-	nd	nd	-	-	-
Dalaba	-	-	-	1	-	-	-
Dingiraye	nd	-	nd	nd	-	-	-
Dubréka	nd	nd	-	-	1	2	1
Forécariah	-	-	-	-	-	-	-
Fria	nd	-	-	-	-	nd	-
Gaoual	3	nd	1	-	-	-	-
Guéckédou	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kérouané	nd	nd	nd	-	-	-	-
Kissidougou	nd	nd	nd	nd	nd	-	5
Koubia	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Koundara	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kouroussa	nd	nd	nd	nd	-	-	-
Lélouma	-	-	-	-	-	-	-
Lola	nd	nd	nd	nd	nd	-	-
Macenta	nd	nd	nd	nd	nd	-	-
Mali	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Mandiana	nd	nd	nd	nd	nd	-	-
Pita	nd	nd	nd	nd	-	-	-
Siguiri	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Télimélé	nd	nd	-	-	-	-	-
Tougué	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Yomou	nd	nd	nd	nd	nd	-	-

Tableau 12.30 : Evolution du nombre de condamnés pour vol, extorsion, recel, escroquerie par établissement pénitentiaire au 31 décembre

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Maisons centrales							
Boké	19	26	38	37	32	41	39
Conakry	71	81	57	17	152	77	105
Faranah	8	-	2	2	5	3	5
Kankan	nd	nd	nd	nd	39	-	42
Kindia	41	58	15	8	13	57	47
Labé	nd	nd	nd	nd	35	31	22
Mamou	nd	nd	nd	nd	nd	nd	6
N'Zérékoré	nd	nd	nd	nd	nd	nd	42
Prisons civiles							
Beyla	nd	nd	nd	nd	4	1	1
Boffa	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Coyah	5	-	5	-	-	39	-
Dabola	nd	nd	nd	nd	11	-	3
Dalaba	3	-	6	3	3	-	2
Dingiraye	nd	-	1	nd	3	-	2
Dubréka	nd	nd	-	14	19	29	24
Forécariah	3	3	2	3	9	-	4
Fria	nd	2	1	-	-	7	2
Gaoual	14	nd	10	19	10	6	3
Guéckédou	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kérouané	nd	nd	nd	1	4	1	10
Kissidougou	nd	nd	nd	nd	nd	21	8
Koubia	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Koundara	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kouroussa	nd	nd	nd	nd	1	1	1
Lélouma	-	1	-	-	-	-	2
Lola	nd	nd	nd	nd	nd	3	4
Macenta	nd	nd	nd	nd	nd	4	17
Mali	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Mandiana	nd	nd	nd	nd	nd	30	-
Pita	nd	nd	nd	nd	-	8	12
Siguiri	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Télimélé	nd	nd	10	4	9	8	7
Tougué	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Yomou	nd	nd	nd	nd	nd	1	3

Tableau 12.31 : Nombre de condamnés selon le sexe par établissement pénitentiaire au 31 décembre 2018

	Femmes	Hommes	Ensemble
Maisons centrales			
Boké	1	55	56
Conakry	24	665	689
Faranah	-	11	11
Kankan	-	97	97
Kindia	13	174	187
Labé	3	61	64
Mamou	-	55	55
N'Zérékoré	13	125	138
Prisons civiles			
Beyla	3	10	13
Boffa	nd	nd	nd
Coyah	3	3	6
Dabola	-	7	7
Dalaba	-	3	3
Dinguiraye	-	2	2
Dubréka	6	50	56
Forécariah	-	23	23
Fria	-	2	2
Gaoual	-	6	6
Guéckédou	nd	nd	nd
Kérouané	1	19	20
Kissidougou	1	39	40
Koubia	nd	nd	nd
Koundara	nd	nd	nd
Kouroussa	-	9	9
Lélouma	-	4	4
Lola	-	5	5
Macenta	3	34	37
Mali	nd	nd	nd
Mandiana	-	4	4
Pita	-	33	33
Siguiri	nd	nd	nd
Télimélé	-	16	16
Tougué	nd	nd	nd
Yomou	-	4	4

Tableau 12.32 : Nombre de condamnés selon la nationalité par établissement pénitentiaire au 31 décembre 2018

	Etrangère	Guinéenne	Ensemble
Maisons centrales			
Boké	-	56	56
Conakry	9	680	689
Faranah	-	11	11
Kankan	-	97	97
Kindia	-	187	187
Labé	-	64	64
Mamou	-	55	55
N'Zérékoré	-	138	138
Prisons civiles			
Beyla	-	13	13
Boffa	nd	nd	nd
Coyah	-	6	6
Dabola	-	7	7
Dalaba	-	3	3
Dinguiraye	-	2	2
Dubréka	-	56	56
Forécariah	-	23	23
Fria	-	2	2
Gaoual	-	6	6
Guéckédou	nd	nd	nd
Kérouané	-	20	20
Kissidougou	-	40	40
Koubia	nd	nd	nd
Koundara	nd	nd	nd
Kouroussa	-	9	9
Lélouma	-	4	4
Lola	-	5	5
Macenta	-	37	37
Mali	nd	nd	nd
Mandiana	-	4	4
Pita	-	33	33
Siguiri	nd	nd	nd
Télimélé	-	16	16
Tougué	nd	nd	nd
Yomou	-	4	4

Tableau 12.33 : Nombre de condamnés selon l'âge par établissement pénitentiaire au 31 décembre 2018

	Moins de 18 ans	18 à 21 ans	21 à 25 ans	25 à 30 ans	30 à 40 ans	40 à 60 ans	60 ans et plus	Ensemble
Maisons centrales								
Boké	3	14	10	13	14	2	-	56
Conakry	174	130	123	61	110	69	22	689
Faranah	1	1	3	2	2	1	1	11
Kankan	-	39	11	29	18	-	-	97
Kindia	-	13	33	33	54	54	-	187
Labé	6	9	10	13	15	7	4	64
Mamou	14	2	-	11	11	9	8	55
N'Zérékoré	11	13	18	23	40	27	6	138
Prisons civiles								
Beyla	-	-	2	4	1	6	-	13
Boffa	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Coyah	6	-	-	-	-	-	-	6
Dabola	-	-	3	2	1	1	-	7
Dalaba	-	2	-	1	-	-	-	3
Dinguiraye	-	-	1	1	-	-	-	2
Dubréka	3	5	9	11	16	11	1	56
Forécariah	-	2	5	4	5	7	-	23
Fria	-	-	-	-	2	-	-	2
Gaoual	-	-	1	2	3	-	-	6
Guéckédou	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kérouané	-	4	1	1	7	6	1	20
Kissidougou	-	1	-	8	24	7	-	40
Koubia	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Koundara	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kouroussa	1	3	1	-	2	2	-	9
Lélouma	-	2	2	-	-	-	-	4
Lola	-	-	1	1	1	1	1	5
Macenta	-	3	3	10	14	7	-	37
Mali	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Mandiana	-	1	2	-	1	-	-	4
Pita	-	-	11	9	8	4	1	33
Siguiriri	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Télimélé	-	2	2	4	3	5	-	16
Tougué	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Yomou	-	3	-	-	1	-	-	4

Tableau 12.34 : Nombre de condamnés selon la durée de la peine prononcée par établissement pénitentiaire au 31 décembre 2018

	- de 3 mois	3 à 6 mois	6 mois à 1 an	1 an à 2 ans	2 à 3 ans	3 à 5 ans	5 à 10 ans	10 à 20 ans	20 ans et +	Perpé- tuité	Ensem- ble
Maisons centrales											
Boké	3	2	10	13	13	14	1	-	-	-	56
Conakry	56	59	76	130	57	52	79	93	87	-	689
Faranah	1	1	3	2	1	2	1	-	-	-	11
Kankan	16	37	31	10	3	-	-	-	-	-	97
Kindia	-	53	74	33	13	7	7	-	-	-	187
Labé	2	4	9	16	4	13	16	-	-	-	64
Mamou	19	21	15	-	-	-	-	-	-	-	55
N'Zérékoré	4	13	53	34	2	14	3	11	2	2	138
Prisons civiles											
Beyla	-	-	7	4	1	1	-	-	-	-	12
Boffa	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Coyah	-	-	1	-	5	-	-	-	-	-	6
Dabola	3	1	2	-	1	-	-	-	-	-	7
Dalaba	-	-	3	-	-	-	-	-	-	-	3
Dinguiraye	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	2
Dubréka	9	9	24	9	4	1	-	-	-	-	56
Forécariah	-	1	3	1	9	9	-	-	-	-	23
Fria	-	-	-	2	-	-	-	-	-	-	2
Gaoual	1	4	1	-	-	-	-	-	-	-	6
Guéckédou	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kérouané	-	12	8	-	-	-	-	-	-	-	20
Kissidougou	12	8	14	5	1	-	-	-	-	-	40
Koubia	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Koundara	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kouroussa	-	-	-	4	3	-	2	-	-	-	9
Lélouma	2	-	1	-	1	-	-	-	-	-	4
Lola	2	2	1	-	-	-	-	-	-	-	5
Macenta	-	3	3	14	7	-	10	-	-	-	37
Mali	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Mandiana	-	1	3	-	-	-	-	-	-	-	4
Pita	13	8	8	1	2	1	-	-	-	-	33
Siguiri	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Télimélé	-	-	1	4	3	2	-	-	6	-	16
Tougué	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Yomou	3	1	-	-	-	-	-	-	-	-	4

Tableau 12.35 : Nombre de condamnés selon la nature de l'infraction par établissement pénitentiaire au 31 décembre 2018

	Contre la paix et la chose publique	Contre les personnes	Contre la famille et les bonnes mœurs	Contre les biens	En matière d'armes et munitions	Ensemble
Maisons centrales						
Boké	-	11	2	43	-	56
Conakry	144	255	51	237	2	689
Faranah	1	3	2	5	-	11
Kankan	-	16	-	81	-	97
Kindia	-	80	40	67	-	187
Labé	8	18	3	35	-	64
Mamou	12	23	9	11	-	55
N'Zérékoré	4	60	3	63	8	138
Prisons civiles						
Beyla	-	5	2	6	-	13
Boffa	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Coyah	-	6	-	-	-	6
Dabola	-	4	-	3	-	7
Dalaba	-	1	-	2	-	3
Dinguiraye	-	-	-	2	-	2
Dubréka	1	18	4	32	1	56
Forécariah	-	5	12	6	-	23
Fria	-	-	-	2	-	2
Gaoual	-	-	3	3	-	6
Guéckédou	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kérouané	-	2	-	18	-	20
Kissidougou	5	18	4	13	-	40
Koubia	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Koundara	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kouroussa	-	6	-	3	-	9
Lélouma	-	2	-	2	-	4
Lola	-	2	-	3	-	5
Macenta	-	13	-	24	-	37
Mali	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Mandiana	-	3	1	-	-	4
Pita	-	13	4	16	-	33
Siguiri	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Télimélé	-	8	-	8	-	16
Tougué	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Yomou	-	-	-	4	-	4

Tableau 12.36 : Nombre de condamnés selon l'infraction contre la paix et la chose publique par établissement pénitentiaire au 31 décembre 2018

	Association de malfaiteurs	Corruption	Détourne- ment de deniers publics	Evasion	Faux et usage de faux	Autres infractions	Ensemble
Maisons centrales							
Boké	-	-	-	-	-	-	-
Conakry	45	-	13	1	54	31	144
Faranah	-	-	-	-	-	1	1
Kankan	-	-	-	-	-	-	-
Kindia	-	-	-	-	-	-	-
Labé	1	-	-	-	-	7	8
Mamou	2	2	1	3	2	2	12
N'Zérékoré	1	0	0	0	0	3	4
Prisons civiles							
Beyla	-	-	-	-	-	-	-
Boffa	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Coyah	-	-	-	-	-	-	-
Dabola	-	-	-	-	-	-	-
Dalaba	-	-	-	-	-	-	-
Dinguiraye	-	-	-	-	-	-	-
Dubréka	-	-	-	-	1	-	1
Forécariah	-	-	-	-	-	-	-
Fria	-	-	-	-	-	-	-
Gaoual	-	-	-	-	-	-	-
Guéckédou	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kérouané	-	-	-	-	-	-	-
Kissidougou	4	-	-	-	-	1	5
Koubia	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Koundara	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kouroussa	-	-	-	-	-	-	-
Lélouma	-	-	-	-	-	-	-
Lola	-	-	-	-	-	-	-
Macenta	-	-	-	-	-	-	-
Mali	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Mandiana	-	-	-	-	-	-	-
Pita	-	-	-	-	-	-	-
Siguiri	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Télimélé	-	-	-	-	-	-	-
Tougué	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Yomou	-	-	-	-	-	-	-

Tableau 12.37 : Nombre de condamnés selon l'infraction contre les personnes par établissement pénitentiaire au 31 décembre 2018

	Assassi- nats	Coups et blessures volontaires	Coups mortels	Homicides et blessures involon- taires	Homicides volontaires empoison- nements	Viols	Violences et voies de fait	Vols aggravés	Autres infractions	Ensemble
Maisons centrales										
Boké	-	5	-	-	-	-	5	-	1	11
Conakry	5	40	3	37	24	9	22	53	62	255
Faranah	-	1	-	-	-	1	-	-	-	2
Kankan	-	16	-	-	-	-	-	-	-	16
Kindia	-	34	-	13	13	13	-	7	-	80
Labé	-	13	-	-	1	3	-	-	-	17
Mamou	-	5	6	4	3	4	2	-	-	23
N'Zérékoré	7	23	-	-	5	1	-	2	22	60
Prisons civiles										
Beyla	1	2	-	-	1	1	-	-	2	7
Boffa	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Coyah	-	-	-	-	6	-	-	-	-	6
Dabola	-	2	-	-	1	-	1	-	1	5
Dalaba	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dinguiraye	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dubréka	-	9	-	3	-	1	2	1	1	17
Forécariah	-	-	-	-	-	5	-	-	-	5
Fria	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Gaoual	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Guéckédou	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kérouané	-	2	-	-	-	-	-	-	-	2
Kissidougou	-	9	-	-	-	-	-	3	5	17
Koubia	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Koundara	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kouroussa	-	4	-	-	-	-	-	-	4	8
Lélouma	-	1	-	-	-	-	1	-	-	2
Lola	-	1	-	-	-	-	-	-	1	2
Macenta	-	10	-	-	-	-	-	-	4	14
Mali	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Mandiana	-	2	-	-	-	-	-	-	2	4
Pita	3	3	-	1	5	-	1	-	-	13
Siguiri	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Télimélé	-	2	-	-	-	-	-	-	6	8
Tougué	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Yomou	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Tableau 12.38 : Nombre de condamnés selon l'infraction contre la famille et les bonnes mœurs par établissement pénitentiaire au 31 décembre 2018

	Attentat aux mœurs	Enlèvement d'enfant	Mutilations génitales féminines	Stupéfiants	Trafic d'enfant	Autres infractions	Ensemble
Maisons centrales							
Boké	-	-	-	2	-	-	2
Conakry	10	7	-	29	5	-	51
Faranah	-	-	-	2	-	-	2
Kankan	-	-	-	-	-	-	-
Kindia	27	13	-	-	-	-	40
Labé	-	-	-	3	-	-	3
Mamou	-	-	-	4	-	5	9
N'Zérékoré	-	-	-	2	-	1	3
Prisons civiles							
Beyla	-	-	-	1	-	-	1
Boffa	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Coyah	-	-	-	-	-	-	-
Dabola	-	-	-	-	-	-	-
Dalaba	-	-	-	-	-	-	-
Dingiraye	-	-	-	-	-	-	-
Dubréka	-	1	-	3	-	-	4
Forécariah	-	-	-	9	-	2	11
Fria	-	-	-	-	-	-	-
Gaoual	-	-	-	3	-	-	3
Guéckédou	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kérouané	-	-	-	-	-	-	-
Kissidougou	-	-	-	4	-	-	4
Koubia	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Koundara	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kouroussa	-	-	-	-	-	-	-
Lélouma	-	-	-	-	-	-	-
Lola	-	-	-	-	-	-	-
Macenta	-	-	-	-	-	-	-
Mali	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Mandiana	-	-	-	1	-	-	1
Pita	-	-	-	4	-	-	4
Siguiri	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Télimélé	-	-	-	-	-	-	-
Tougué	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Yomou	-	-	-	-	-	-	-

Tableau 12.39 : Nombre de condamnés selon l'infraction contre les biens par établissement pénitentiaire au 31 décembre 2018

	Abus de confiance	Destructions, dégradations, dommages	Infractions en matière de chèques	Vols, extorsion, recel, escroqueries	Autres infractions	Ensemble
Maisons centrales						
Boké	5	-	-	38	-	43
Conakry	60	44	2	105	25	236
Faranah	1	-	-	4	-	5
Kankan	31	-	-	42	8	81
Kindia	-	20	-	47	-	67
Labé	3	10	-	22	-	35
Mamou	5	-	-	6	-	11
N'Zérékoré	17	3	-	42	1	63
Prisons civiles						
Beyla	3	2	-	1	-	6
Boffa	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Coyah	-	-	-	-	-	-
Dabola	-	-	-	3	-	3
Dalaba	-	-	-	2	-	2
Dingiraye	-	-	-	2	-	2
Dubréka	6	1	-	25	-	32
Forécariah	2	-	-	4	-	6
Fria	-	-	-	2	-	2
Gaoual	-	-	-	3	-	3
Guéckédou	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kérouané	3	5	-	10	-	18
Kissidougou	1	4	-	8	-	13
Koubia	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Koundara	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Kouroussa	2	-	-	1	-	3
Lélouma	-	-	-	2	-	2
Lola	-	-	-	4	-	4
Macenta	-	7	-	17	-	24
Mali	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Mandiana	-	-	-	-	-	-
Pita	2	2	-	12	-	16
Siguiri	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Télimélé	1	-	-	7	-	8
Tougué	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Yomou	-	1	-	3	0	4

Annexe: Principaux concepts

Abus de confiance	Fait pour une personne de détourner ou dissiper, au préjudice d'autrui, des fonds, des valeurs ou un bien quelconque qui lui ont et qu'elle a acceptés à charge de les rendre, ou de les représenter ou d'en faire un usage ou un emploi déterminé.
Acceptation partielle	Fait que le tribunal qui a été saisi par une personne physique ou morale, pour une affaire, tranche partiellement en sa faveur.
Acceptation totale	Fait que le tribunal qui a été saisi par une personne physique ou morale, pour une affaire, tranche totalement en sa faveur.
Affaire correctionnelle	Infraction à la loi pénale punie d'une peine comprise entre 11 jours au moins et 5 ans au plus d'emprisonnement, et d'une amende ou de l'une des deux peines seulement.
Affaire criminelle	Infraction de droit commun ou infraction politique, sanctionnée de peines afflictives ou infamantes que sont : l'emprisonnement à vie et l'emprisonnement à temps, voire de peines complémentaires.
Affaire en cours	Affaire dont l'instruction n'est pas clôturée au 31 décembre de l'année considérée. Cette affaire peut avoir été enregistrée au cours de l'année considérée ou d'une année antérieure. On dit que c'est une affaire en instance.
Affaire jugée	Affaire qui a fait l'objet d'un procès devant une juridiction et pour laquelle une décision a été rendue sur l'objet du litige.
Affaire nouvelle	Affaire nouvellement arrivée et enregistrée à une juridiction
Affaire terminée	Affaire dont l'instruction est clôturée. La clôture de l'instruction est caractérisée, soit par la transmission des pièces du dossier de la procédure au procureur général près la cour d'appel de ressort, soit par un renvoi de l'affaire devant le tribunal criminel, soit par une ordonnance de non-lieu.
Appel	Voie ordinaire de recours, tendant à réformer ou à rétracter un jugement ou une décision rendu par une juridiction de premier degré.
Assassinat	Meurtre commis avec préméditation ou guet-apens.
Association de malfaiteurs	Toute association ou entente quels que soient sa durée et le nombre de ses membres, formée ou établie dans le but de préparer ou de commettre des crimes contre des personnes ou les propriétés et qui existe par le seul fait de la résolution d'agir arrêtée en commun.
Atteinte à l'environnement	Tout acte de nature à aggraver l'environnement (nature, forêt, cours d'eau, etc.). Exemples : pollution, feux de brousse.
Avant dire droit	Décision prise par le juge, soit pour aménager une situation provisoire, soit pour organiser l'instruction.
Chambre correctionnelle	Section qui, dans une cour, est chargée de juger les délits.
Citation directe	Acte de procédure par lequel le ministère public ou la victime peuvent saisir directement le tribunal en informant le prévenu des coordonnées de l'audience.
Classement sans suite	Décision prise par le ministère public en vertu du principe de l'opportunité des poursuites, écartant momentanément la mise en mouvement de l'action publique (article 50 alinéa 3 du Code pénal).
Concussion	Fait pour un agent public de percevoir ou des sommes qu'il sait ne pas être dues par celui ou ceux qui les ont versées (article 655 du Code pénal).
Condamné	Personne reconnue coupable de faits de crime ou de délit et à l'égard de qui une peine (emprisonnement, sursis ou amende) a été prononcée.
Contradictoire	Jugement en toutes matières dès lors que les parties comparaissent en personne ou par mandataire selon les modalités propres au tribunal devant lequel la demande est portée. En procédure civile, il y a arrêt ou jugement contradictoire seulement si les parties ont été régulièrement entendues ou appelées (article 21 du code de procédure civile).
Contravention	Infraction à une loi ou à un règlement, qui est sanctionnée par une amende ou de peines complémentaires en cas de récidive.
Corruption	Fait de tout fonctionnaire de l'ordre administratif ou judiciaire, tout militaire ou assimilé, tout agent ou préposé de l'administration, toute personne investie d'un mandat électif qui agréé des offres ou promesses, qui reçoit des dons ou présents, pour faire un acte de ses fonctions ou de son emploi, même juste, mais non sujet à salaire.

	Fait de promettre, d'offrir ou d'accorder à un agent public, directement et indirectement, un avantage indu pour lui-même ou par une autre personne ou entité afin qu'il accomplisse ou s'abstienne d'accomplir un acte dans l'exercice de ses fonctions (article 771-1 du Code pénal).
Coups et blessures volontaires	Fait de porter volontairement des coups ou de commettre toute autre violence ou voie de fait sur une personne, entraînant une blessure ou une incapacité de travail d'une durée déterminée. Fait d'un individu qui porte volontairement des coups et fait des blessures ayant entraîné une incapacité de travail de moins de vingt jours (article 239 du Code pénal).
Coups mortels	Coups portés ou blessures faites volontairement sans intention de donner la mort et qui l'ont pourtant occasionnée.
Crime	Infraction de droit commun ou infraction politique, sanctionnée de peines afflictives ou infamantes que sont : l'emprisonnement à vie et l'emprisonnement à temps, voire de peines complémentaires.
Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs	Mutilations génitales féminines, stupéfians, infractions en matière de mariage, proxénétisme, trafics d'enfants, enlèvements d'enfants, outrages et attentats publics à la pudeur, prostitution.
Crimes et délits contre les biens	Fait de l'homme résultant d'une faute intentionnelle ou non qui cause dommage à un droit de propriété ou de biens : abus de confiance, destructions, dégradations, dommages, vols, extorsions, recels, escroqueries, stellionats.
Crimes et délits contre les personnes	Assassinat, coups et blessures volontaires, coups mortels, homicides et blessures involontaires, homicides volontaires, empoisonnements et violences, viol, violences et voies de fait, vol aggravé.
Crimes et délits contre paix et la chose publique	Détournement de deniers publics, atteintes à l'environnement, concussion, corruption.
Débouté	Décision du juge déclarant la demande insuffisamment ou mal fondée. Décision juridictionnelle qui prive une des parties de ses prétentions parce que mal fondée.
Décision rédigée	Affaire sur laquelle le tribunal a statué et dont la décision a été rédigée et signée par le juge. Il est tenu compte des référés mais pas des injonctions de payer et ordonnances.
Décision rendue	Affaire qui a fait l'objet d'un procès devant une juridiction et pour laquelle une décision a été rendue sur l'objet du litige. Décision qui a fait l'objet d'une procédure judiciaire entre les parties sur l'objet du litige.
Décision sur le fond	Décision du tribunal touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure. Il s'agit ici des décisions d'acceptation totale, d'acceptation partielle et de rejet.
Défaut	Jugement en toutes matières lorsque la citation n'a pas été délivrée et que le défendeur n'a pas comparu.
Délit	Infraction à la loi pénale punie d'une peine correctionnelle, de 5 ans au plus d'emprisonnement, ou d'une amende ou de l'une des deux peines seulement.
Délits en matière d'armes et munitions	Fabrication, exportation, importation, détention, cession, vente ou achat d'armes à feu ou de munitions sans autorisation légalement requise.
Désistement	Acte par lequel la partie qui a saisi le tribunal renonce à son action.
Destructions, dégradations, dommages	Faits de détruire volontairement ou de détériorer gravement un objet mobilier ou un bien immobilier appartenant à autrui.
Détention	Etat d'une personne détenue, emprisonnée.
Détention préventive	Mesure de détention, généralement exceptionnelle, visant à emprisonner jusqu'à la fin du procès un accusé.
Détention provisoire	Mesure ordonnée par le juge d'instruction de placer en prison avant son jugement une personne inculpée pour crime ou délit.
Détenu	Personne maintenue en détention en vertu d'un mandat ou de toute autre décision de justice.
Détournement de deniers publics	Fait pour une personne de détourner ou de dissiper à des fins personnelles des deniers publics, effets actifs en tenant lieu, titres de paiement, valeurs mobilières, actes contenant ou opérant obligations ou décharge, matériels ou objets mobiliers appartenant, destinés ou confiés à l'Etat et assimilés qu'elle détenait en raison de ses fonctions.
Diffamation	Toute allégation ou imputation d'un fait qui porte atteinte à l'honneur ou à la considération de la personne ou de la collectivité à laquelle le fait est imputé (article 363 du code pénal)

Durée de détention préventive	Temps pendant lequel une personne est détenue sous mandat de dépôt par le juge d'instruction pour les besoins de l'instruction.
Durée de traitement des affaires	Temps écoulé entre l'enrôlement d'une affaire et son jugement définitif devant une juridiction.
Empoisonnement	Fait d'attenter à la vie d'une personne par l'emploi ou l'administration de substances de nature à entraîner plus ou moins la mort.
Emprisonnement	Peine privative de liberté, de nature correctionnelle, consistant dans l'incarcération du condamné, pendant un temps fixé par le juge dans les limites prévues par la loi.
Enlèvement d'enfant	Fait, sans ordre des autorités constituées et hors des cas prévues par la loi, d'enlever ou de déplacer de son domicile, de sa résidence ou tout autre lieu, un mineur de moins de 18 ans.
Enrôlement	Fait de mettre une affaire au rôle d'audience une juridiction.
Entrée (établissement pénitentiaire)	Mise en détention, emprisonnement.
Entrée (affaire)	Affaire enregistrée au registre du parquet.
Escroquerie	Fait de se faire remettre ou délivrer des fonds, des meubles ou des obligations, dispositions, billets, promesses, quittances ou décharge en faisant usage de faux noms ou de fausses qualités, soit en employant des manœuvres frauduleuses pour persuader l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, ou pour faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident ou de tout autre événement chimérique. Fait, soit par l'usage d'un faux ou d'une fausse qualité, soit par l'abus d'une qualité vraie, soit par l'emploi de manœuvres frauduleuses, de tromper une personne physique ou morale et de la déterminer ainsi à son préjudice ou au préjudice d'un tiers, à remettre des fonds, des valeurs ou un bien quelconque, à fournir un service ou consentir un acte opérant obligation ou décharge (article 403 alinéa du Code pénal).
Évasion	Fait pour quiconque étant, en vertu d'un mandat ou d'une décision de justice ou sur flagrant délit, arrêté ou détenu pour crime ou délit, s'échappe ou tente de s'échapper, soit des lieux affectés à la détention par l'autorité compétente, soit du lieu du travail, soit au cours d'un transfèrement.
Extorsion	Fait d'user de force, violence ou contrainte pour obtenir la signature, la remise d'un écrit, un acte, un titre ou une pièce quelconque contenant ou opérant obligation, dispositions ou décharge. Fait d'obtenir par violence ou menace de violences ou contrainte, soit une signature, l'engagement ou une renonciation, soit la révélation d'un secret, soit la remise de fonds, de valeurs ou d'un bien quelconque (article 386 alinéa 1 du Code pénal).
Extraction	Action d'extraire d'une prison un prisonnier sous garde par un responsable de l'administration pénitentiaire sur ordre du juge d'instruction ou du procureur de la République.
Faux en écriture	Altération frauduleuse de la vérité manifestée dans un écrit public, authentique, privé, de commerce ou de banque susceptible de causer un préjudice à autrui, par l'un des procédés déterminés par la loi. Altération frauduleuse de la vérité, de nature à causer un préjudice et accomplie par quelque moyen que ce soit, dans un écrit ou tout autre support d'expression de la pensée qui a pour objet ou qui peut avoir pour effet d'établir la preuve d'un droit ou un fait ayant des conséquences juridiques (article 585 du Code pénal).
Faux et usage de faux	Faux en écriture : altération frauduleuse de la vérité manifestée dans un écrit public, authentique, privé, de commerce ou de banque susceptible de causer un préjudice à autrui, par l'un des procédés déterminés par la loi. Usage de faux : utilisation en connaissance de cause d'un écrit falsifié en vue de permettre l'obtention du résultat auquel tend normalement sa production.
Flagrant délit	Crime ou délit qui se commet, ou qui vient de se commettre et constaté par les autorités de police judiciaire, et s'il s'agit d'un délit, peut donner lieu à une comparution immédiate devant la chambre correctionnelle de la juridiction.
Homicide volontaire	Atteinte portée intentionnellement à la vie humaine. Les homicides volontaires correspondent aux meurtres, parricides et infanticides
Homicides et blessures involontaires	Fait de commettre : (i) soit par maladresse, imprudence, inattention, négligence ou inobservation des règlements involontairement un homicide ou d'en être involontairement la cause ; (ii) soit par maladresse ou par manque de précautions des blessures, coups ou maladies entraînant une incapacité totale de travail personnel (de plus de trois mois). Acte de négligence, inattention, imprudence ou manquement à une obligation de prudence et de sécurité imposée par la loi qui fait donner la mort ou blessure à autrui

(article 216 du Code pénal).

Incarcération	Mise en détention, emprisonnement. Emprisonnement privatif de liberté dû à un prononcé du verdict d'une juridiction.
Incompétence	Défaut d'aptitude d'une juridiction à connaître d'une demande. Elle peut être absolue, quand elle peut être invoquée par l'un et l'autre des plaideurs, mais pas d'office par le juge. Elle peut être d'ordre public, quand du fait de son caractère d'ordre public, elle peut être soulevée par le Ministère public ou d'office par le juge. Elle peut être relative, quand elle ne peut être invoquée que par le plaideur en faveur de qui elle a été édictée. Défaut d'aptitude d'une juridiction à connaître une affaire. Elle peut être absolue quand elle peut être invoquée par l'un et l'autre des plaideurs et soulevée d'office par le juge.
Inculpé	Personne sur laquelle le juge d'instruction a décidé de porter ses investigations et contre laquelle il existe des indices graves ou concordants qui rendent vraisemblable qu'elle ait pu participer, comme auteur ou comme complice, à la réalisation d'un crime ou d'un délit ou comme receleur d'un bien provenant de ce crime ou de ce délit. Personne conduite devant le juge d'instruction à travers le réquisitoire introductif d'instance du procureur de la République ou par simple plainte avec constitution de partie civile pour examen de l'affaire.
Infirimation	Annulation totale par une cour d'une décision rendue en premier ressort par une juridiction de premier degré. Arrêt d'une cour annulant un appel ou un pourvoi exercé contre une juridiction de premier degré ou de cour d'appel.
Information judiciaire	Phase de la procédure pénale qui précède un jugement et au cours de laquelle le juge d'instruction, cherche à établir s'il existe ou non des éléments suffisants pour poursuivre en justice les personnes soupçonnées d'avoir commis une infraction. Ses décisions peuvent faire l'objet d'un recours. Phase de la procédure pénale qui précède le jugement et au cours de laquelle le juge d'instruction cherche à établir s'il existe ou non des éléments suffisants contre les personnes soupçonnées d'avoir commis une infraction.
Infraction	Action ou abstention prévue et punie par la loi pénale. Acte prévu et puni par la loi pénale avant sa commission.
Infractions en matière de mariage	Mariage forcé, mariage précoce, polygamie, non versement de la dot. Infraction qui viole les règles fondamentales d'interdiction ou de restriction à la liberté du mariage.
Infractions en matière d'armes et munitions	Fabrication, exportation, importation, détention, cession, vente ou achat d'armes à feu ou des munitions sans autorisation légalement requise.
Infractions en matière d'informatique	Infraction à la loi pénale en matière informatique : (i) L'accès frauduleux dans tout ou partie d'un système de traitement automatisé des données ; (ii) Le maintien frauduleux dans un système informatique, avec les mêmes causes d'aggravations (suppression ou modification), soit du fonctionnement même du système ; (iii) L'atteinte volontaire au fonctionnement d'un système de traitement automatisé des données, c'est-à-dire le fait de le fausser ou de l'entraver ; (iv) Le fait d'introduire frauduleusement des données dans un système de traitement automatisé, d'extraire, de détenir, de reproduire, de transmettre, de supprimer ou de modifier les données qu'il contient.
Injonction de payer	Procédure simplifiée permettant de poursuivre le recouvrement des créances civiles ou commerciales en obtenant la délivrance d'une ordonnance d'injonction de payer qui, à défaut d'opposition, devient exécutoire. Procédure simplifiée de recouvrement permettant au créancier d'obtenir une injonction de payer pour la personne qui se prétend titulaire d'un droit de créance (article 1 de l'Acte uniforme sur la procédure simplifiée de recouvrement).
Injures	En matière civile : offense envers une personne. En matière pénale : expression outrageante, terme de mépris ou invective ne renfermant l'imputation d'aucun fait précis.
Irrecevabilité	Décision du juge sanctionnant l'inobservation d'une prescription légale relative à la procédure, consistant à repousser une demande sans l'examiner soit parce que la demande ne remplit pas une condition de forme (exemple : plainte hors délai) ou une condition de fond (exemple : défaut de qualité).
Jugement avant dire droit	Décision prise par le juge, soit pour aménager une situation provisoire soit pour organiser l'instruction. Jugement qui se borne, dans son dispositif à ordonner une mesure provisoire sans dessaisir le juge.
Jugement rédigé	Affaire sur laquelle le tribunal a statué et dont la décision a été rédigée et signée par le juge. Il n'est pas tenu compte des référés, injonctions de payer et ordonnances.

Jugement sur le fond	Décision du tribunal (hors référés) touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure. Il s'agit ici des décisions d'acceptation totale, d'acceptation partielle et de rejet. Jugement qui tranche dans son dispositif tout ou partie du principal ou sur une exception de procédure (article 138 du Code de procédure civile, économique et administrative).
Libération	Mise en liberté d'une personne détenue dans une prison civile ou maison centrale.
Majeur	Personne qui a atteint l'âge de la majorité légale fixée à 18 ans, qui peut donc jouir de ses droits civiques et qui est responsable devant la loi. Personne qui atteint l'âge de la majorité fixée par la loi et qui peut jouir de ses droits et obligations.
Mineur	Enfant ou adolescent qui n'a pas atteint l'âge de la majorité légale fixée à 18 ans. Enfant qui n'a pas atteint l'âge de la majorité.
Mutilations génitales féminines	Pratiques visant à porter atteinte à l'intégrité de l'organe génital de la femme par ablation totale ou partielle, par excision, par infibulation, par insensibilisation ou par tout autre moyen.
Mutinerie	Action de se rebeller contre l'autorité, en parlant d'un groupe.
Non-assistance à personne en danger	Délit réalisé par le fait de ne pas porter volontairement assistance à une personne s'il est possible de lui prêter sans risquer pour soi-même ou pour des tiers.
Opposition	Voie de recours ordinaire, de droit commun et de rétractation ouverte à la partie contre laquelle a été rendue une décision par défaut, lui permettant de saisir le tribunal qui a déjà statué, en lui demandant de juger à nouveau l'affaire.
Ordonnance	Décision rendue par le Président du tribunal ou par un juge qui a reçu délégation de celui-ci. Il existe différents types d'ordonnances (ordonnance de référé, ordonnance sur requête, ordonnance d'injonction de payer, etc.).
Outrages et attentats publics à la pudeur	Actes intentionnels accomplis publiquement et susceptibles d'offenser la pudeur et le sentiment moral des personnes qui en sont les témoins involontaires.
Parquet	Service judiciaire chargé de défendre l'intérêt de la société et de requérir l'application de la loi.
Peine prononcée	Peine infligée à une personne par le juge.
Peine purgée	Peine effectuée ou subie par le condamné.
Prévenu	Personne mise en cause dans une affaire et dont le juge d'instruction décide de la mise en détention ou de la libre comparution devant la juridiction correctionnelle de jugement en vue de la manifestation de la vérité.
Prostitution	Acte par lequel une personne consent habituellement à pratiquer des rapports sexuels avec un nombre indéterminé d'autres personnes moyennant rémunération.
Proxénétisme	Activité de celui ou celle qui favorise ou tire profit de la prostitution d'autrui.
Radiation	Suspension administrative de l'instance à la requête d'une partie ou à la diligence du tribunal pour sanctionner le défaut de diligence dans l'accomplissement des actes de procédure.
Recel	Fait de dissimuler, détenir, transmettre directement ou indirectement une chose en sachant qu'elle provient d'un crime ou délit, ou le fait de bénéficier en connaissance de cause du produit d'un crime ou d'un délit ou encore, le fait de soustraire à la justice des personnes responsables d'infractions.
Référé	Procédure d'urgence par laquelle une partie peut obtenir d'un magistrat unique une décision rapide qui ne se heurte à aucune contradiction sérieuse ou que justifie l'existence d'un différend ou encore une décision de remise en état, soit pour prévenir un dommage imminent, soit pour faire cesser un trouble manifestement illicite.
Rejet	Situation dans laquelle une juridiction tranche totalement en défaveur de la partie qui l'a saisi. Situation dans laquelle une juridiction rejette les moyens d'appel ou de pourvoi formulé contre une décision de la juridiction inférieure.
Renvoi à l'instruction	Affaire nécessitant la mise en œuvre, par le juge d'instruction, de moyens qui permettent de réunir tous les éléments nécessaires à la manifestation de la vérité et pour lesquelles il est saisi par un réquisitoire introductif émanant du parquet.
Réputé contradictoire	Jugement en matière civile et commerciale si le défendeur, cité à personne, ne comparait pas.
Requête	Acte de procédure écrit, directement adressé à une juridiction pour faire valoir un droit et qui a pour effet de la saisir. Elle expose les prétentions dirigées contre la partie adverse, les points du litige, les arguments (moyens) et les pièces justificatives.

Saisine directe	Affaire introduite directement devant une juridiction, soit par assignation, soit par requête, ou déclaration écrite ou verbale, selon les cas prévus par la loi.
Stupéfiants	Production, fabrication, transport, importation, exportation, vente, détention, offre, cession, acquisition et usage illicites des substances ou plantes classées comme vénéneuses.
Trafic d'enfants	Acte par lequel un enfant est recruté, transporté, transféré, hébergé ou accueilli, à l'intérieur ou à l'extérieur du territoire national par un ou plusieurs trafiquants au moyen de menaces et d'intimidations par la force ou d'autres formes de contraintes, de détournements, fraudes ou de supercheries, d'abus de pouvoir ou d'exploitation de la situation de vulnérabilité d'un enfant ou dans le cas d'offre ou de réception de rémunération en vue d'obtenir le consentement d'une personne ayant pouvoir de contrôle sur lui à des fins d'exploitation économique, sexuelle, d'adoption illicite, d'union matrimoniale précoce ou forcée, ou à toute autre fin préjudiciable à la santé, au développement physique, mental et au bien-être de l'enfant.
Tribunal pour enfants	Juridiction d'exception du premier degré, jugeant les mineurs mis en cause pour des contraventions, des délits ou des crimes et statuant sur la situation du mineur dans d'autres cas.
Usage de faux	Utilisation en connaissance de cause d'un écrit falsifié en vue d'obtenir le résultat auquel tend normalement sa production.
Viol	Acte de pénétration sexuelle de quelque nature qu'il soit commis sur la personne d'autrui par violence, contrainte ou surprise. Acte de pénétration sexuelle de quelque nature qu'il soit commis sur la personne d'autrui sans son consentement.
Violences	Ensemble des infractions constituant une atteinte grave à l'intégrité physique des personnes.
Violences et voies de fait	Actes délibérés ou non, provoquant chez celui qui en est la victime, un trouble physique ou moral comportant des conséquences dommageables pour sa personne ou pour ses biens. Quand elle est appliquée aux choses et qu'elle est faite sans droit, la violence constitue alors une "voie de fait".
Vol	Soustraction frauduleuse d'une chose appartenant à autrui.
Vol aggravé	Soustraction frauduleuse d'une chose appartenant à autrui avec effraction, violence ou à main armée.